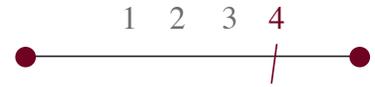


ÉCOLE  
NORMALE  
SUPÉRIEURE  
DE LYON



# 2021

*Rapport  
de gestion*



## SOMMAIRE

<b>Préambule</b> .....	<b>2</b>
1. Données principales de l'exécution budgétaire 2021.....	5
1.1. Synthèse.....	5
1.2. Recettes.....	6
1.3. Dépenses.....	7
2. Recettes et dépenses globalisées 2021.....	13
2.1. Recettes globalisées.....	13
2.2. Dépenses globalisées.....	19
3. Recettes et dépenses fléchées 2021.....	38
3.1. Recettes fléchées.....	38
3.2. Dépenses fléchées.....	39
4. Equilibres financiers de l'établissement.....	42
4.1. Le solde budgétaire.....	43
4.2. La trésorerie.....	44
4.3. Les ratios en comptabilité budgétaire.....	45
4.4. Le résultat.....	47
4.5. La capacité d'autofinancement.....	49
4.6. Le fonds de roulement.....	50
4.7. Les ratios en comptabilité générale.....	51
5. Annexes réglementaires.....	53
5.1. Annexe 1 : tableau des emplois.....	53
5.2. Annexe 2 : tableau des autorisations budgétaires.....	54
5.3. Annexe 3 : tableau des dépenses par destination et des recettes par origine.....	57
5.4. Annexe 4 : tableau des équilibres financiers.....	63
5.5. Annexe 5 : tableau des opérations pour compte de tiers.....	66
5.6. Annexe 6 : tableau de situation patrimoniale.....	69
5.7. Annexe 7 : tableau présentant le plan de trésorerie.....	72
5.8. Annexe 8 : tableau des opérations liées aux recettes fléchées.....	73
5.9. Annexe 9 : tableau agrégé des opérations pluriannuelles.....	74
5.10. Annexe 9 bis : tableau de suivi des opérations immobilières.....	76
5.11. Annexe 10 : tableau détaillé des opérations pluriannuelles.....	77
5.12. Annexe 11 : tableau des unités mixtes de recherche.....	78
5.13. Tableau de synthèse budgétaire et comptable.....	79
5.14. Document prévisionnel de gestion des emplois et des crédits de paiement (DPGECP).....	80
5.15. Projet annuel de performance (PAP).....	83
<b>Glossaire</b> .....	<b>85</b>

## Préambule

Le rapport de gestion est un document réglementaire élaboré par l'ordonnateur. Il complète les données du compte financier afin d'apporter aux administrateurs un éclairage sur les questions budgétaires. Il présente une analyse précise de l'année budgétaire N-1. Le rapport de gestion vient par conséquent clore l'exercice 2021, initié au moment du débat d'orientation budgétaire (DOB), et ouvrir la réflexion sur les budgets des années à venir de l'ENS de Lyon.

Ce rapport de gestion 2021 est entièrement revu sur la forme afin de se calquer sur les rapports de présentation des budget initial et rectificatif. L'analyse est ainsi axée principalement sur l'exécution budgétaire des recettes et des dépenses de l'exercice.

Malgré un contexte toujours fortement marqué par la **crise sanitaire**, l'activité de l'ENS de Lyon a connu une forte recrudescence en 2021. Les missions de recherche et de formation se sont poursuivies malgré le 2<sup>nd</sup> confinement en début d'année. Le calendrier des épreuves du concours d'entrée a ainsi retrouvé un rythme normal et les épreuves orales ont pu se tenir, contrairement à 2020. Les activités de recherche ont été maintenues, avec des jauges à respecter dans les laboratoires. Les agents dont les fonctions le permettent ont assuré leurs activités à distance en début d'année avant de revenir progressivement sur site dès le printemps. En revanche, la grande majorité des colloques et grandes conférences prévues en 2021 n'ont pu se tenir ou l'ont été en distanciel, à l'instar des 20 ans de la création de l'ENS LSH.

Face à cette crise sanitaire, le MESRI a de nouveau soutenu financièrement l'établissement en prenant en charge les achats d'autotests à destination des étudiants et personnels, le recrutement de psychologues ou encore le tutorat pour les étudiants.

Suite à l'arrêt du **projet IDEX** Lyon - St Etienne à l'automne 2020, l'Etablissement a veillé à ce que les projets scientifiques en cours puissent se poursuivre et/ou s'achever dans les meilleures conditions possibles. En mai 2021, l'ANR a adressé un courrier à la COMUE de Lyon annonçant que le comité de pilotage validait l'ensemble des engagements existants : toutes les conventions pouvaient être exécutées telles qu'elles ont été signées. Il a également été décidé par l'ANR que la date de fin d'éligibilité des dépenses de salaires des doctorants serait fixée au 30 juin 2024 au plus tard. Dans ce contexte, l'ENS de Lyon a produit un nombre important de données financières et RH à destination de l'UdL.

L'année 2021 a vu s'achever les travaux d'agrandissement et de rénovation du **restaurant universitaire Monod**. Il a rouvert ses portes en février et a été intégré dans le patrimoine de l'ENS de Lyon.

Après plus de deux ans de travaux, le nouveau **bâtiment M8** sur le site Monod a été mis en service à l'automne 2021. Pour rappel ce bâtiment, d'un coût de construction prévisionnel de 15,1M€, a été financé majoritairement par la Métropole de Lyon à hauteur de 11,2M€. Les équipes du laboratoire de géologie de Lyon – Terre, planète, environnement (LGL) et du laboratoire de reproduction et de développement des plantes (RDP) s'y installent progressivement. L'établissement a dû prendre en charge un certain nombre de travaux complémentaires pour permettre l'installation des équipes scientifiques. Fort d'une surface de plus de 3000m<sup>2</sup> et d'une technologie de pointe, le M8 est quasiment unique en France. La serre de 600m<sup>2</sup> positionnée au 3<sup>ème</sup> étage du bâtiment est un prototype innovant qui permet

aux chercheurs de travailler dans une ambiance thermique maîtrisée au degré près dans le volume occupé par les plantes, tout en ayant un impact environnemental réduit. Qui dit surface supplémentaire induit des coûts de fonctionnement supplémentaires à prévoir. L'année 2021 n'est impactée que de quelques mois compte tenu de la date de mise en service.

Au printemps 2021, s'est tenue la **phase 2 du dialogue stratégique de gestion (DSG)** initié par la direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle (DGESIP) et dédié au financement de projets participant au déploiement du contrat pluriannuel. L'ENS de Lyon a obtenu en août des financements pour des projets détaillés dans ce qui suit. A l'automne 2021, une nouvelle phase du DSG a eu lieu. L'établissement a déposé 6 projets (sécurité informatique, rayonnement scientifique, réinformatisation de la BDL, aménagement du M6, et matériels scientifiques) ; les financements devraient être connus au 1<sup>er</sup> trimestre 2022.

La politique de l'Ecole en matière de recherche et formation est soutenue par la tutelle ministérielle via la **subvention pour charges de service public (SCSP)**. En 2021, 200k€ ont été alloués au titre d'un dispositif d'égalité des chances dans l'enseignement supérieur, et ce dans le but de favoriser l'ouverture à la diversité des profils dans les formations sélectives de l'Ecole. La pérennisation de cette dotation permet à l'Ecole de mettre en place une nouvelle formation en partenariat avec le lycée du Parc (Bachelor Sciences et Société) dès la rentrée 2022-2023, dont le recrutement des étudiants veillera aux critères de diversité géographique et sociale des candidats. Des subventions spécifiques ont également été perçues au titre de la loi de programmation de la recherche (LPR) qui prévoit entre autres un repyramidage progressif des carrières et une revalorisation des rémunérations des doctorants. Ce sont ainsi 72k€ qui ont été versés pour la revalorisation des contrats doctoraux, montant qui correspond à un tiers d'année. Une subvention en année pleine sera donc versée en 2022. Une dotation de sûreté a également été versée via la SCSP afin de financer la rénovation du système de vidéoprotection existant.

Dans le cadre du déploiement de la loi de programmation de la recherche (LPR), l'ENS de Lyon a obtenu en août 2021 une revalorisation de la SCSP. Les financements alloués au titre du fonctionnement des laboratoires et de la dotation au démarrage des jeunes chercheurs ont permis d'augmenter d'au moins 10% les moyens des laboratoires. Conformément à la politique gouvernementale, de nouvelles hausses sont prévues en 2022 (+15%) et 2023 (+25%). En masse salariale, des crédits supplémentaires ont été perçus au titre des revalorisations statutaires et indemnitaires prévues par la LPR. Ces financements ont vocation à être pérennisés.

La notification définitive de la SCSP 2021 reçue mi-décembre a intégré des crédits relatifs à la revalorisation triennale de l'IFSE. Une réflexion sur la revalorisation globale de l'IFSE sera menée en 2022 au sein de l'ENS de Lyon.

Les notifications de la SCSP et les modalités de calcul de certaines compensations financières sont transmises très tardivement par le MESRI. Elles ne permettent pas à l'établissement de pouvoir inscrire dans ses prévisions budgétaires des financements importants dont il ne prend connaissance qu'à l'automne voire mi-décembre. De nombreux échanges ont eu lieu cette année entre l'établissement et la DGESIP tout au long de l'année au sujet du calcul des moyens alloués par le Ministère afin de compenser la revalorisation salariale des contrats doctoraux effective au 1<sup>er</sup> septembre 2021. La méconnaissance de ce montant précis n'a pas

permis à l'ENS de Lyon d'établir dans les temps les conventions de reversement avec les établissements partenaires dans le cadre des CDSN. Les engagements prévus en fonctionnement pour plus de 8M€ en AE n'ont donc pas pu être réalisés sur l'exercice 2021 et seront reprogrammés en 2022. Par ailleurs, des échanges sont en cours avec le MESRI en vue d'obtenir une compensation financière de la revalorisation du SMIC.

En 2021, la **politique d'investissement** de l'établissement a retrouvé un rythme plus soutenu qu'en 2020. Les services ont dépensé 6,8M€ d'euros de crédits de paiement soit +1,8M€ en comparaison de l'année précédente, dont 5,5M€ sur des moyens établissement afin de poursuivre la mise à niveau des infrastructures de l'Ecole. Le reste des dépenses a été réalisé sur des financements externes. La gouvernance a alloué des crédits d'investissement aux différents CRB afin de mener à bien les différents projets de l'établissement : travaux d'aménagements divers sur l'ensemble de l'Ecole dont des travaux en vue d'optimiser les dépenses énergétiques, achats de matériels informatiques divers et de systèmes de stockage des données performants, achats de matériels scientifiques pour l'enseignement et la recherche... Les projets de rénovation de la résidence d'hébergement étudiants Debourg et le gymnase sont toujours en attente de financement via le contrat de plan Etat-Région (CPER).

Un travail conséquent a été mené entre l'ENS de Lyon et l'UdL sur la gestion administrative et financière des travaux supplémentaires à ceux prévus **au contrat de partenariat** et à leurs impacts sur le loyer. Ce travail de régularisation devrait être finalisé en 2022. Dans ce contexte, des autorisations d'engagement supplémentaires ont été consommées en fonctionnement afin de prévoir la revalorisation des crédits de paiement annuels.

Dès septembre 2021, un travail a été mené avec l'ensemble des centres de responsabilité budgétaire (CRB) afin d'identifier d'éventuels crédits qui ne pourraient finalement pas être consommés sur l'année, que ce soit en fonctionnement ou en investissement. En parallèle, de nouveaux projets non prévus au budget rectificatif et pouvant être réalisés rapidement ont été recensés. Ce travail a donné lieu à un arbitrage par la gouvernance permettant de procéder à des **redéploiements de crédits** entre CRB.

L'année 2021 a également été marquée par la finalisation de l'important travail mené depuis 2019 par l'ensemble des structures et piloté par le service financier (DAF) afin de mettre à jour l'inventaire physique des biens détenus par l'établissement. Les sorties d'inventaire se sont élevées à 23,74M€ en 2021 pour plus de 5 860 biens. Ce travail devrait permettre la levée de la dernière réserve faite à l'établissement par les commissaires aux comptes à ce sujet depuis plusieurs années.

# 1. Données principales de l'exécution budgétaire 2021

## 1.1. Synthèse

### RECETTES 2021

Recettes en encaissements	
Recettes globalisées	128 967 192 €
Recettes fléchées	10 945 374 €
<b>TOTAL</b>	<b>139 912 566 €</b>

<b>Solde budgétaire</b>	<b>4 051 555 €</b>
-------------------------	--------------------

### DÉPENSES 2021

Dépenses en crédits de paiement (CP)	
Dépenses de masse salariale	99 986 473 €
Dépenses de fonctionnement	29 041 730 €
Dépenses d'investissement	6 832 808 €
<b>TOTAL</b>	<b>135 861 012 €</b>

Détail recettes globalisées	
Subvention pour charges de service public (SCSP)	119 839 800 €
Recettes propres générées par l'établissement	4 841 686 €
Recettes globalisées pré-affectées	4 285 706 €
<b>TOTAL recettes globalisées</b>	<b>128 967 192 €</b>

<b>Solde budgétaire globalisé</b>	<b>1 667 805 €</b>
-----------------------------------	--------------------

Dépenses globalisées en CP	Masse salariale	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
Masse salariale Etat + reversements CDSN	93 074 894 €	10 058 681 €		103 133 575 €
Dépenses courantes de l'établissement		8 216 406 €		8 216 406 €
Fonctionnement des services		6 871 527 €		6 871 527 €
Investissements Direction du patrimoine			1 535 782 €	1 535 782 €
Autres dépenses	1 819 732 €	1 737 840 €	3 984 525 €	7 542 096 €
<b>TOTAL dépenses globalisées</b>	<b>94 894 626 €</b>	<b>26 884 455 €</b>	<b>5 520 307 €</b>	<b>127 299 387 €</b>

Détail recettes fléchées	
ANR PIA	1 248 736 €
ANR hors PIA	3 338 117 €
Union européenne	3 614 204 €
Région	137 381 €
Autres*	2 606 936 €
<b>TOTAL recettes fléchées</b>	<b>10 945 374 €</b>

<b>Solde budgétaire fléché</b>	<b>2 383 750 €</b>
--------------------------------	--------------------

Dépenses fléchées en CP	Masse salariale	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
<b>ANR PIA</b>	1 197 417 €	393 673 €	969 069 €	2 560 159 €
<b>ANR hors PIA</b>	1 095 454 €	513 928 €	162 941 €	1 772 323 €
<b>Union européenne</b>	921 540 €	350 352 €	23 592 €	1 295 484 €
<b>Région</b>	236 552 €	170 696 €	52 225 €	459 473 €
<b>Autres</b>	1 640 884 €	728 626 €	104 675 €	2 474 185 €
<b>TOTAL dépenses fléchées</b>	<b>5 091 847 €</b>	<b>2 157 275 €</b>	<b>1 312 502 €</b>	<b>8 561 624 €</b>

\* Autres = fondations, subventions publiques, crédits IUF, contrats et prestations de recherche

Le solde budgétaire est la différence entre les encaissements et les crédits de paiement. Les soldes budgétaires globalisé et fléché sont positifs car les encaissements ont été supérieurs aux dépenses.

## 1.2. Recettes

### De quoi parle-t-on ?

Les **recettes globalisées** comprennent toutes les recettes qui n'ont pas d'utilisation prédéterminée. Par principe, toutes les recettes sont censées être globalisées. La subvention pour charges de service public (SCSP) est ainsi dans cette catégorie.

Les **recettes fléchées** constituent une exception au principe de globalisation des recettes et ont une utilisation prédéterminée par le financeur. Elles sont destinées à des dépenses explicitement identifiées, potentiellement réalisées sur un exercice différent de celui de leur encaissement.

Recettes en encaissements		Exécution 2019	Exécution 2020	BI 2021	BR 2021	Exécution 2021	Ecart Exé 2021/ BR 2021	Taux d'exé. 2021	Rappel taux d'exé. 2020
Recettes globalisées	ENS de Lyon	125 282 423 €	126 353 388 €	126 355 982 €	127 581 987 €	127 903 401 €	321 414 €		
	BDL	1 053 323 €	994 051 €	1 030 730 €	1 060 061 €	1 063 791 €	3 730 €		
	<b>TOTAL</b>	126 335 746 €	127 347 439 €	127 386 712 €	128 642 048 €	128 967 192 €	325 144 €	100,3%	100,6%
Recettes fléchées	ENS de Lyon	6 434 544 €	9 976 001 €	9 983 797 €	13 941 756 €	10 945 374 €	-2 996 382 €		
	BDL	87 021 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
	<b>TOTAL</b>	6 521 565 €	9 976 001 €	9 983 797 €	13 941 756 €	10 945 374 €	-2 996 382 €	78,5%	95,4%
<b>TOTAL recettes en encaissements</b>		132 857 311 €	137 323 440 €	137 370 509 €	142 583 804 €	139 912 566 €	-2 671 238 €	98,1%	100,2%

Tableau 1 – Recettes en encaissements

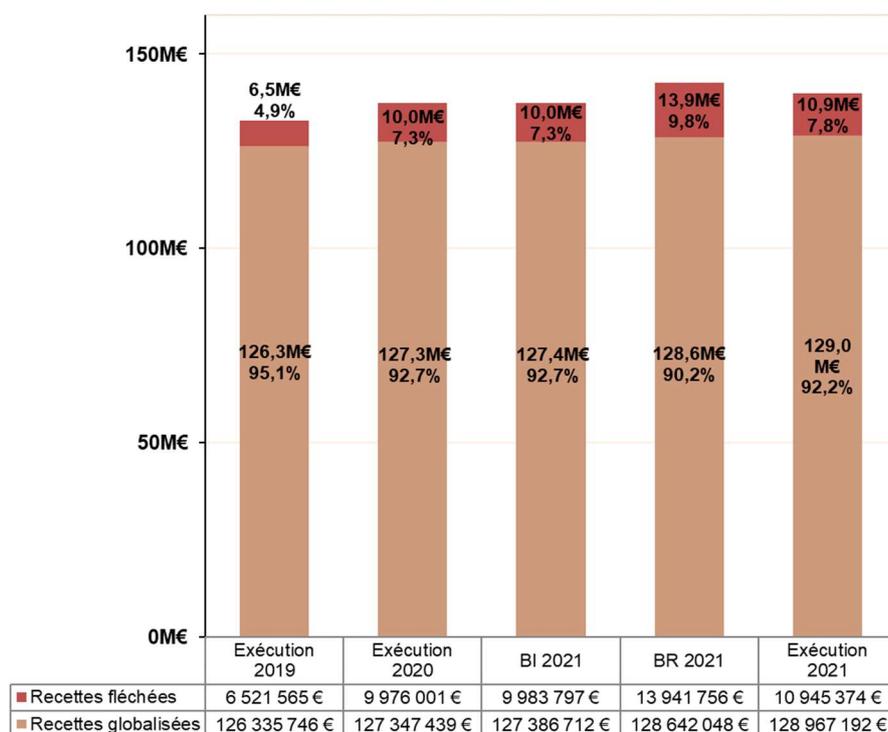


Figure 1 – Evolution des recettes globalisées et fléchées encaissées depuis 2019

Les recettes encaissées s'élèvent à 139,91M€ en 2021. Les recettes globalisées atteignent 128,97M€, soit un montant supérieur de 0,32M€ (+0,3%) au regard des prévisions du budget rectificatif et en forte hausse de +1,6M€ par rapport à l'année 2020 (crise sanitaire). Pour les recettes fléchées, 10,95M€ ont été encaissés, soit -2,7M€ (-21,5%) par rapport aux prévisions mais en hausse de 1M€ en comparaison de l'exercice 2020 (activité plus soutenue en 2021).

### 1.3. Dépenses

Dépenses		Exécution 2019	Exécution 2020	BI 2021	BR 2021	Exécution 2021	Exé 2021/ BR 2021	Taux d'exécution 2021	Rappel taux d'exécution 2020
Autorisations d'engagement (AE)	ENS de Lyon	134 362 001 €	131 529 701 €	137 857 300 €	141 928 847 €	132 327 709 €	-9 601 138 €		
	BDL	1 113 662 €	1 007 701 €	1 083 674 €	1 105 770 €	1 096 313 €	-9 457 €		
	<b>TOTAL AE</b>	<b>135 475 662 €</b>	<b>132 537 402 €</b>	<b>138 940 974 €</b>	<b>143 034 617 €</b>	<b>133 424 021 €</b>	<b>-9 610 596 €</b>	93,3%	94,1%
Crédits de paiement (CP)	ENS de Lyon	133 425 147 €	132 750 644 €	138 486 076 €	141 623 739 €	134 782 457 €	-6 841 282 €		
	BDL	1 103 792 €	1 017 111 €	1 083 674 €	1 111 227 €	1 078 555 €	-32 672 €		
	<b>TOTAL CP</b>	<b>134 528 938 €</b>	<b>133 767 755 €</b>	<b>139 569 750 €</b>	<b>142 734 966 €</b>	<b>135 861 012 €</b>	<b>-6 873 954 €</b>	95,2%	96,8%

Tableau 2 – Montants des AE et CP consommés et taux d'exécution

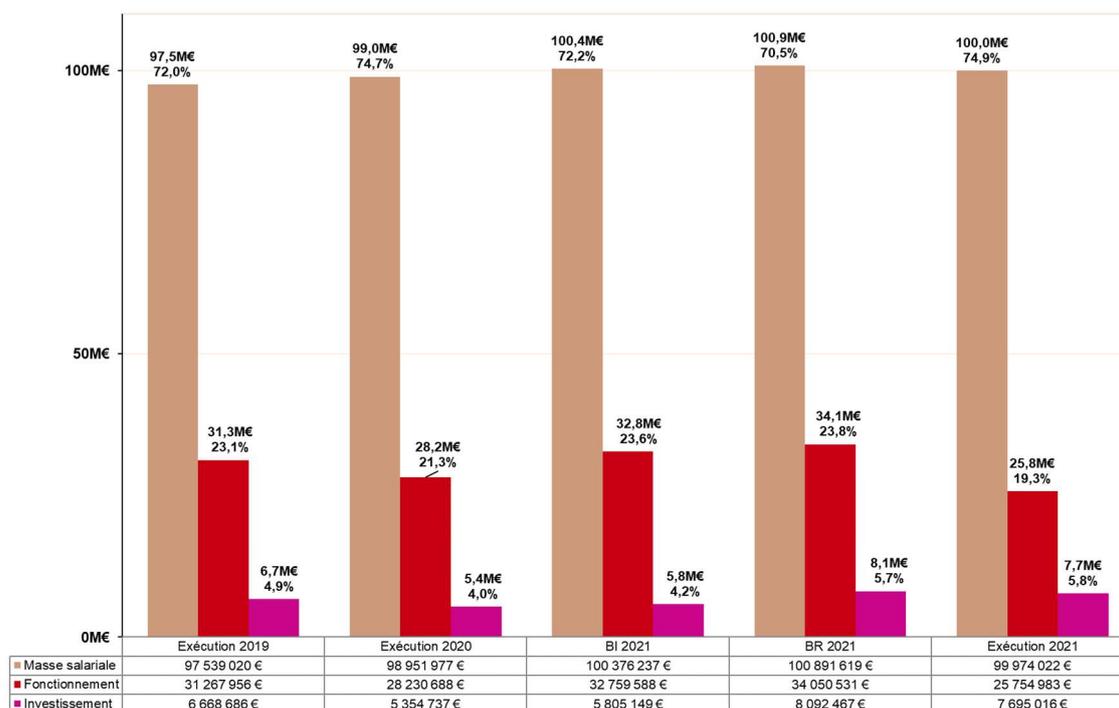
#### 1.3.1. Autorisations d'engagements

##### De quoi parle-t-on ?

Les autorisations d'engagement (AE) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées sur l'exercice budgétaire. Elles sont entièrement consommées dès l'origine de la dépense, c'est-à-dire lors de la signature de l'acte juridique engageant la dépense de l'établissement. Les AE peuvent avoir une portée pluriannuelle lorsque des engagements souscrits sur un exercice s'exécutent et donnent lieu à des paiements sur un ou des exercices ultérieurs.

Autorisations d'engagement (AE)		Exécution 2019	Exécution 2020	BI 2021	BR 2021	Exécution 2021	Exé 2021/ BR 2021	Taux d'exécution 2021	Rappel taux d'exécution 2020
Masse salariale	ENS de Lyon	97 462 239 €	98 928 905 €	100 331 237 €	100 845 619 €	99 931 030 €	-914 589 €		
	BDL	76 781 €	23 072 €	45 000 €	46 000 €	42 992 €	-3 008 €		
	<b>TOTAL</b>	<b>97 539 020 €</b>	<b>98 951 977 €</b>	<b>100 376 237 €</b>	<b>100 891 619 €</b>	<b>99 974 022 €</b>	<b>-917 597 €</b>	99,1%	99,2%
Fonctionnement	ENS de Lyon	30 259 532 €	27 254 838 €	31 757 914 €	33 044 510 €	24 751 802 €	-8 292 708 €		
	BDL	1 008 424 €	975 851 €	1 001 674 €	1 006 021 €	1 003 181 €	-2 840 €		
	<b>TOTAL</b>	<b>31 267 956 €</b>	<b>28 230 688 €</b>	<b>32 759 588 €</b>	<b>34 050 531 €</b>	<b>25 754 983 €</b>	<b>-8 295 548 €</b>	75,6%	80,9%
Investissement	ENS de Lyon	6 640 230 €	5 345 959 €	5 768 149 €	8 038 718 €	7 644 877 €	-393 841 €		
	BDL	28 457 €	8 779 €	37 000 €	53 749 €	50 139 €	-3 610 €		
	<b>TOTAL</b>	<b>6 668 686 €</b>	<b>5 354 737 €</b>	<b>5 805 149 €</b>	<b>8 092 467 €</b>	<b>7 695 016 €</b>	<b>-397 451 €</b>	95,1%	85,5%
<b>TOTAL autorisations d'engagement</b>		<b>135 475 662 €</b>	<b>132 537 403 €</b>	<b>138 940 974 €</b>	<b>143 034 617 €</b>	<b>133 424 021 €</b>	<b>-9 610 596 €</b>	93,3%	94,1%

Tableau 3 – Autorisations d'engagement par masse inscrites de 2019 à 2021



**Figure 2 – Evolution des autorisations d'engagement de 2019 à 2021**

Les taux d'exécution des dépenses en AE varient de manière significative selon les masses. 93,3% des engagements prévus au budget rectificatif en AE ont été réalisés. En fonctionnement, le taux d'exécution en AE n'est que de 75,6% en 2021 (80,9% en 2020), alors que les engagements en dépenses de masse salariale (99,1%) et investissement (95,1%) ont été soutenus et proches de la prévision.

La forte sous-exécution constatée en AE de fonctionnement (75,6% contre 80,9% en 2020) s'explique principalement par l'impossibilité pour l'Ecole de signer les conventions de reversement avec les établissements partenaires dans le cadre la nouvelle promotion de contractuels doctorants spécifiques normaliens (CDSN) 2021-2024. En effet, le MESRI n'a pas été en mesure de communiquer aux ENS le nouveau montant relatif à la revalorisation des salaires des doctorants effective dès septembre 2021. Il n'a donc pas été possible pour la DRH d'établir les conventions de reversements sans la connaissance de ce coût. Il avait été prévu 8M€ d'autorisations d'engagement au BR 2021 pour ces reversements dont les paiements doivent s'échelonner sur 3 ans. Ces AE seront reprogrammées sur l'exercice 2022.

Sur l'ensemble des engagements réalisés en 2021, la masse salariale mobilise 74,9% des AE 2021, le fonctionnement 19,3%, et l'investissement 5,8%.

En volume, les AE consommées sont en hausse de 0,9k€ par rapport à l'exécution de l'année 2020 : +1M€ pour la masse salariale, -2,48M€ pour le fonctionnement, et +2,3M€ pour l'investissement.

## Exécution des AE allouées en budget rectificatif 2021 par centre de responsabilité budgétaire (CRB) :

		BI 2021	BR 2021	Exécution 2021	Taux d'exécution 2021	Taux d'exécution 2020
Présidence	Fonctionnement	885 000 €	772 100 €	628 866 €	81,4%	81,2%
	Investissement	54 000 €	45 600 €	38 393 €	84,2%	89,0%
	<b>Sous-total Présidence</b>	<b>939 000 €</b>	<b>817 700 €</b>	<b>667 259 €</b>	<b>81,6%</b>	<b>81,4%</b>
VPR	Fonctionnement / Personnel	1 700 000 €	1 703 573 €	1 422 953 €	83,5%	97,5%
	Investissement	900 000 €	1 196 427 €	1 460 124 €	122,0%	107,3%
	<b>Sous-total VPR</b>	<b>2 600 000 €</b>	<b>2 900 000 €</b>	<b>2 883 077 €</b>	<b>99,4%</b>	<b>101,7%</b>
VPE	Fonctionnement / Personnel	1 928 819 €	1 949 134 €	1 807 747 €	92,7%	102,3%
	Investissement	105 000 €	128 524 €	124 828 €	97,1%	95,3%
	<b>Sous-total VPE</b>	<b>2 033 819 €</b>	<b>2 077 658 €</b>	<b>1 932 575 €</b>	<b>93,0%</b>	<b>101,5%</b>
BDL	Fonctionnement	1 026 674 €	1 048 649 €	1 042 802 €	99,4%	92,8%
	Investissement	37 000 €	53 749 €	50 139 €	93,3%	0,0%
	<b>Sous-total BDL</b>	<b>1 063 674 €</b>	<b>1 102 398 €</b>	<b>1 092 941 €</b>	<b>99,1%</b>	<b>92,0%</b>
IFE	Fonctionnement	200 000 €	200 000 €	157 913 €	79,0%	71,9%
	Investissement	10 000 €	10 000 €	17 874 €	178,7%	99,8%
	<b>Sous-total IFE</b>	<b>210 000 €</b>	<b>210 000 €</b>	<b>175 787 €</b>	<b>83,7%</b>	<b>73,3%</b>
DGS	Fonctionnement	10 056 100 €	10 015 897 €	12 300 035 €	122,8%	106,8%
	Investissement	2 165 745 €	3 033 763 €	2 878 463 €	94,9%	63,1%
	<b>Sous-total DGS</b>	<b>12 221 845 €</b>	<b>13 049 660 €</b>	<b>15 178 498 €</b>	<b>116,3%</b>	<b>99,9%</b>
TOTAL	Fonctionnement	15 796 593 €	15 689 353 €	17 360 316 €	110,7%	102,8%
	Investissement	3 271 745 €	4 468 063 €	4 569 821 €	102,3%	81,2%
	<b>TOTAL</b>	<b>19 068 338 €</b>	<b>20 157 416 €</b>	<b>21 930 137 €</b>	<b>108,8%</b>	<b>98,8%</b>

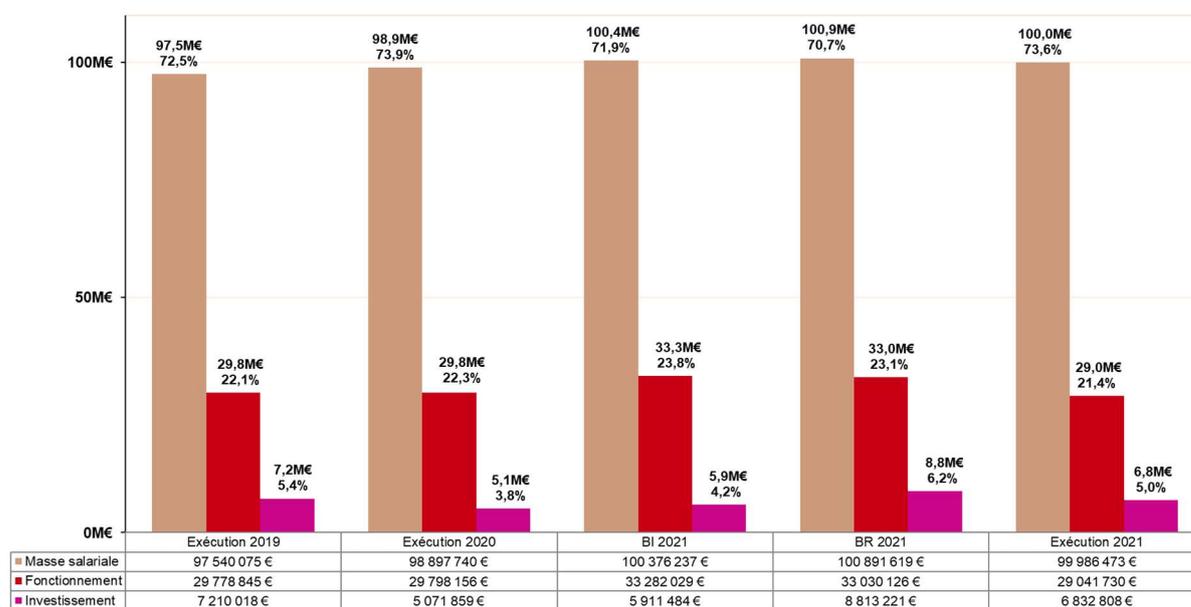
108,8% des moyens financiers alloués aux CRB ont été engagés en 2021. La sur-exécution des crédits d'investissement à la VPR s'explique à la faveur de redéploiements de fin d'année, et par le fait que des crédits LPR obtenus en août (donc après le BR de juillet) aient été engagés en investissement. L'IFE a également bénéficié de réallocations de fin d'année en investissement. La sur-exécution des crédits de fonctionnement à la DGS s'explique principalement par la révision du loyer du contrat de partenariat. En effet, l'établissement a engagé en 2021 les autorisations d'engagement (2M€ environ) correspondant à l'impact sur le loyer de l'ensemble des travaux supplémentaires (FTM : fiches techniques modificatives) aux travaux initiaux du contrat de partenariat sur la durée totale du contrat.

### 1.3.2. Crédits de paiement

#### De quoi parle-t-on ?

**Les crédits de paiement (CP)** représentent la limite supérieure des dépenses pouvant être payées pendant l'année civile pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement. Dans le cas d'un engagement juridique s'exécutant sur plusieurs exercices, la consommation des CP est échelonnée sur plusieurs exercices budgétaires, jusqu'à atteindre le total des autorisations d'engagement initiales. Les CP sont annuels et permettent de prévoir les décaissements, assurant alors une meilleure visibilité sur l'évolution de la trésorerie.

Crédits de paiement (CP)		Exécution 2019	Exécution 2020	BI 2021	BR 2021	Exécution 2021	Exé 2021/ BR 2021	Taux d'exécution 2021	Rappel taux d'exécution 2020
Masse salariale	ENS de Lyon	97 463 294 €	98 874 667 €	100 331 237 €	100 845 619 €	99 943 481 €	-902 138 €		
	BDL	76 781 €	23 072 €	45 000 €	46 000 €	42 992 €	-3 008 €		
	<b>TOTAL</b>	97 540 075 €	98 897 740 €	100 376 237 €	100 891 619 €	99 986 473 €	-905 146 €	99,1%	99,2%
Fonctionnement	ENS de Lyon	28 766 254 €	28 826 934 €	32 280 355 €	32 018 648 €	28 053 651 €	-3 964 997 €		
	BDL	1 012 592 €	971 223 €	1 001 674 €	1 011 478 €	988 079 €	-23 399 €		
	<b>TOTAL</b>	29 778 845 €	29 798 156 €	33 282 029 €	33 030 126 €	29 041 730 €	-3 988 396 €	87,9%	90,5%
Investissement	ENS de Lyon	7 195 599 €	5 049 043 €	5 874 484 €	8 759 472 €	6 785 325 €	-1 974 147 €		
	BDL	14 419 €	22 816 €	37 000 €	53 749 €	47 483 €	-6 266 €		
	<b>TOTAL</b>	7 210 018 €	5 071 859 €	5 911 484 €	8 813 221 €	6 832 808 €	-1 980 413 €	77,5%	92,2%
<b>TOTAL crédits de paiement</b>		134 528 937 €	133 767 755 €	139 569 750 €	142 734 966 €	135 861 012 €	-6 873 954 €	95,2%	96,8%

**Tableau 4 – Autorisations d'engagement par masse inscrites de 2019 à 2021**

**Figure 3 – Evolution des crédits de paiement de 2019 à 2021**

95,2% des dépenses prévues au budget rectificatif en crédits de paiement (CP) ont été réalisées. En fonctionnement, le taux d'exécution des CP est d'environ 88% en 2021. En investissement, ce taux atteint 77,5% par rapport aux prévisions du BR. 96,8% des dépenses prévues en 2020 avaient été réalisées, 99,2% de la masse salariale, 90,5% des crédits de fonctionnement, et 92,2% des crédits d'investissement.

La masse salariale consommée mobilise 73,6% des CP 2021, le fonctionnement 21,4%, et l'investissement 5,8%.

En volume, les CP consommés sont en hausse de 2M€ par rapport à l'exécution de l'année 2020 : +1M€ pour la masse salariale, -0,8M€ pour le fonctionnement, et +1,8M€ pour l'investissement.

### Exécution des CP allouées en budget rectificatif 2021 par centre de responsabilités budgétaires (CRB) :

		BI 2021	BR 2021	Exécution 2021	Taux d'exécution 2021	Taux d'exécution 2020
Présidence	Fonctionnement	885 000 €	772 100 €	623 127 €	80,7%	82,0%
	Investissement	54 000 €	45 600 €	37 397 €	82,0%	89,0%
	<b>Sous-total Présidence</b>	<b>939 000 €</b>	<b>817 700 €</b>	<b>660 524 €</b>	<b>80,8%</b>	<b>82,2%</b>
VPR	Fonctionnement / Personnel	1 700 000 €	1 703 573 €	1 363 047 €	80,0%	94,8%
	Investissement	900 000 €	1 196 427 €	1 395 308 €	116,6%	107,4%
	<b>Sous-total VPR</b>	<b>2 600 000 €</b>	<b>2 900 000 €</b>	<b>2 758 355 €</b>	<b>95,1%</b>	<b>100,0%</b>
VPE	Fonctionnement / Personnel	1 928 819 €	1 949 134 €	1 539 812 €	79,0%	95,2%
	Investissement	105 000 €	124 828 €	127 517 €	102,2%	89,7%
	<b>Sous-total VPE</b>	<b>2 033 819 €</b>	<b>2 073 962 €</b>	<b>1 667 329 €</b>	<b>80,4%</b>	<b>94,5%</b>
BDL	Fonctionnement	1 026 674 €	1 052 106 €	1 027 700 €	97,7%	91,8%
	Investissement	37 000 €	53 749 €	47 483 €	88,3%	0,0%
	<b>Sous-total BDL</b>	<b>1 063 674 €</b>	<b>1 105 855 €</b>	<b>1 075 183 €</b>	<b>97,2%</b>	<b>91,0%</b>
IFE	Fonctionnement	200 000 €	200 000 €	155 222 €	77,6%	68,9%
	Investissement	10 000 €	10 000 €	17 700 €	177,0%	99,8%
	<b>Sous-total IFE</b>	<b>210 000 €</b>	<b>210 000 €</b>	<b>172 922 €</b>	<b>82,3%</b>	<b>70,5%</b>
DGS	Fonctionnement	10 539 132 €	11 148 189 €	10 710 797 €	96,1%	124,3%
	Investissement	2 328 245 €	3 543 114 €	2 725 519 €	76,9%	60,5%
	<b>Sous-total DGS</b>	<b>12 867 377 €</b>	<b>14 691 303 €</b>	<b>13 436 316 €</b>	<b>91,5%</b>	<b>112,0%</b>
TOTAL	Fonctionnement	16 279 625 €	16 825 102 €	15 419 705 €	91,6%	112,2%
	Investissement	3 434 245 €	4 973 718 €	4 350 924 €	87,5%	79,1%
	<b>TOTAL</b>	<b>19 713 870 €</b>	<b>21 798 820 €</b>	<b>19 770 629 €</b>	<b>90,7%</b>	<b>105,3%</b>

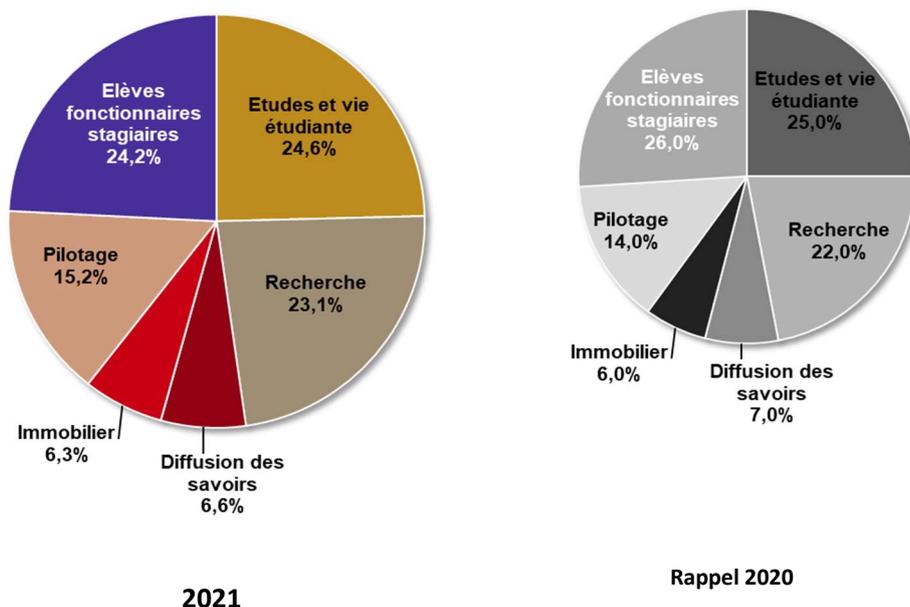
90,7% des moyens financiers alloués aux CRB ont été dépensés en 2021. Comme en AE, la sur-exécution des crédits d'investissement à la VPR s'explique à la faveur de redéploiements de fin d'année, et par le fait que des crédits LPR obtenus en août (donc après BR) aient été dépensés en investissement. L'IFE a également bénéficié de réallocations de fin d'année en investissement.

### 1.3.3. Répartition des crédits de paiement par destination LOLF

#### De quoi parle-t-on ?

Les actions de la loi organique relative aux lois de finance (LOLF) précisent la destination des crédits consommés.

Découpage indicatif du programme relatif aux formations supérieures et recherche universitaire, elles permettent de mettre en lumière les moyens affectés par l'établissement sur ses missions principales.



**Figure 4 – Répartition 2021 des crédits de paiement par destination**

La répartition des crédits de paiement par destination reste sensiblement la même d'année en années. En 2021, 24,2% des dépenses concernaient les élèves fonctionnaires stagiaires (26% en 2020), 24,6% les études et la vie étudiante (25% en 2020), et 23,1% la recherche (22% en 2020). Les dépenses de pilotage ont concerné 15,2% des crédits de paiement en 2021 (14% en 2020).

## 2. Recettes et dépenses globalisées 2021

### 2.1. Recettes globalisées

#### De quoi parle-t-on ?

Les **recettes globalisées** comprennent toutes les ressources qui n'ont pas d'utilisation prédéterminée. Par principe, toutes les recettes sont censées être globalisées. La subvention pour charges de service public (SCSP) est ainsi dans cette catégorie

Les recettes globalisées encaissées par l'Ecole en 2021 ont été de **128 967 192€**, soit 92,2% des recettes totales de l'établissement.

Recettes globalisées	Exécution 2019	Exécution 2020	BI 2021	BR 2021	Exécution 2021	Exé 2021 / BR 2021
Subvention pour charges de services public - SCSP	115 750 080 €	118 673 852 €	118 354 535 €	118 508 872 €	119 839 800 €	1 330 928 €
Recettes propres générées par l'établissement	5 858 817 €	5 224 856 €	5 372 164 €	5 789 034 €	4 841 686 €	- 947 348 €
Recettes globalisées pré-affectées	4 726 849 €	3 448 731 €	3 660 013 €	4 344 142 €	4 285 706 €	- 58 436 €
<b>TOTAL recettes globalisées</b>	<b>126 335 746 €</b>	<b>127 347 439 €</b>	<b>127 386 712 €</b>	<b>128 642 048 €</b>	<b>128 967 192 €</b>	<b>325 144 €</b>

## 2.1.1. La subvention pour charges de services public (SCSP)

Subvention pour charges de service public	BI 2021	BR 2021	Exécution 2021	Ecarts Exé/BR
<b>Dotation de masse salariale</b>	<b>105 396 521 €</b>	<b>105 514 108 €</b>	<b>106 332 129 €</b>	<b>818 021 €</b>
Masse salariale	88 710 638 €	88 643 591 €	88 643 591 €	0 €
Transfert contrats doctoraux CDSN	13 499 640 €	13 499 640 €	13 499 640 €	0 €
Contrats doctoraux sur appels d'offre	1 734 400 €	1 734 400 €	1 876 292 €	141 892 €
Compensation prolongation contrats doctoraux crise sanitaire COVID 19	96 423 €	222 564 €	216 823 €	-5 741 €
Compensation PERSEE	500 000 €	500 000 €	500 000 €	0 €
Compensation LPR - loi de programmation de la recherche	244 534 €	301 838 €	365 597 €	63 759 €
Compensation glissement vieillesse technicité (GVT)	0 €	0 €	0 €	0 €
Compensation indemnité CSG	481 078 €	481 078 €	481 078 €	0 €
Egalité des chances - part des boursiers dans les filières sélectives	0 €	0 €	200 000 €	200 000 €
Recrutement psychologues 2021 crise sanitaire COVID 19	0 €	0 €	111 918 €	111 918 €
Financement DSG volet 2 - projets stratégiques RI	0 €	0 €	80 000 €	80 000 €
Révision IFSE - corps infirmiers, ITRF et bibliothèques	0 €	0 €	72 905 €	72 905 €
LPR 2021 revalorisation contrats doctoraux (en tiers d'année)	0 €	0 €	71 907 €	71 907 €
Actions spécifiques : compensations IUF	75 858 €	67 047 €	71 472 €	4 425 €
Compensation PPCR 2021	43 950 €	43 950 €	43 950 €	0 €
Nouveau référentiel des rémunérations des médecins du travail	0 €	0 €	29 539 €	29 539 €
Plan bibliothèque ouverte PBO+ vague 2	0 €	0 €	23 256 €	23 256 €
Dispositif apprentissage 2020-2021	0 €	0 €	18 743 €	18 743 €
Compensation congé pour projet pédagogique	10 000 €	10 000 €	15 000 €	5 000 €
Compensation congé pour recherches ou conversions thématiques (CRCT)	0 €	10 000 €	10 000 €	0 €
Compensation tutorat étudiant crise sanitaire COVID 19	0 €	0 €	418 €	418 €
<b>Dotation de fonctionnement</b>	<b>12 958 014 €</b>	<b>12 994 764 €</b>	<b>13 627 671 €</b>	<b>632 907 €</b>
Dotation globalisée de fonctionnement	12 212 816 €	12 212 816 €	12 212 816 €	0 €
LPR 2021 - moyens aux laboratoires (dont dotation au démarrage)	0 €	0 €	182 400 €	182 400 €
Financement DSG volet 2 - projets stratégiques hors RI	0 €	0 €	200 000 €	200 000 €
Financement DSG volet 2 - projets stratégiques RI	0 €	0 €	200 000 €	200 000 €
Actions spécifiques : participation concours communs session 2021	498 983 €	498 983 €	498 983 €	0 €
Actions spécifiques : IUF crédits scientifiques	127 500 €	116 250 €	120 000 €	3 750 €
Actions spécifiques : Mission d'étude pour la structuration de l'édition scientifique publique française	72 000 €	72 000 €	72 000 €	0 €
Opérations immobilières - dotation sûreté	50 000 €	50 000 €	50 000 €	0 €
Actions spécifiques : dotation Persée	50 000 €	50 000 €	50 000 €	0 €
Actions spécifiques : compensation achat autotests COVID 19	0 €	45 000 €	67 189 €	22 189 €
Actions spécifiques : subvention appel à projets VSS 2021	0 €	0 €	15 000 €	15 000 €
Actions spécifiques : dispositif apprentissage 2020 - 2021	0 €	0 €	14 800 €	14 800 €
Actions spécifiques : indemnités et frais de déplacement des membres du CNU et du CNAP	10 000 €	10 000 €	11 870 €	1 870 €
Actions spécifiques : indemnités et frais de déplacement des membres du CNU	9 000 €	9 000 €	0 €	-9 000 €
Actions spécifiques : concours ITRF 2021	5 000 €	8 000 €	4 898 €	-3 102 €
Actions spécifiques - aides aux étudiants en situation de handicap 2021	0 €	0 €	5 000 €	5 000 €
Groupement de commandes 2019-2022 avec Elsevier - contribution 2021	-77 285 €	-77 285 €	-77 285 €	0 €
<b>Total dotation prévisionnelle État</b>	<b>118 354 535 €</b>	<b>118 508 872 €</b>	<b>119 959 800 €</b>	<b>1 450 928 €</b>

Le montant définitif de la subvention pour charges de service public (SCSP) a été notifié le 15 décembre 2021, à hauteur de 119 959 800€. La SCSP 2021 est ainsi supérieure de 1,45M€ en comparaison des prévisions faites lors du budget rectificatif au regard des informations connues. On note la difficulté d'anticiper ces recettes dans les actes budgétaires. Dans le tableau ci-dessus sont indiqués 120 000€ de crédits scientifiques IUF qui sont inscrits parmi les recettes fléchées comme on l'observe dans l'annexe n°3 recensant les recettes par origine.

### **Dotation de masse salariale**

La dotation de masse salariale représente 89% de la SCSP 2021. Elle s'établit ainsi à 106 332 129€, soit un volume supérieur de 0,82M€ par rapport à la prévision du budget rectificatif.

365 597€ ont été versés au titre de la compensation des mesures mises en place dans le cadre de la loi de programmation de la recherche (LPR), 64k€ supérieurs à la prévision du budget rectificatif. Ces crédits viennent compenser les repyramidages salariaux des jeunes enseignants chercheurs qui ne peuvent être recrutés en dessous de deux SMIC.

200k€ non prévus au budget rectificatif ont été perçus au titre du programme d'égalité des chances, et ce dans le but de favoriser la part des boursiers dans les formations sélectives de l'Ecole. Cette mesure sera pérennisée dans les années à venir et l'Ecole a donc initié une réflexion autour du déploiement d'actions en faveur de la diversité qui se mettront en place à partir de 2022.

208k€ non prévus au budget rectificatif ont été encaissés pour les contractuels doctorants : création de postes, compensation de la prolongation des contrats doctoraux dû à la crise sanitaire COVID 19, et revalorisation des contrats doctoraux.

112k€ ont été versés à l'Ecole en remboursement des consultations de psychologues mises en place pour les étudiants dans le cadre de la crise sanitaire.

80k€ ont été obtenus au titre de la phase 2 du dialogue stratégique de gestion (DSG) pour le financement d'un poste de chef de projet en appui du service des contrats de recherche/VPR.

23k€ ont été perçus par l'Ecole dans le cadre du plan « Bibliothèques ouvertes + », plan qui vise à augmenter les plages horaires d'ouverture des bibliothèques au service de la réussite étudiante. En 2022 et 2023, ce sont 74,5k€ par an qui devraient être versés dans le cadre de ce dispositif.

### **Dotation de fonctionnement**

La dotation de fonctionnement s'élève à 13 627 671€, soit +0,63M€ par rapport à la prévision du budget rectificatif.

400k€ non prévus initialement ont été obtenus au titre de la phase 2 du dialogue stratégique de gestion (DSG), que la DGESIP avait initié au printemps 2021 avec l'ensemble des

établissements bénéficiant des responsabilités et compétences élargies. Ce DSG est dédié au financement de projets qui participent au déploiement du contrat pluriannuel. L'ENS de Lyon a déposé trois projets de recherche et innovation, deux ont été retenus pour 280k€ de financement dont 200k€ en fonctionnement pour l'installation d'un cryomicroscope. Deux projets hors recherche et innovation relatifs à la sécurité informatique et au SI concours ont également été déposés par l'Ecole, le projet de refonte du SI concours a été retenu pour 200k€ de financement également. Ces crédits étaient initialement prévus sur deux ans (2021 et 2022), la totalité a finalement été versée en 2021.

182 400€ ont été versés au titre de la mise en place de la loi de programmation de la recherche (LPR). L'objectif étant pour le ministère d'augmenter les moyens de base alloués aux laboratoires (+10% en 2021, +15% en 2022 et +25% à l'horizon 2023), et d'aider les nouveaux maîtres de conférences à amorcer leur projet de recherche (10k€ maximum).

L'établissement a soumis un projet pour soutenir la mise en place des mesures de sensibilisation contre les violences sexuelles et sexistes et qui a été financé à hauteur de 15 k€ par le MESRI. 15k€ ont également été perçus pour soutenir le dispositif d'apprentissage.

### **Crise sanitaire**

Il faut noter que 396 348 €, en crédits de masse salariale et de fonctionnement, ont été encaissés par l'Ecole au titre de la compensation des dépenses réelles afférentes aux mesures sociales liées à la crise sanitaire : prolongation des contrats doctoraux, dispositifs de tutorat, accompagnement psychologique des étudiants (112k€), autotests COVID (67 k€ soit +22k€ par rapport au budget rectificatif).

## 2.1.2. Les recettes propres

L'établissement génère tous les ans des recettes propres. Elles s'établissent à hauteur de 9,12 M€ dont 4,29 M€ sont pré-affectées (2.1.2.2) et 4,81 M€ sont décrites ci-dessous (2.1.2.1).

### 2.1.2.1. Les recettes propres globalisées (générées par l'établissement)

L'ENS de Lyon génère tous les ans des recettes propres liées à son cycle d'exploitation et qui sont pilotées principalement par les services centraux (loyers des résidences étudiantes, refacturation des charges liées à l'exploitation des bâtiments occupés par les restaurants CROUS, location de salles, formation continue, rupture de l'engagement décennal...).

L'ENS de Lyon a généré **4,8M€** de recettes propres en 2021.

	Exécution 2019	Exécution 2020	BI 2021	BR 2021	Exécution 2021	Exé 2021 / BR 2021
Hébergement Résidences Descartes et Monod	1 588 457 €	1 298 360 €	1 600 000 €	1 600 000 €	1 541 358 €	- 58 642 €
Recettes liées à des dépenses RH (mises à disposition)	1 089 048 €	831 482 €	768 288 €	799 095 €	712 499 €	- 86 596 €
Droits de scolarité	680 841 €	722 461 €	540 000 €	760 000 €	651 181 €	- 108 819 €
Engagement décennal	578 284 €	563 169 €	300 000 €	500 000 €	700 626 €	200 626 €
Recettes de la VPE	231 803 €	207 094 €	264 836 €	221 927 €	108 774 €	- 113 153 €
Refacturations restaurants CROUS	155 537 €	105 180 €	140 000 €	235 000 €	66 245 €	- 168 755 €
Indemnisation assurance pour sinistres, litiges...	457 324 €	270 141 €			46 899 €	46 899 €
CVEC	149 165 €	136 758 €	130 000 €	140 000 €	141 031 €	1 031 €
Location de salles / amphis	133 878 €	42 534 €	100 000 €	100 000 €	40 150 €	- 59 850 €
Recettes de la BDL	96 530 €	106 473 €	91 800 €	102 603 €	94 872 €	- 7 731 €
Autres recettes Présidence et DGS	55 274 €	29 978 €	48 808 €	53 233 €	99 886 €	46 653 €
Antennes des opérateurs de téléphonie	80 015 €	83 747 €	84 000 €	90 000 €	63 031 €	- 26 970 €
Autres recettes diverses (formation continue, MMI, hébergement IEA...)	562 661 €	827 479 €	1 304 432 €	1 187 176 €	575 135 €	- 612 041 €
<b>TOTAL recettes générées par l'établissement</b>	<b>5 858 816 €</b>	<b>5 224 856 €</b>	<b>5 372 164 €</b>	<b>5 789 034 €</b>	<b>4 841 686 €</b>	<b>- 947 348 €</b>

Les loyers des résidences représentent 31,8% des recettes propres générées par l'établissement soit 1,54M€. Elles sont un peu moins importantes que celles prévues en budget rectificatif mais plus importantes que celles perçues en 2020, exercice où l'Ecole avait dû fermer à cause de la crise sanitaire et où les loyers des résidences n'avaient donc pas été payés par les étudiants qui étaient confinés hors de l'ENS suite à une décision prise par la direction de l'Ecole.

Les recettes liées aux conventions de mise à disposition de personnel et les trop-perçus et indus sur rémunérations représentent 14,7% des recettes globalisées, soit 712,5k€.

Les encaissements relatifs aux ruptures d'engagement décennal perçues en 2021 s'établissent à 700k€, soit 200k€ supérieures à la prévision du budget rectificatif, elles représentent 14,5% des recettes propres générées par l'établissement.

La vice-présidence aux études génère principalement des recettes liées à l'organisation des concours d'entrée, celles-ci ont été inférieures à la prévision du budget rectificatif. Cela s'explique en partie par un décalage des encaissements de la participation au coût d'organisation de la banque d'épreuves littéraire.

Les autres recettes de la Présidence et de la DGS concernent des refacturations diverses, les recettes de badges, les stands de rentrée, le versement d'indemnité dans le cadre de contentieux. Celles-ci ont été supérieures à la prévision du budget rectificatif, +46k€, pour 37k€ liés à des encaissements 2019 et 2020 perçus en début d'année 2021, et pour 9k€ liés à des recettes d'indemnités versées suite à des litiges ou des pénalités.

La recette pour la contribution à la vie étudiante et de campus (CVEC) a été conforme à la prévision du budget rectificatif (141k€).

Seulement 40k€ ont été encaissés pour des locations de salles et amphis de l'Ecole en 2021. La crise sanitaire a, comme en 2020, impacté le volume des locations (télétravail entre janvier et mai 2021).

Parmi les autres encaissements, l'ENS de Lyon a perçu une recette d'indemnisation d'assurance à hauteur de 45k€ faisant suite à des vols qui ont eu lieu en mars 2021 au restaurant universitaire du site Monod.

Les recettes générées par les refacturations d'hébergement du CROUS et des chercheurs de l'IEA ont été moins importantes que prévues en budget rectificatif car les conventions avec les partenaires n'ont pas été finalisées en 2021 et vont l'être en 2022.

Enfin, les recettes obtenues au titre des travaux d'économie d'énergie réalisés, 392k€ de primes certificats d'économie d'énergie (CEE), correspondent aux travaux réalisés dans le cadre du contrat de partenariat avec l'université de Lyon pour le site Monod et sont proches de la prévision.

### 2.1.2.2. Les recettes globalisées pré-affectées

Les recettes globalisées pré-affectées correspondent à des recettes globalisées dont l'usage ou l'affectation est prédéterminée. Celles-ci ont été de 4,29M€ en 2021.

	Exécution 2019	Exécution 2020	BI 2021	BR 2021	Exécution 2021	Exé 2021 / BR 2021
Prestations/refacturations/autres recettes structures de recherche	2 435 262 €	1 527 679 €	1 572 896 €	1 993 743 €	1 978 711 €	- 15 032 €
Colloques organisés via cellule congrès					52 695 €	52 695 €
Préciput ANR	555 531 €	518 056 €	548 923 €	741 685 €	741 685 €	- €
Fonds recherche : contributions des EPST (CNRS, INRIA...)	1 177 235 €	850 103 €	1 087 652 €	1 079 666 €	1 016 003 €	- 63 663 €
ENS Editions dont ventes d'ouvrage	223 149 €	191 962 €	190 000 €	199 950 €	185 497 €	- 14 453 €
Hébergement start-ups, licences, rémunérations d'inventions	107 231 €	104 444 €	107 596 €	144 221 €	122 891 €	- 21 330 €
Laboratoires SHS : subventions, redevances...	160 380 €	98 560 €	55 580 €	63 561 €	92 725 €	29 164 €
Institut Français de l'Education	68 060 €	157 927 €	97 366 €	121 316 €	95 500 €	- 25 816 €
<b>Total recettes globalisées pré-affectées</b>	<b>4 726 849 €</b>	<b>3 448 731 €</b>	<b>3 660 013 €</b>	<b>4 344 142 €</b>	<b>4 285 706 €</b>	<b>- 58 436 €</b>

Les recettes globalisées pré-affectées 2021 perçues sont très proches de la prévision du budget rectificatif (taux d'exécution de 98,7%).

Un grand nombre de laboratoires en sciences exactes et expérimentales réalisent des recettes propres liées à leur activité : prestations de recherche, refacturations aux utilisateurs de plateformes scientifiques etc. Ils ont généré 1,8M€ en 2021, soit 46,2% des recettes globalisées pré-affectées.

Les recettes du préciput ANR et les contributions des EPST ont respectivement représenté 17,3% et 23,7% des recettes globalisées pré-affectées, pour un total de 1,76M€. Ces ressources constituent l'essentiel des ressources du fonds recherche de l'établissement.

## 2.2. Dépenses globalisées

### 2.2.1. Dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement globalisées 2021 s'élèvent à 26,9M€ de crédits de paiement. Pour rappel, les CP correspondent aux décaissements réalisés sur l'année. Au budget rectificatif, 29,4M€ de CP avaient été prévus. 91,4% des crédits votés ont donc été consommés.

Ce tableau présente la répartition des dépenses de fonctionnement globalisées selon les montants en crédits de paiement les plus significatifs.

Dépenses globalisées : fonctionnement	Budget Initial 2021	Budget Rectificatif 2021	Exécution 2021	Exé 2021 / BR 2021
Reversements CDSN aux établissements d'accueil	11 054 208 €	10 745 788 €	10 058 681 €	-687 107 €
Dépenses courantes de l'établissement	8 356 387 €	8 557 395 €	8 216 406 €	-340 989 €
Fonctionnement des structures	8 490 864 €	8 384 197 €	6 871 527 €	-1 512 670 €
Documentation BDL	772 345 €	795 394 €	807 502 €	12 108 €
Reversements RH (mises à disposition)	449 041 €	583 615 €	552 943 €	-30 672 €
Projets SI	255 300 €	343 300 €	377 396 €	34 096 €
<b>TOTAL</b>	<b>29 378 145 €</b>	<b>29 409 689 €</b>	<b>26 884 455 €</b>	<b>-2 665 234 €</b>

93,6% des CP ouverts en budget rectificatif pour les reversements CDSN aux établissements d'accueil ont été exécutés. Les 0,7M€ non exécutés correspondent aux CP ouverts pour la promotion 2021-2024 dont les engagements n'ont pu être effectués du fait de l'impossibilité pour l'École de signer les conventions (non connaissance du montant relatif à la revalorisation des salaires des doctorants). Voir paragraphe 1.3 sur les AE.

Cohorte	Nombre de doctorants	Montant total des versements pour l'ensemble de la période	Autorisations d'engagement				Crédits de paiements					
			AE consommées en 2018	AE consommées en 2019	AE consommées en 2020	AE consommées en 2021	TOTAL AE par cohorte	CP consommés en 2018	CP consommés en 2019	CP consommés en 2020	CP consommés en 2021	TOTAL CP par cohorte
Cohorte 2018-2021	132	10 799 712 €	9 408 840 €	1 318 147 €			10 726 987 €	490 914 €	4 127 188 €	3 737 856 €	2 346 031 €	10 701 989 €
Cohorte 2019-2022	139	11 372 424 €		9 408 840 €	1 963 584 €		11 372 424 €		600 006 €	4 370 360 €	3 752 172 €	8 722 538 €
Cohorte 2020-2023	129	10 554 264 €			6 299 832 €	4 254 432 €	10 554 264 €			497 732 €	3 960 478 €	4 458 210 €
Cohorte 2021-2024	133	12 472 341 €				0 €	0 €				0 €	0 €
Total	533	45 198 741 €	9 408 840 €	10 726 987 €	8 263 416 €	4 254 432 €	32 653 675 €	490 914 €	4 727 194 €	8 605 948 €	10 058 681 €	23 882 737 €

**Les dépenses courantes** de l'établissement correspondent aux dépenses incompressibles, ce sont des dépenses de fonctionnement pour lesquelles l'Ecole est engagée vis-à-vis d'un tiers identifiable, comme par exemple : les fluides, les loyers, les marchés, les contrats de maintenance... avec un montant donné. 8,6M€ avaient été prévus au budget rectificatif pour les dépenses courantes de l'Ecole. Ce sont 8,2M€ qui ont été dépensés soit 96% de la prévision du BR.

Dépenses courantes de l'établissement	Budget Initial 2021	Budget Rectificatif 2021	Exécution 2021	Exé 2021 / BR 2021
Fluides : eau, gaz, électricité, chauffage	3 430 000 €	3 500 000 €	3 258 709 €	-241 291 €
Frais de maintenance	1 226 132 €	1 270 932 €	1 300 016 €	29 084 €
Loyer contrat de partenariat	1 060 000 €	1 060 000 €	926 112 €	-133 888 €
Gardiennage	940 000 €	950 000 €	947 531 €	-2 469 €
Nettoyage et entretien	700 000 €	776 000 €	817 576 €	41 576 €
Autres loyers	648 000 €	648 000 €	646 634 €	-1 366 €
Accueil physique et téléphonique	111 000 €	113 000 €	111 734 €	-1 266 €
Environnement et gestion des déchets	140 000 €	135 000 €	109 401 €	-25 599 €
Marchés transversaux	101 255 €	104 463 €	98 693 €	-5 770 €
<b>TOTAL</b>	<b>8 356 387 €</b>	<b>8 557 395 €</b>	<b>8 216 406 €</b>	<b>-340 989 €</b>

Les dépenses de fluides en crédits de paiement : électricité, chauffage, gaz, et eau, sont de 3,26M€ en 2021. 93,1% des crédits votés en budget rectificatif ont été exécutés. La sous-exécution de 0,24M€ correspond au décalage du paiement des dernières factures 2021 qui seront décaissées en 2022. Les dépenses de fluides 2021 sont conformes aux estimations effectuées par la direction du patrimoine, le budget fluides a subi une hausse relativement contenue (2,94M€ en 2020) malgré de fortes hausses de prix et la mise en service du bâtiment M8. En 2021, la hausse de la consommation de chauffage urbain (+100k€) est dû à l'explosion des prix à partir d'octobre, cette hausse a été compensée par la baisse des consommations d'énergie au global sur l'Ecole liée en partie au télétravail.

Les frais de maintenance concernent les maintenances obligatoires réalisées par la direction du patrimoine, la DSI, et également par le service Sécurité. En 2021, les dépenses de maintenance s'établissent à 1,3M€ (maintenance des logiciels de la suite cocktail,

maintenances des systèmes de sécurité incendie, maintenance préventive des bâtiments...). 46,3% des dépenses de maintenance sont réalisées par la direction du patrimoine (602k€), 27% par la DSI, et 26,7% par le service Sécurité.

Les crédits de gardiennage s'élèvent à 947k€ en 2021. Le marché de gardiennage contractué avec Mondial Protection représente 96,7% de la dépense, les 3,3% restant correspondent à des prestations supplémentaires à la demande.

Les crédits consacrés aux dépenses de nettoyage atteignent 818k€ en 2021, soit +42k€ par rapport aux prévisions. Des dépenses de nettoyage supplémentaires ont été réalisées en raison de la crise sanitaire (entretien renforcé dans les lieux de passage et les salles de cours). 85% des dépenses de nettoyage correspondent au marché passé avec Atalian. Les 15% restant correspondent à des prestations supplémentaires particulières (désinfections, dératisations, désinsectisations), et à l'achat de matériel et de produits d'entretien.

Les « autres loyers » correspondent au loyer de la résidence étudiante Descartes pour 477k€ (convention qui nous lie à la société ALLIADE pour la construction de la résidence Bonnamour), et au loyer des locaux occupés place de l'Ecole pour 170k€.

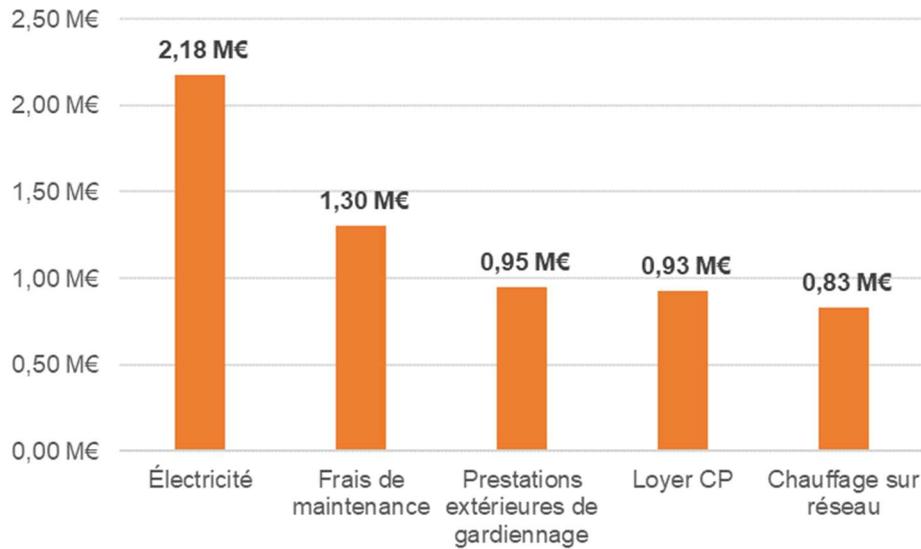
**Les services de l'école ont exécuté 6,9M€ pour leur fonctionnement** : organisation du concours d'entrée, fonctionnement des départements d'enseignement et des laboratoires de recherche etc.

**Les achats de la BDL** consacrés à la documentation ont été de 807,5k€. La documentation électronique représente 49,1% des achats documentaires, la documentation monographique (livres anciens, livres français et en langues étrangères) représente 29,1% de ces achats et les périodiques (abonnements) représentent 21,8% de ces achats.

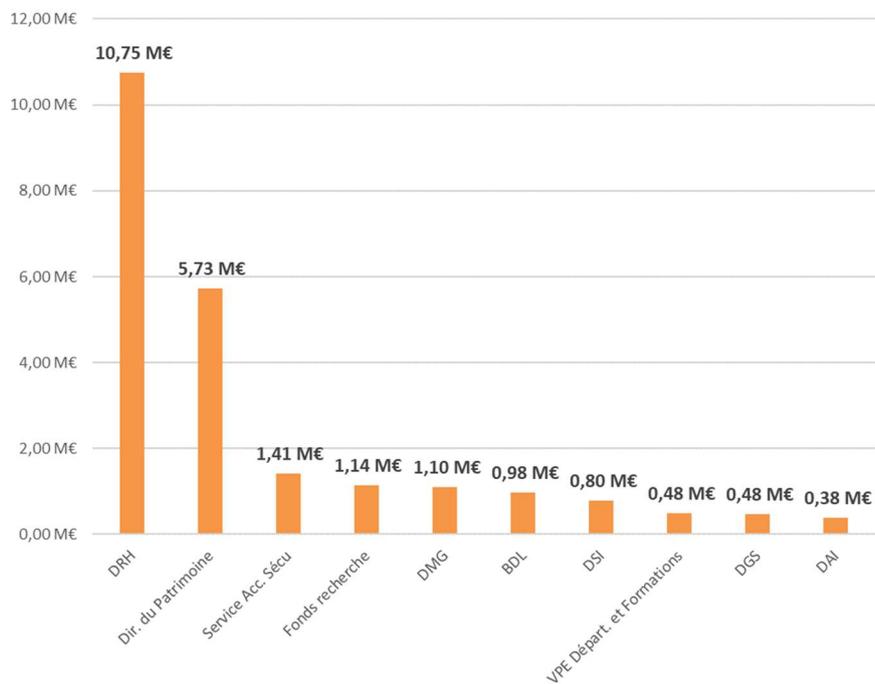
**La DSI** a exécuté 377k€ pour des projets de système d'information : projets de dématérialisation, poursuite du projet SIRH, mise en place d'un système de votes électroniques, développements pour le SI concours, renforcement de la sécurité informatique...

Les dépenses pour les équipements de protection individuelle (EPI) liées à la crise du COVID tels que masques, gel hydroalcoolique ou encore lingettes désinfectantes ont coûté 82k€. 87% de ces achats ont été réalisés par le service prévention et santé au travail qui fournit les directions de l'Ecole. Des EPI ont également été achetés pour les différents centres d'examen du concours d'entrée 2021.

En 2021, les cinq plus grosses dépenses de fonctionnement au niveau de l'établissement concernent les dépenses d'électricité, les frais de maintenance, les prestations de gardiennage, le loyer du contrat de partenariat, et les dépenses de chauffage sur réseau. Ces dépenses représentent 22,5% des dépenses globalisées de l'Ecole en 2021.



Le graphique ci-dessous représente la consommation en crédits de fonctionnement globalisés des dix services de l'école qui ont le plus consommés de crédits de fonctionnement. La direction des ressources humaines est logiquement la plus consommatrice de crédits de fonctionnement à cause des versements CDSN, vient ensuite la Direction du Patrimoine, direction qui prend en charge les fluides pour la totalité de l'Ecole.



## 2.2.2. Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement globalisées 2021 s'élèvent, en crédits de paiement, à 5,52M€. Au budget rectificatif, 6,4M€ de CP avaient été inscrits. 85,7% des crédits votés au BR ont donc été consommés.

Ce tableau présente la répartition des dépenses d'investissement globalisées par service et/ou vice-présidence.

Dépenses globalisées : investissements	Budget Initial 2021	Budget Rectificatif 2021	Exécution 2021	Exé 2021 / BR 2021
Travaux et aménagements portés par la Direction du patrimoine	1 754 445 €	2 213 203 €	1 535 782 €	-677 421 €
<i>dont travaux et aménagements pour activités de formation</i>	20 000 €	0 €	20 393 €	20 393 €
<i>dont travaux et aménagements pour activités de la BDL</i>	295 000 €	409 338 €	477 586 €	68 248 €
<i>dont travaux et aménagements pour activités de recherche</i>	857 445 €	1 244 365 €	478 568 €	-765 797 €
<i>dont autres travaux et aménagements</i>	582 000 €	559 500 €	559 235 €	-265 €
Investissements Recherche via le PPI et dotation	900 000 €	1 196 427 €	1 013 151 €	-183 276 €
Direction des systèmes d'informations	435 000 €	1 140 000 €	940 776 €	-199 224 €
Fonds recherche	215 373 €	706 377 €	582 200 €	-124 177 €
Laboratoires sur recettes préaffectées (prestations, refacturations...)	451 684 €	733 617 €	1 092 112 €	358 495 €
Accueil et sécurité	10 800 €	12 103 €	18 989 €	6 886 €
Gardiennage	0 €	36 808 €	35 637 €	-1 171 €
Investissements départements de formation et vie étudiante	105 000 €	128 524 €	125 808 €	-2 716 €
ENS Médias	63 000 €	63 000 €	44 107 €	-18 893 €
Direction des moyens généraux	60 000 €	96 588 €	13 127 €	-83 461 €
DUNES	54 000 €	42 000 €	34 077 €	-7 923 €
Bibliothèque Diderot de Lyon	37 000 €	53 749 €	47 483 €	-6 266 €
Prévention et santé au travail	5 000 €	5 000 €	16 039 €	11 039 €
Institut français de l'éducation	10 000 €	10 000 €	17 700 €	7 700 €
Présidence	0 €	3 600 €	3 319 €	-281 €
<b>TOTAL</b>	<b>4 101 302 €</b>	<b>6 440 996 €</b>	<b>5 520 307 €</b>	<b>-920 689 €</b>

Les activités opérées par la direction du patrimoine consomment une part importante de CP d'investissement en 2021 (27,8% des investissements globalisés de l'Ecole). Cela correspond à des projets conséquents de rénovation des installations de l'établissement. Les CP d'investissement réalisés par la direction du patrimoine se décomposent ainsi :

- 355k€ ont été exécutés pour des travaux supplémentaires liés au contrat de partenariat : mise en conformité et sécurisation des installations principalement dans les laboratoires Monod, mais aussi dans les locaux de formation
- 344k€ pour la fin du projet de restructuration de la bibliothèque Monod, projet de désamiantage, rénovation et réaménagement initié en 2020
- 302k€ pour le démontage et remontage des chambres de culture des laboratoires de géologie et de reproduction des plantes dans le nouveau bâtiment M8, et la construction de deux chambres de culture supplémentaires
- 84k€ pour les dernières factures de MOP Descartes (mise en sécurité et accessibilité)

- 76k€ d'acquisition de matériels pour le restaurant universitaire Monod
- 72k€ pour des travaux de démolition et reconstruction de faux plafond et de peinture dans des amphithéâtres de l'Ecole
- 67k€ pour le remplacement de luminaires dans le cadre du plan France Relance, qui est un financement obtenu de la direction de l'immobilier de l'Etat pour mettre en place des actions d'économie d'énergie à gains rapides. Un deuxième projet, l'isolation des points singuliers de chauffage – calorifugeage a été engagé en fin d'année pour 85k€
- 33k€ pour des travaux et aménagements réalisés sur le nouveau bâtiment M8
- 20k€ pour l'assistance à maîtrise d'ouvrage concernant l'étude de faisabilité pour l'implantation d'un cryomicroscope pour lequel l'Ecole a reçu un financement de 200k€ via le dialogue stratégique et de gestion (DSG phase 2)
- 96k€ pour des investissements divers

La direction du patrimoine n'a pas exécuté tous les crédits d'investissements votés au budget rectificatif, sous-consommation de 677k€. Certaines grosses dépenses ont été décalées à 2022, par exemple les projets d'installation de 80 compteurs d'énergies, de mutualisation azote, et de calorifugeage. Pour certains projets les engagements ont été pris sur 2021 mais les factures seront payées en 2022.

941k€ de crédits d'investissement ont été dépensés par la direction des systèmes d'information (DSI) en 2021 soit 82,5% du budget rectificatif (63k€ n'ont pas été dépensés sur les dépenses récurrentes de matériels informatiques et 136k€ sur des projets comme par exemple la sécurisation du cœur de réseau informatique qui sera réalisée en 2022). La dépense la plus significative est l'achat de baies de stockage dans le but de remplacer des équipements en fin de vie pour 824k€. Ces investissements permettent d'augmenter les durées de sauvegarde. 69k€ ont également été investis dans la refonte du réseau WIFI.

Le service accueil et sécurité a investi 19k€ dans un progiciel de supervision de l'ensemble des équipements de sécurisation des bâtiments (incendie, extinction, issues de secours, sonorisation de sécurité).

35,6k€ ont été dépensés pour la mise en place de caméras de vidéoprotection sur Monod (restaurant universitaire, M7, et MLE).

Les services de la formation et de la vie étudiante ont investi 125,8k€ en 2021. 61,5k€ ont été consacrés à des matériels scientifiques d'enseignement, 32,8k€ au théâtre Kantor, 25,4k€ en matériel informatique (ordinateurs principalement), 6k€ pour le centre de sport.

La BDL a acquis un numériseur patrimonial pour 23,9k€, du matériel informatique pour 14,3k€, l'équipement d'une salle de réunion pour 5k€, et du mobilier de présentation d'ouvrages pour 4k€.

Les investissements réalisés par ENS Médias et DUNES concernent principalement du matériel informatique : renouvellement de postes de travail, tablettes, écrans, téléprompteur, caméra, barre multimédia, système de visio. A ENS Médias, des commandes pour des équipements de salles de cours ont été réalisées en fin d'année, et seront payées en 2022, ce qui explique leur sous-exécution des crédits de paiement en investissement.

La DMG a investi dans du matériel logistique et d'entretien des bâtiments. Les autorisations d'engagements consommées ont été plus importantes que les crédits de paiement, en effet la DMG a commandé en fin d'année deux véhicules électriques goupil pour 51,7k€ dont les CP seront décaissés en 2022, une fois que les goupils auront été livrés.

Les laboratoires de recherche ont bénéficié de crédits supplémentaires en cours d'année par le ministère dans le cadre de la LPR (170k€).

Les laboratoires scientifiques ont effectué quelques gros investissements en 2021 :

- Le pôle scientifique de mobilisation numérique a investi dans des serveurs pour 372k€
- Les laboratoires de biologie ont acquis un microscope confocal pour 290k€
- Le plateau de biologie expérimental de la souris (PBES) a acheté un robot «tritone» qui est un robot de nourrissage automatique, pour 110k€
- Le laboratoire d'informatique du parallélisme a investi pour 105k€ dans un serveur de calcul
- Les laboratoires de chimie, de physique, et de biologie et modélisation de la cellule ont investi pour 86,5k€ dans des caméras scientifiques
- Le laboratoire de reproduction des plantes, qui a déménagé en cours d'année dans le nouveau bâtiment M8 a investi pour 88k€ dans de nouvelles installations

### 2.2.3. Le fonds recherche

#### De quoi parle-t-on ?

Le fonds Recherche provient des prélèvements sur contrats et dotations des laboratoires, ainsi que de ressources propres afin de financer les appels à projets internes de l'École. Il participe également aux frais d'infrastructure.

Les fonds recherche est doté d'un montant de 2,7M€. 12 laboratoires y ont contribué pour plus de 15k€ chacun. Le premier contributeur est le laboratoire de physique (197k€), le deuxième le laboratoire de géologie de Lyon (102k€), et le troisième l'institut de génomique fonctionnelle de Lyon (80k€).

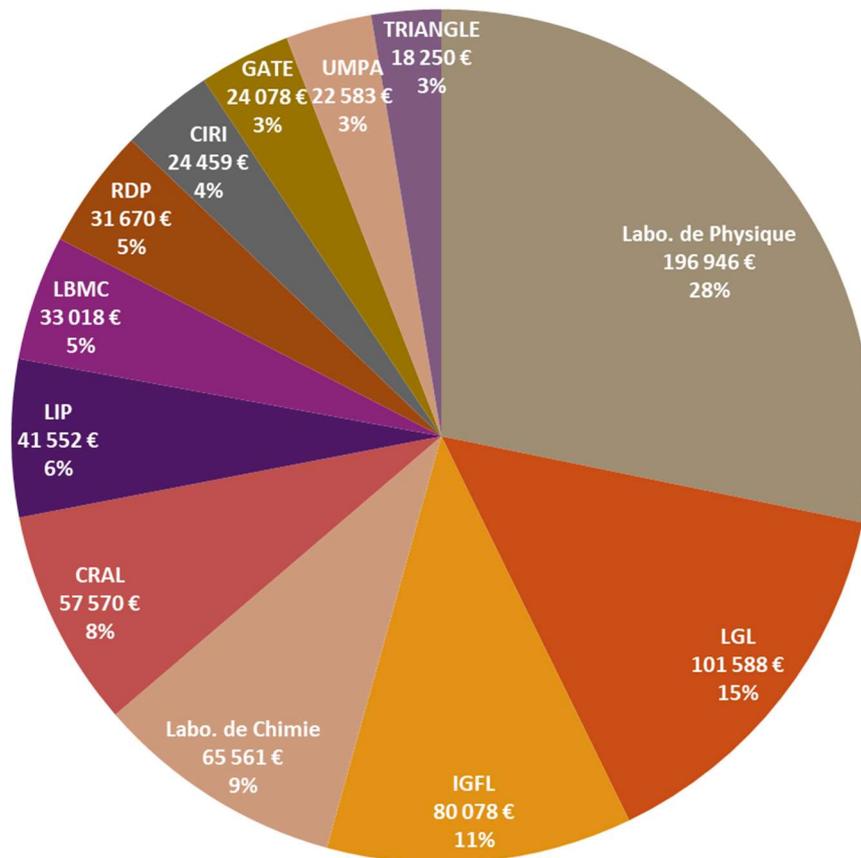


Figure 5 – Zoom sur les principaux laboratoires contributeurs du fonds recherche en 2021

13 laboratoires de l'école ont bénéficié pour plus de 30k€ du fonds recherche en 2021. Le fonds recherche sert à financer plusieurs natures de dépenses au profit des structures de recherche mais aussi de la VPR. Au total, 2,16M€ ont été dépensés sur le fonds recherche (en CP), dont 1,2M€ en fonctionnement, 0,36M€ en personnel, et 0,6M€ en investissement. Il

n'y a pas de lien entre les contributeurs et les bénéficiaires au fonds recherche, l'arbitrage se fait en fonction des projets déposés.

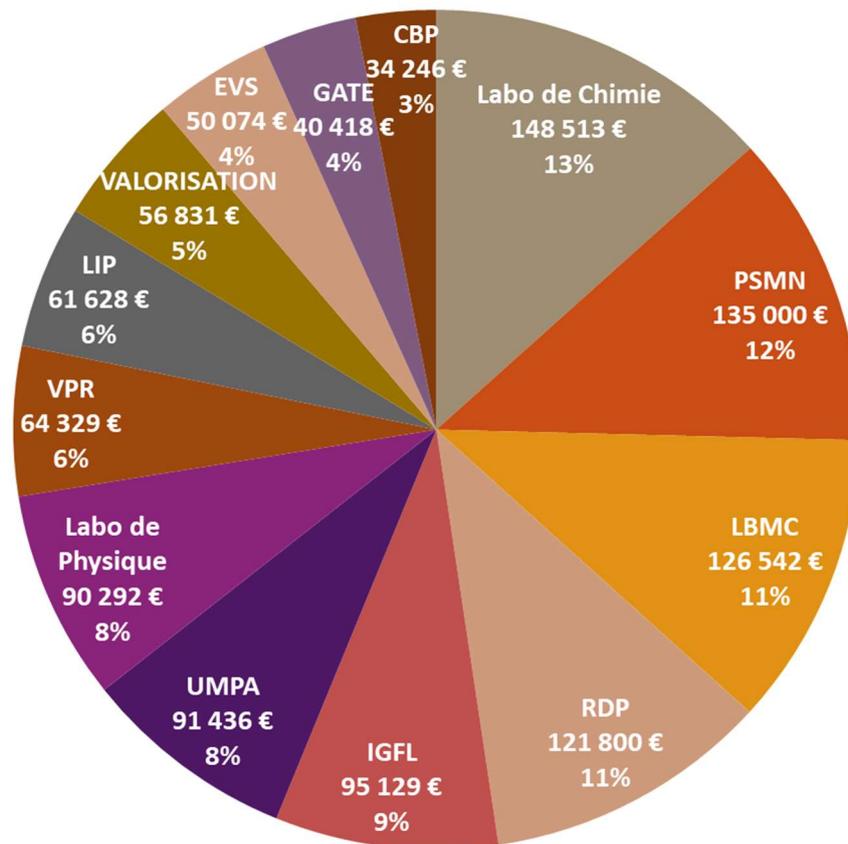


Figure 6 – Zoom sur les principaux bénéficiaires du fonds recherche en 2021, en CP consommés

## 2.2.4. Dépenses de masse salariale

### De quoi parle-t-on ?

Les dépenses de personnel : il s'agit des rémunérations principales versées aux agents de l'établissement, des cotisations patronales qui leur sont liées, des rémunérations accessoires ainsi que des prestations sociales obligatoires.

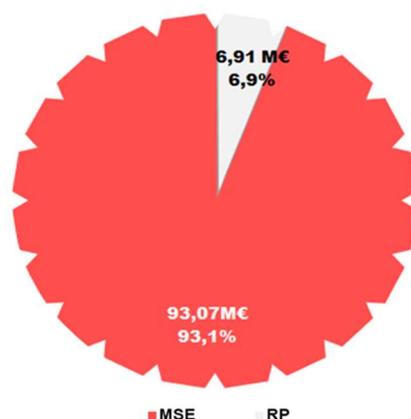


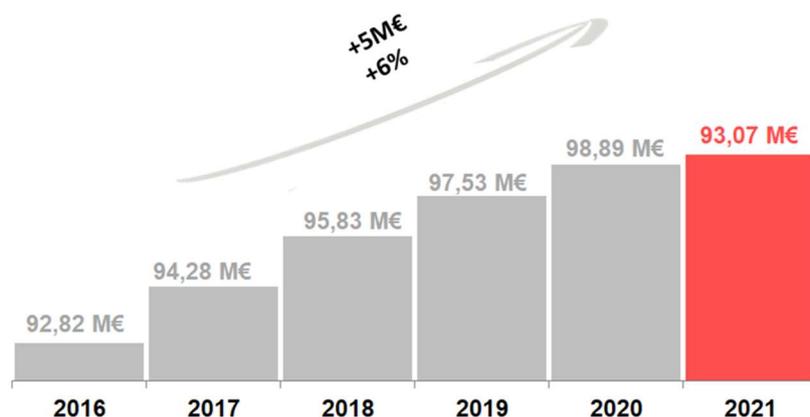
Figure 7 – Répartition de la masse salariale en fonction du support budgétaire

Budget	2019	2020	BR 2021	2021
MSE	91,97 M€	92,82 M€	93,31 M€	93,07 M€
RP	5,57 M€	6,07 M€	7,58 M€	6,91 M€
<b>Global</b>	<b>97,54 M€</b>	<b>98,90 M€</b>	<b>100,89 M€</b>	<b>99,99 M€</b>

Les dépenses de personnel réalisées au cours de l'année 2021 s'élèvent à 99 986 473 € : 93,07M€ consommées sur le support budgétaire État et 6,91M€ sur ressources propres.

Taux d'exécution	2019	2020	2021
MSE	99,2%	99,3%	99,8%
RP	92,1%	98,1%	91,1%
<b>Global</b>	<b>98,7%</b>	<b>99,2%</b>	<b>99,1%</b>

Le taux d'exécution global de la masse salariale s'élève à 99,1% (-0,1 point), dont 99,8% sur Masse État (contre 99,3% en 2019 ; +0,5 point). Ce taux est mesuré en rapportant les dépenses réalisées à l'enveloppe limitative votée dans le cadre du budget rectificatif 2021.



Type	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Écarts	%
MSE - en M€	88,01	89,54	90,89	91,97	92,82	93,07	5,06	6%
ETPT	1802,6	1809,2	1821,4	1843,5	1840,9	1824,3	21,8	1%

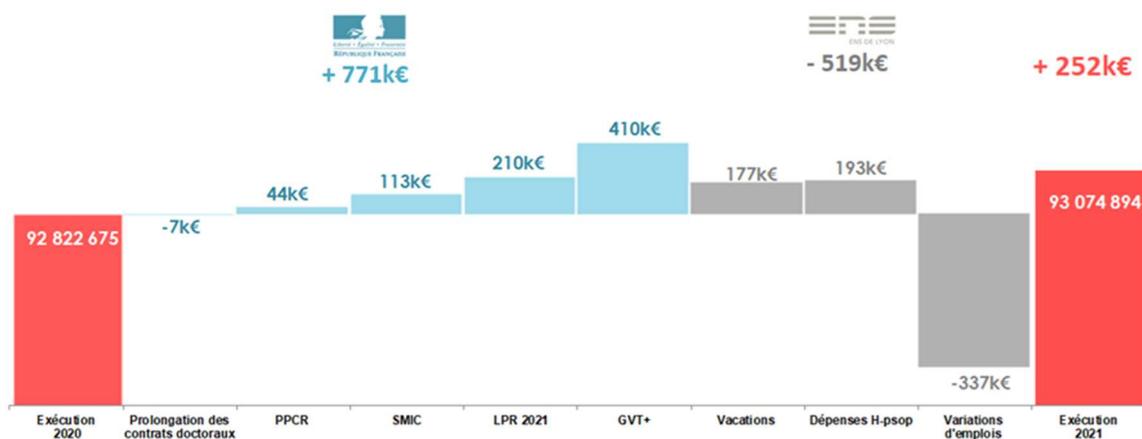
**Figure 8 - Evolution des dépenses de personnel sur masse Etat depuis 2016**

Au global, cette progression s'explique principalement par l'impact financier d'éléments tels que :

Principaux dispositifs / 2016 - 2021		€
	Valeur du point	1M€
	PPCR	904k€
	Intégration UMS PERSÉE	560k€
	Compensation CSG	480k€
	GVT	400k€ / an
	LPR 2021	302k€
	SMIC	113k€
	Prime de précarité	33k€
	<b>RIFSEEP</b>	<b>500k€</b>
	Alignements primes AENES / ITRF	135k€
	Mesures de revalorisation salariale - contractuels	90k€
		<b>+5M€</b>
		<b>+0,72M€</b>

Plus de 87% de la progression des dépenses salariales sur MSE sont issues de mesures gouvernementales.

### 2.2.4.1. Principaux éléments de variation de la masse salariale Etat entre l'exécution 2020 et 2021



Type	2020	2021	Écarts	%
MSE - en M€	92 822 675 €	93 074 894 €	252 219 €	0,3%
ETPT	1840,9	1824,3	-16,6	-0,9%

Entre les exercices 2020 et 2021, les coûts de rémunérations restent stables : +0,25M€ (+0,3%). La décomposition des dépenses prévisionnelles par facteurs d'évolution présente l'effet financier de chaque dispositif sur l'exercice 2021.

Ces différents éléments sont également regroupés par type, en distinguant les mesures réglementaires (GVT, LPR2021, SMIC, PPCR et prolongation des contrats doctoraux durant la crise sanitaire pour 771 k€), des événements propres à la vie de l'établissement (-519 k€).

#### ➔ Réglementaires : +771k€

Facteurs d'évolution	€
GVT+	410 002 €
LPR 2021	210 480 €
SMIC	113 454 €
PPCR	43 950 €
Prolongation des contrats doctoraux	- 6 537 €
<b>Total</b>	<b>771 349 €</b>

=> Le GVT se décline en trois composantes :

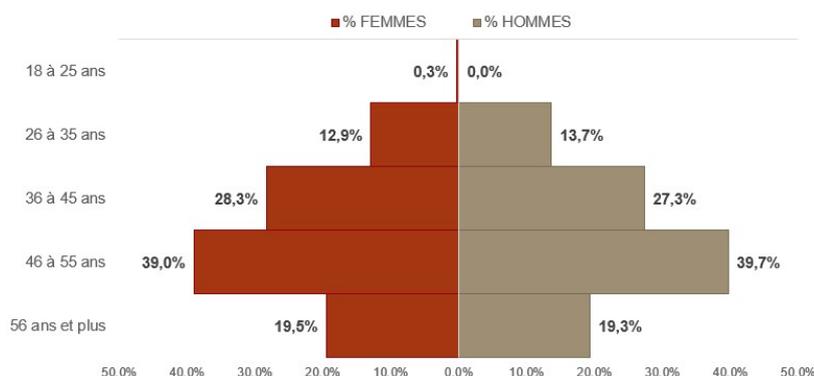
- l'effet glissement : impact des flux entrants et sortants, c'est-à-dire du renouvellement du personnel sur l'évolution de la MS. Les entrants sont en moyenne plus jeunes et moins « primés » et par, conséquent, rémunérés à un niveau moins élevé. En règle générale, l'effet des entrants est négatif sur les dépenses salariales.

- l'effet vieillesse : impact sur la MS des changements de salaire, dus au déroulement normal de carrière dans le métier suite à l'ancienneté : avancement sur grille indiciaire.

- l'effet technicité : impact des changements de grade ou de corps, et/ou de l'acquisition de compétences nouvelles, généralement validés suite à un concours ou un examen.

Le **glissement, vieillesse, technicité** est un enjeu majeur pour notre établissement. Le **GVT positif** correspond à l'augmentation mécanique de la masse salariale liée aux changements d'échelons, de grades ou de corps des agents titulaires. En maîtrisant et rationalisant sa politique d'emplois, l'établissement peut neutraliser une partie de cette augmentation. Par le biais du **GVT négatif**, qui correspond à l'impact des flux d'entrées et de sorties des agents titulaires : le remplacement des agents en fin de carrière par des agents en début de carrière a généralement un effet financier négatif, ces derniers ayant des indices de rémunération plus faibles.

Toutefois, **en raison de la structure par âge du personnel titulaire, ces variations de masse salariale ne permettent pas d'annuler complètement la charge du GVT :**



Pyramide des âges des personnels TITULAIRES par genre au 31.12.2020

En 2021, l'âge moyen des personnels fonctionnaires est de 47 ans. Si l'établissement dispose de solides compétences et d'agents titulaires expérimentés, cette typologie de pyramide des âges en forme de champignon est associée à des organisations où les charges salariales sont importantes, et l'impact du GVT positif relativement important.

Pour 2021, le **GVT positif** est valorisé à **410k€**, soit environ 0,4% de la dotation de masse salariale.

=> La mise en œuvre de la **LPR 2021** (loi de programmation de la recherche) :

LPR 2021	€
Refonte indemnitaire et repyramidage	210 480 €
Revalorisation des contrats doctoraux	- €
<b>Total</b>	<b>210 480 €</b>

**Refonte indemnitaire et repyramidage** : les mesures de revalorisations indemnitaires et statutaires et le repyramidage des enseignants s'élèvent à **+210k€**.

**Revalorisation des contrats doctoraux – nouveaux contrats 2021** : en raison d'un arrêté paru tardivement (le 11 octobre 2021), les effets financiers de cette mesure impacteront l'exercice 2022 (régularisation en paie 2022, +99k€ dont **33k€** au titre de 2021).

=> Les hausses successives du **saire minimum de croissance (SMIC)**, respectivement de 0,99% au 1<sup>er</sup> janvier 2021 et de 2,2% au 1<sup>er</sup> octobre 2021 ont contraint la masse salariale de **+113k€**. Cette augmentation se répercute principalement sur les dépenses salariales des élèves fonctionnaire stagiaires au 1<sup>er</sup> échelon : **+84k€**.

=> **+44k€** de dépenses prévues au titre de la poursuite des mesures de revalorisations salariales prévues par le **protocole sur les parcours professionnels carrières et rémunérations (PPCR)**.

=> **Prolongations des contrats doctoraux et contrats de recherche** affectés par la pandémie de COVID-19 : **-7k€** (194k€ en 2021 contre 201k€ en 2020). L'État participe à la prise en charge financière de ces prolongations.

➔ **Evènements liés à la vie de l'établissement : -519k€**

Facteurs d'évolution	€
Dépenses H-psop	193 455 €
Vacations	177 879 €
Variations d'emplois	- 890 464 €
<b>Total</b>	<b>- 519 130 €</b>

=> Les **dépenses h-psop** augmentent sensiblement **+193k€**, en raison de la hausse de la fréquentation des restaurants (et par extension des frais de restauration), et au-delà, de la revalorisation du capital décès (+162k€).

Alors qu'en 2020 le montant forfaitaire s'élevait encore à 4 fois le montant du capital-décès prévu par le régime général de la Sécurité Sociale (Article D361-1 du code la sécurité sociale), soit 13 888 euros), les règles de calculs ont évolué suite au décret de février 2021. Dorénavant,

le montant du capital décès du fonctionnaire correspond au montant de sa rémunération annuelle d'activité, indemnités comprises.

=> Les dépenses salariales consacrées aux **vacations** sont en hausses : **+177k€**

Les **vacations d'enseignement** augmentent de **+144k€** (actualisation des paiements de prestations réalisées lors d'exercices antérieures).

Dans le même temps, les **vacations administratives** augmentent de **+44k€** : Cette hausse s'explique par l'extension des horaires de la bibliothèque Diderot qui a accru le recours aux emplois étudiants.

=> **Variations d'emplois 2021** : correspond à la valorisation du coût ou du gain lié aux variations d'effectif sur l'exercice : **-890k€**. En 2021, l'établissement compte près de **17 ETPT** de moins qu'en 2020 (ces variations concernent principalement les effectifs rémunérés des élèves, voir ci-après) :

- Ces dépenses de personnel retranscrivent l'impact financier des mouvements d'effectifs prévus sur 2021 (**+197k€** réintégration, retraites, détachements, mutations, disponibilités, recrutement, remplacement, missions ponctuelles ...);

- Et : les extensions en année pleine 2021 (EAP) mesurent les effets financiers des flux d'effectifs 2020 sur l'exercice 2021 : **- 1 087k€**.

L'effet d'extension en année pleine du schéma d'emploi de 2020 impacte donc négativement les dépenses salariales 2021.

Cela s'explique en partie :

- Les départs d'élèves fonctionnaires stagiaires (sorties définitives de quatrième année) en août 2020 (-720k€)

- Le solde des mouvements de personnels (entrées/sorties), observé lors du dernier quadrimestre 2020. En raison du contexte sanitaire et de la hausse des délais moyens de recrutement, certains remplacements ont été reportés en 2021.

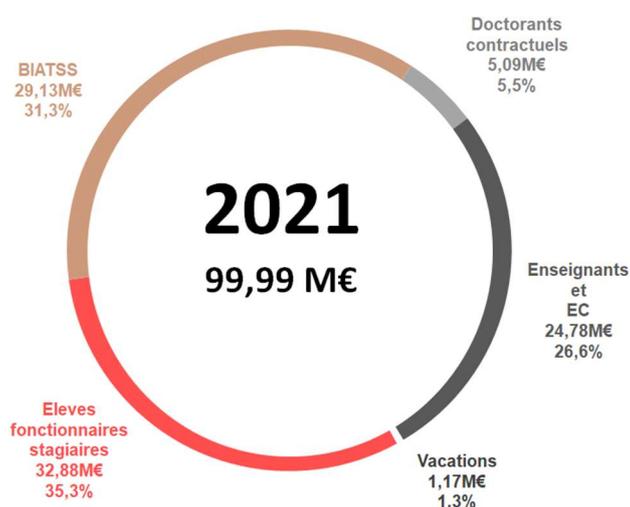


Figure 9 - Répartition de la MSE 2021 par population – type de dépenses

	Population Type de dépenses	Exécution €				Emplois	
		2020	2021	Écarts	%	ETPT	ETP 31/12
Enseignants & Enseignants Chercheurs	Élèves	33 617 581	32 883 576	- 734 005	-2,2%	- 18,9	7,0
	Titulaires	22 587 024	22 875 102	288 078	1,3%	1,3	1,5
	Contractuels	2 054 669	1 912 358	- 142 310	-6,9%	- 3,0	1,5
	Doctorants	5 144 217	5 094 463	- 49 754	-1,0%	0,1	6,0
	<b>Sous total EC</b>	<b>63 403 490</b>	<b>62 765 499</b>	<b>- 637 992</b>	<b>-1,0%</b>	<b>- 20,5</b>	<b>16,0</b>
Biatss	Titulaires	25 209 827	25 112 538	- 97 289	-0,4%	- 6,3	- 2,0
	Contractuels	3 405 450	4 021 616	616 166	18,1%	10,2	10,2
	<b>Sous total BIATSS</b>	<b>28 615 277</b>	<b>29 134 154</b>	<b>518 877</b>	<b>1,8%</b>	<b>3,9</b>	<b>8,2</b>
	<b>Total Rémunérations</b>	<b>92 018 767</b>	<b>91 899 652</b>	<b>- 119 115</b>	<b>-0,1%</b>	<b>- 16,6</b>	<b>24,2</b>
Autres	Vacations	474 802	652 681	177 879	37,5%		
	H-psop	329 105	522 560	193 455	58,8%		
	<b>Sous total Autres</b>	<b>803 908</b>	<b>1 175 241</b>	<b>371 334</b>	<b>46,2%</b>		
	<b>Total MSE</b>	<b>92 822 675</b>	<b>93 074 894</b>	<b>252 219</b>	<b>0,3%</b>		

Les **élèves fonctionnaires stagiaires** constituent toujours la part de masse salariale la plus importante du budget État (**35,3%**), avec **32,88M€**, alors que ces dépenses diminuent de **0,73M€** par rapport à 2020. Cette diminution s'explique par les effets financiers sur 2021 des départs d'élèves fonctionnaires stagiaires en fin de cursus en août 2020.

Les crédits de personnels dédiés aux **enseignants-chercheurs et contractuels doctorants** s'élèvent à **24,78 M€** (soit près de 27% des dépenses salariales) et restent stable (+96k€ ; +0,3%).

Les dépenses de rémunération des **personnels administratifs** s'élèvent à **29,13M€** représentant ainsi, 31,3% du montant global. Ces dépenses sont en hausse **+0,51M€** comparées à 2020, dont **+205K€** de GVT positif, le maintien d'un montant indemnitaire de fin d'année substantiel **+390k€**, et les **variations d'emplois des personnels contractuels +400k€** :

Pour exemple, les dépenses salariales dédiées au personnel médical ont doublé (**+240k€**) : intégrant l'embauche d'un médecin et le financement de mesures sociales (**+112k€** pour le recrutement de psychologues).

A noter également, **+105k€** de crédits de personnels supplémentaires concernant des agents jusqu'alors financés sur la masse budgétaire fonctionnement (dans le cadre de prestation de service).

Les dépenses de **vacations et h-psop** sont en hausse sensible : **+371k€ (+46,2%)** sur la MSE en 2021, provenant de paiements plus importants de vacances d'enseignement (+144k€) et du versement de capital décès (+162k€).

## 2.2.4.2. Exécution de la masse salariale État comparée aux prévisions du budget rectificatif 2021

### De quoi parle-t-on ?

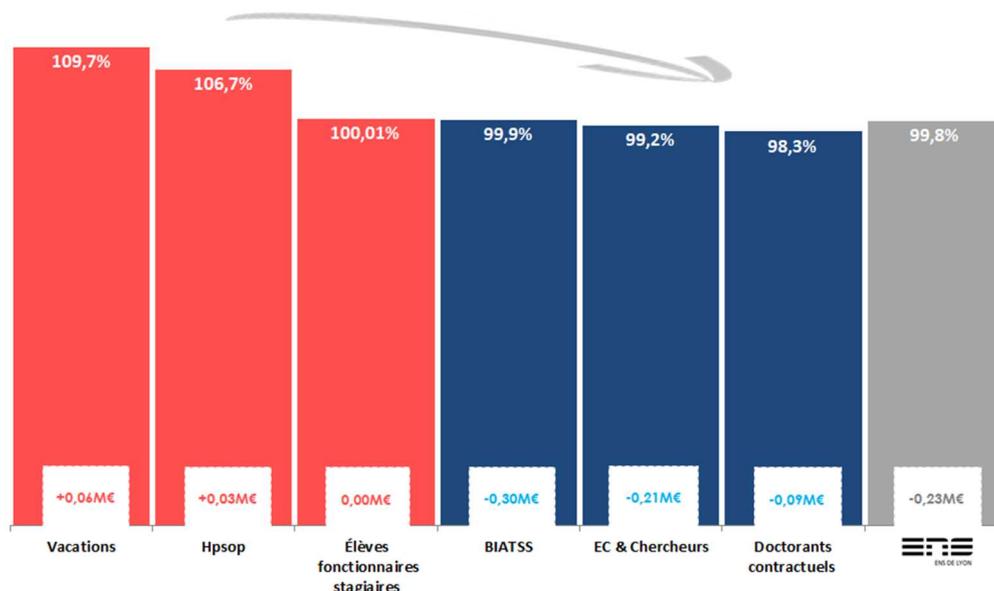
Masse salariale État : il s'agit des crédits transférés à partir du titre 2 du budget de l'État lors du passage aux compétences et responsabilités élargies en 2010.

### Répartition des dépenses de personnel 2021 par population

	Population	BR 2021	Exécution 2021	Écarts	%
Enseignants & Enseignants Chercheurs	Élèves	32 879 529	32 883 576	4 047	100,0%
	Titulaires	23 053 559	22 875 102	- 178 458	99,2%
	Contractuels	1 946 252	1 912 358	- 33 894	98,3%
	Doctorants	5 184 340	5 094 463	- 89 878	98,3%
	<b>Sous total EC</b>	<b>63 063 681</b>	<b>62 765 499</b>	<b>- 298 182</b>	<b>99,5%</b>
Biatss	Titulaires	25 147 185	25 112 538	- 34 647	99,9%
	Contractuels	4 012 672	4 021 616	8 944	100,2%
	<b>Sous total BIATSS</b>	<b>29 159 857</b>	<b>29 134 154</b>	<b>- 25 703</b>	<b>99,9%</b>
<b>Total Rémunérations</b>		<b>92 223 537</b>	<b>91 899 652</b>	<b>- 323 885</b>	<b>99,6%</b>
Vacations	Administratives	154 758	139 333	- 15 425	90,0%
	Gpeec	15 000	7 352	- 7 648	49,0%
	Enseignement	410 000	492 672	82 672	120,2%
	CPES	15 000	13 323	- 1 677	88,8%
	<b>Total Vacations</b>	<b>594 758</b>	<b>652 681</b>	<b>57 923</b>	<b>109,7%</b>
Hors-psop	Action sociale	449 793	488 045	38 252	108,5%
	FSDIE	40 000	34 515	- 5 485	86,3%
	<b>Total H-psop</b>	<b>489 793</b>	<b>522 560</b>	<b>32 767</b>	<b>106,7%</b>
<b>Total MSE</b>		<b>93 308 088</b>	<b>93 074 894</b>	<b>- 233 194</b>	<b>99,8%</b>

Au global, le taux d'exécution en paiement des dépenses salariales s'élève à **99,8%**. Ainsi, sur le support budgétaire État, l'exécution des crédits de personnels est globalement maîtrisée.

Taux d'exécution	2019	2020	2021
MSE	99,2%	99,3%	99,8%



**Figure 10 - Taux d'exécution 2021 de la MSE selon la population, par ordre décroissant**

La surconsommation des dépenses relatives aux **vacations** (+109,7%) est dû à un montant de régularisation de paiements de vacances d'enseignement réalisées lors d'exercices antérieurs plus important que prévu.

Pour les dépenses **h-psop**, le décalage de **+38k€** résulte du versement de capital décès.

Une légère sur-exécution des dépenses salariales des **élèves fonctionnaires stagiaires** est constatée (100,1% ; réévaluation du Smic au 1<sup>er</sup> octobre 2021).

Pour les **personnels administratifs** (99,9%) la consommation de masse salariale est conforme aux prévisions.

Le taux d'exécution 2021 des agents **Enseignants et Enseignants Chercheurs** est en dessous de nos estimations budgétaires (99,2%), cela s'explique principalement par des sorties d'effectifs non inscrites au BR2021 (décès, mutations).

La sous-consommation de la masse salariale des contractuels doctorants (98,3%) provient des prolongations de contrats doctoraux Covid (-35k€) et du décalage en paie de la revalorisation des nouveaux contrats 2021 (ces dépenses seront décaissées sur l'exercice 2022).

Avec un total de 99,9 M€, la masse salariale est le plus important poste de dépenses de l'ENS de Lyon. Il représente 73,6% des dépenses décaissables.

### 2.2.5. Restes à payer

Les restes à payer observés au 31/12/2021 s'élèvent à hauteur de 38,6M€. Il s'agit de la différence entre les autorisations d'engagement et les crédits de paiement consommés depuis l'exercice 2016. Plus concrètement, cela signifie que l'établissement s'est engagé (consommation d'AE) sur un certain nombre de projets financiers pluriannuels depuis 2016, et que tous ces engagements n'ont pas été payés (consommation de CP). Cela concerne principalement le loyer du contrat de partenariat pour lequel l'Ecole s'est engagée à hauteur de 25M€ d'AE en 2016 sur une durée de plus de 25 ans (22 années restantes), avec une consommation annuelle de CP à hauteur de 925k€ environ. Des restes à payer importants, que l'on peut observer dans le tableau 9 des annexes réglementaires, concernent également les contrats de recherche pluriannuels (8,7M€) ou encore les reversements CDSN (8,8M€).

## 3. Recettes et dépenses fléchées 2021

### De quoi parle-t-on ?

Les recettes fléchées constituent une exception au principe de globalisation des recettes et ont une utilisation prédéterminée par le financeur. Elles sont destinées à des dépenses explicitement identifiées, potentiellement réalisées sur un exercice différent de celui de leur encaissement. Exemple des contrats de recherche.

### 3.1. Recettes fléchées

Les recettes fléchées encaissées par l'Ecole en 2021 ont été de **10 945 374€**, soit 7,8% des recettes totales de l'exercice.

Les encaissements par origine ont été ainsi répartis :

Recettes fléchées	Exécution 2019	Exécution 2020	BR 2021	Exécution 2021	Taux d'exécution	Exé 2021 / BR 2021
ANR PIA IDEX	277 538 €	1 071 870 €	616 749 €	876 701 €	142,1%	259 953 €
ANR PIA hors IDEX	138 220 €	461 018 €	1 409 425 €	372 035 €	26,4%	-1 037 390 €
<b>Sous-total ANR PIA</b>	<b>415 759 €</b>	<b>1 532 888 €</b>	<b>2 026 174 €</b>	<b>1 248 736 €</b>	<b>61,6%</b>	<b>-777 438 €</b>
ANR hors PIA	1 763 078 €	2 580 974 €	3 240 625 €	3 338 117 €	103,0%	97 492 €
<b>TOTAL ANR</b>	<b>2 178 837 €</b>	<b>4 113 862 €</b>	<b>5 266 799 €</b>	<b>4 586 853 €</b>	<b>87%</b>	<b>-679 946 €</b>
Union Européenne	2 173 232 €	1 840 511 €	4 070 322 €	3 614 204 €	88,8%	-456 118 €
Région	270 005 €	179 367 €	684 286 €	137 381 €	20,1%	-546 905 €
Autres recettes	2 510 054 €	3 316 938 €	3 920 350 €	2 606 936 €	66,5%	-1 313 414 €
<b>TOTAL recettes fléchées</b>	<b>7 132 128 €</b>	<b>9 450 678 €</b>	<b>13 941 756 €</b>	<b>10 945 374 €</b>	<b>78,5%</b>	<b>-2 996 382 €</b>

En 2021, l'agence nationale pour la recherche (ANR) reste le principal financeur des projets fléchés de l'établissement avec 4,6M€ versés notamment dans le cadre des IDEX (fellowships, impulsion...). En 2020, l'ANR avait versé 4,11M€, et en 2019 2,18M€. On peut noter qu'il y a eu une sous exécution des recettes PIA hors IDEX liée à des décalages d'encaissements prévus à cause de la crise sanitaire. Il y a eu toutefois une sur-exécution des recettes d'ANR hors PIA liée à des régularisations et encaissements sur d'anciens contrats (en lien avec la mise en place de la plateforme ANR), et à l'obtention de nouvelles ANR allouées fin 2021 dont les premiers acomptes ont été versés.

L'Union Européenne est également un financeur significatif en 2021 puisque 3,6M€ ont été versés à l'ENS de Lyon afin de supporter des projets de recherche obtenus après appels d'offres. Il convient de préciser ici que les versements de l'UE ne sont pas linéaires : pour un contrat de 5 ans par exemple, l'UE verse en général un fort acompte dès le début du projet sans qu'il n'y ait forcément tout de suite le même volume de dépenses en parallèle. Ce qui entraîne donc des décalages de trésorerie dans le temps. En comparaison de 2020, les encaissements ont été en 2021 supérieurs de 1,8M€. Cette hausse s'explique par l'obtention de nouveaux contrats ERC. Un préfinancement de 855k€ a été versé en fin d'année pour le

projet SpAM porté par un chercheur du laboratoire de Physique. De plus, un préfinancement de 562k€ a également été versé en fin d'année pour le projet CRUSLID porté par une chercheuse du laboratoire de géologie.

L'Ecole a perçu 900k€ venant de fondations principalement pour financer des thèses et post-doctorats, 1,8M€ avaient été encaissés en 2020 et 1,1M€ en 2019.

La sous-exécution des encaissements prévus de la Région est liée à de nombreuses prolongations de contrats dues au COVID. Cela a entraîné le report sur les années suivantes des justifications financières des projets et des demandes de soldes d'où un décalage des encaissements.

Les 2,6M€ « d'autres recettes » perçues en 2021 proviennent de fondations (45%), de subventions publiques (45%), de l'Etat (crédits IUF, 5%), et de contrats et prestations de recherche (5%).

## 3.2. Dépenses fléchées

### 3.2.1. Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement sur contrats fléchés ont été en 2021 de 2,16M€. Selon la typologie de contrats, elles se répartissent comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

	Exécution 2019	Exécution 2020	Budget Rectificatif 2021	Exécution 2021	Taux d'exécution	Exé 2021 / BR 2021
ANR PIA IDEX	336 339 €	151 622 €	803 141 €	355 398 €	44,3%	-447 743 €
ANR PIA hors IDEX	124 761 €	25 767 €	61 406 €	38 275 €	62,3%	-23 131 €
<b>Sous-total ANR PIA</b>	<b>461 100 €</b>	<b>177 389 €</b>	<b>864 547 €</b>	<b>393 673 €</b>	<b>45,5%</b>	<b>-470 874 €</b>
ANR hors PIA	609 739 €	60 340 €	846 393 €	513 928 €	60,7%	-332 465 €
<b>TOTAL ANR</b>	<b>1 070 839 €</b>	<b>237 729 €</b>	<b>1 710 940 €</b>	<b>907 601 €</b>	<b>53,0%</b>	<b>-803 339 €</b>
Union Européenne	494 142 €	133 660 €	409 024 €	350 352 €	85,7%	-58 672 €
Région	154 818 €	77 454 €	353 239 €	170 696 €	48,3%	-182 543 €
Autres	780 574 €	550 825 €	1 147 233 €	728 626 €	63,5%	-418 607 €
<b>Fonctionnement fléché en crédits de paiement</b>	<b>2 500 373 €</b>	<b>999 667 €</b>	<b>3 620 437 €</b>	<b>2 157 275 €</b>	<b>59,6%</b>	<b>-1 463 162 €</b>

59,6% des crédits de fonctionnement ont été exécutés, l'activité a encore été freinée par la situation sanitaire. L'incertitude et l'incompréhension de la prise en charge des dépenses des projets financés dans le cadre de l>IDEXLYON a également impacté fortement les tendances, nombre de porteurs ayant ralenti les dépenses à la suite des différentes annonces. Néanmoins, on peut noter qu'une partie des crédits de fonctionnement prévus au BR concernaient des projets déposés par l'établissement mais dont l'obtention n'était pas certaine.

### 3.2.2. Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement sur contrats fléchés ont été en 2021 de **1 312 502€** en crédits de paiement.

	Exécution 2019	Exécution 2020	Budget Rectificatif 2021	Exécution 2021	Taux d'exécution	Exé 2021 / BR 2021
ANR PIA IDEX	22 729 €	95 524 €	682 603 €	469 485 €	69%	-213 118 €
ANR PIA hors IDEX	321 505 €	54 521 €	226 805 €	499 584 €	220%	272 779 €
<b>Sous-total ANR PIA</b>	<b>344 233 €</b>	<b>150 045 €</b>	<b>909 408 €</b>	<b>969 069 €</b>	<b>107%</b>	<b>59 661 €</b>
ANR hors PIA	203 726 €	320 044 €	275 362 €	162 941 €	59%	-112 421 €
<b>TOTAL ANR</b>	<b>547 959 €</b>	<b>470 088 €</b>	<b>1 184 769 €</b>	<b>1 132 010 €</b>	<b>96%</b>	<b>-52 759 €</b>
Union Européenne	88 313 €	629 835 €	517 673 €	23 592 €	5%	-494 081 €
Région	103 464 €	118 218 €	56 000 €	52 225 €	93%	-3 775 €
Autres	772 723 €	566 413 €	313 783 €	104 675 €	33%	-209 108 €
<b>Investissement fléché en crédits de paiement</b>	<b>1 512 459 €</b>	<b>1 784 555 €</b>	<b>2 072 225 €</b>	<b>1 312 502 €</b>	<b>63%</b>	<b>-759 724 €</b>

63% des crédits d'investissement fléchés 2021 votés au budget rectificatif ont été exécutés. On peut voir une sous-exécution importante sur les crédits européens, seuls 5% des crédits ouverts ont été utilisés. Cette sous exécution s'explique par des reports d'acquisitions initialement prévues.

Certaines dépenses ont également été engagées en fin d'année 2021 et les paiements auront lieu en 2022. Sur le projet PLEXMICO, les commandes ont bien été réalisées (consommation des AE), mais ces engagements n'ont donné lieu à aucun décaissement en 2021 car les délais de livraison des équipements ont été rallongés à cause des pénuries mondiales (2,7k€ de CP consommés sur les 650k€ prévus initialement soit un taux d'exécution de moins de 0,5% sur ce projet).

Néanmoins quelques gros investissements ont tout de même été réalisés :

- 798k€ ont été exécutés en CP d'investissement au laboratoire de Chimie, dont un banc de diffusions de rayons X aux petits angles pour 333k€, un cytomètre spectral pour le plateau de cytométrie pour 285k€, et un calorimètre pour 73k€
- Le laboratoire de Physique a dépensé 193k€ en crédits d'investissement, dont 72k€ dans un système de contrôle et d'exploitation de calculs quantiques
- L'IGFL a investi pour 102k€, 60k€ pour un luminomètre et 42k€ pour un séquenceur de cellule unique

### 3.2.3. La masse salariale

Les dépenses de masse salariale sur contrats fléchés ont atteint **5 091 847€** en 2021.

	Exécution 2019	Exécution 2020	Budget Rectificatif 2021	Exécution 2021	Taux d'exécution	Exé 2021 / BR 2021
ANR PIA IDEX	327 575 €	446 825 €	1 071 062 €	1 110 350 €	103,7%	39 288 €
ANR PIA hors IDEX	380 082 €	612 168 €	136 533 €	87 067 €	63,8%	-49 466 €
<b>Sous-total ANR PIA</b>	<b>707 657 €</b>	<b>1 058 993 €</b>	<b>1 207 595 €</b>	<b>1 197 417 €</b>	<b>99,2%</b>	<b>-10 178 €</b>
ANR hors PIA	853 504 €	1 030 887 €	1 403 320 €	1 095 454 €	78,1%	-307 866 €
<b>TOTAL ANR</b>	<b>1 561 161 €</b>	<b>2 089 880 €</b>	<b>2 610 915 €</b>	<b>2 292 871 €</b>	<b>87,8%</b>	<b>-318 044 €</b>
Union Européenne	649 862 €	805 116 €	1 028 858 €	921 540 €	89,6%	-107 318 €
Région	169 299 €	322 621 €	294 369 €	236 552 €	80,4%	-57 817 €
Autres	1 300 205 €	1 308 127 €	1 818 616 €	1 640 884 €	90,2%	-177 731 €
<b>Masse salariale fléchée</b>	<b>3 680 527 €</b>	<b>4 525 744 €</b>	<b>5 752 757 €</b>	<b>5 091 847 €</b>	<b>88,5%</b>	<b>-660 910 €</b>

88,5% de la masse salariale fléchée 2021 ouverte au budget rectificatif a été exécutée. Cette sous exécution est due à des retards dans les recrutements en lien avec le COVID et la fermeture de nombreuses frontières une partie de l'année.

## 4. Equilibres financiers de l'établissement

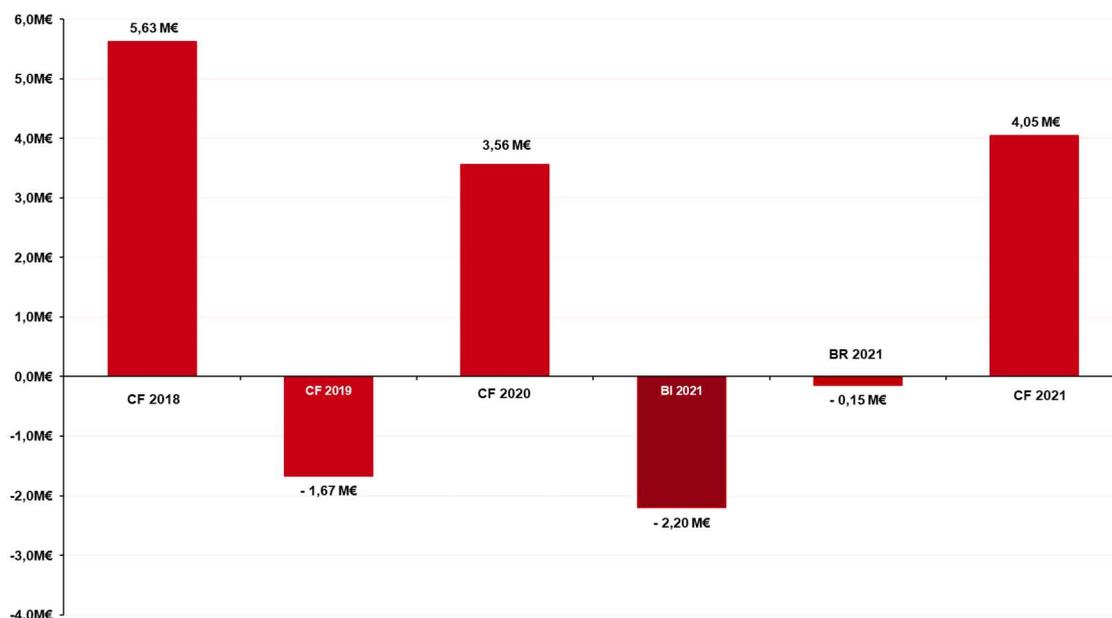
		Exécution 2019	Exécution 2020	BI 2021	BR 2021	Exécution 2021	Exé 2021/ BR 2021
<b>Résultat</b>	ENS de Lyon	2 733 557 €	3 272 574 €	328 123 €	1 445 253 €	<b>2 864 259 €</b>	1 419 006 €
	BDL	0 €	0 €	0 €	0 €	<b>0 €</b>	0 €
	<b>TOTAL résultat</b>	2 733 557 €	3 272 574 €	328 123 €	1 445 253 €	<b>2 864 259 €</b>	1 419 006 €
<b>Capacité d'autofinancement (CAF)</b>	ENS de Lyon	4 966 922 €	6 153 447 €	3 280 874 €	4 192 196 €	<b>5 868 321 €</b>	1 676 125 €
	BDL	28 604 €	25 140 €	26 056 €	27 955 €	<b>25 248 €</b>	-2 707 €
	<b>TOTAL CAF</b>	4 995 526 €	6 178 587 €	3 306 930 €	4 220 151 €	<b>5 893 570 €</b>	1 673 419 €
<b>Fonds de roulement</b>	ENS de Lyon	18 234 248 €	21 187 782 €	16 694 642 €	19 660 888 €	<b>21 473 259 €</b>	1 812 371 €
	BDL	245 227 €	247 551 €	235 838 €	221 757 €	<b>242 783 €</b>	21 026 €
	<b>TOTAL fonds de roulement</b>	18 479 475 €	21 435 333 €	16 930 480 €	19 882 645 €	<b>21 716 042 €</b>	1 833 397 €
<b>Solde budgétaire</b>	ENS de Lyon	-1 708 179 €	3 578 746 €	-2 146 297 €	-99 996 €	<b>4 066 319 €</b>	4 166 315 €
	BDL	36 553 €	-23 061 €	-52 944 €	-51 166 €	<b>-14 764 €</b>	36 402 €
	<b>TOTAL solde budgétaire</b>	-1 671 626 €	3 555 685 €	-2 199 241 €	-151 162 €	<b>4 051 555 €</b>	4 202 717 €
<b>Trésorerie</b>	ENS de Lyon	25 615 235 €	28 709 805 €	20 983 381 €	28 234 208 €	<b>32 942 461 €</b>	4 708 253 €
	BDL	244 524 €	241 421 €	209 709 €	200 255 €	<b>243 693 €</b>	43 438 €
	<b>TOTAL trésorerie</b>	25 859 759 €	28 951 226 €	21 193 090 €	28 434 463 €	<b>33 186 154 €</b>	4 751 691 €

## 4.1. Le solde budgétaire

### De quoi parle-t-on ?

Le **solde budgétaire** correspond à l'écart entre les recettes encaissées et les crédits de paiement (=dépenses décaissées). Il s'agit du flux de trésorerie généré par l'activité de l'établissement.

Le solde budgétaire n'est pas obligatoirement à l'équilibre : il peut être excédentaire ou déficitaire.



Un déficit de 0,15M€ avait été inscrit au budget rectificatif. Le solde est finalement excédentaire de 4,05M€, soit 4,2M€ de plus que le budget révisé. Comme en 2020, ce solde budgétaire 2021 positif s'explique par le fait que les encaissements ont été plus importants que les dépenses, et ce notamment sur les opérations fléchées (visible dans le tableau 8 en annexe). Néanmoins, il est important de souligner que sur les opérations fléchées, il peut y avoir des décalages forts d'une année sur l'autre entre les encaissements et les décaissements.

## 4.2. La trésorerie

### De quoi parle-t-on ?

Il s'agit des liquidités dont l'École dispose quoiqu'il arrive et quasi immédiatement.

En terme comptable, la trésorerie est la différence entre le fonds de roulement de l'établissement et son besoin en fonds de roulement.

	Exécution 2017	Exécution 2018	Exécution 2019	Exécution 2020	BI 2021	BR 2021	Exécution 2021	Exé 2021/BR 2021
ENS de Lyon	25 844 637 €	27 680 412 €	25 615 235 €	28 709 805 €	20 983 381 €	28 234 208 €	<b>32 942 461 €</b>	4 708 253 €
BDL	264 896 €	229 226 €	244 524 €	241 421 €	209 709 €	200 255 €	<b>243 693 €</b>	43 438 €
<b>TOTAL trésorerie</b>	<b>26 109 533 €</b>	<b>27 909 638 €</b>	<b>25 859 759 €</b>	<b>28 951 226 €</b>	<b>21 193 090 €</b>	<b>28 434 463 €</b>	<b>33 186 154 €</b>	4 751 691 €

Tableau 4 - Évolution de la trésorerie de l'École depuis 2017

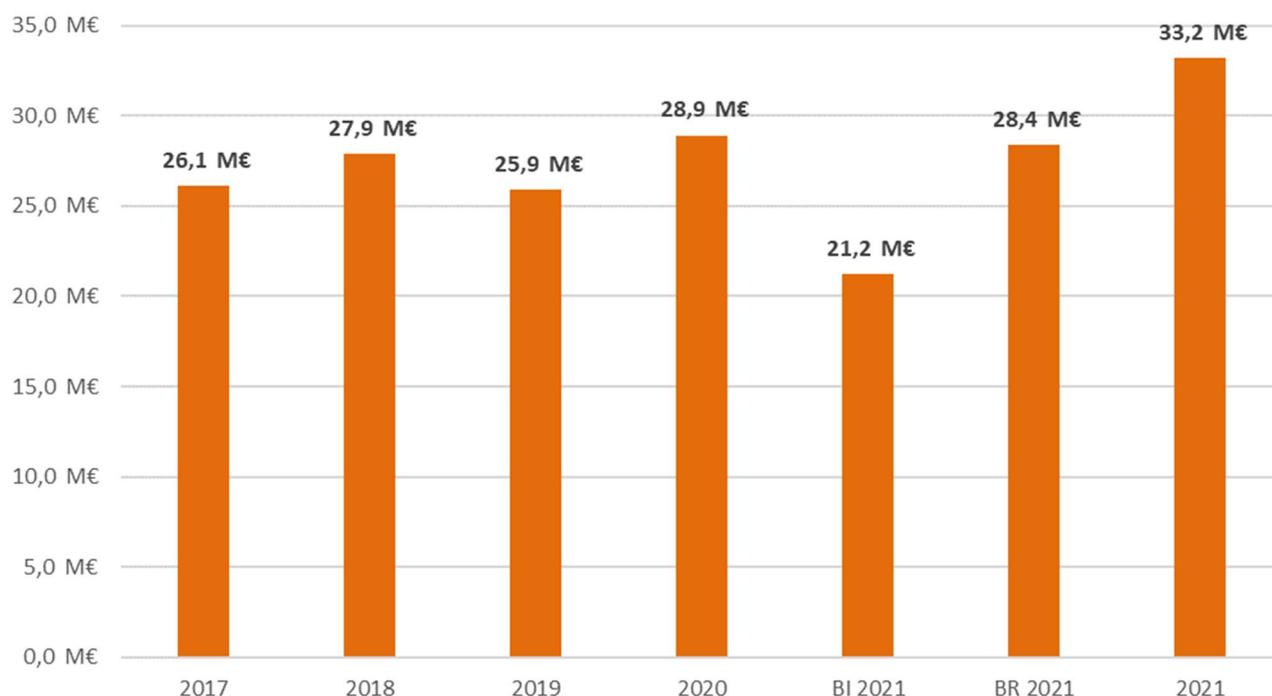


Figure 4 - Évolution de la trésorerie de l'Établissement depuis 2017

La trésorerie est en hausse de 4,2M€ en 2021 et atteint 33,2M€, son plus haut niveau. Cette évolution s'explique notamment par un solde budgétaire excédentaire de 4M€. La différence

entre le niveau de la trésorerie et celui du fonds de roulement entraîne un besoin en fonds de roulement de -11,5M€. Le besoin en fonds de roulement correspond à la somme que l'établissement doit financer pour couvrir le besoin résultant des décalages de trésorerie entre les entrées et les sorties. Le fait que l'indicateur soit négatif ne doit pas alerter dans la mesure où la trésorerie couvre largement les besoins.

### 4.3. Les ratios en comptabilité budgétaire

#### 4.3.1. Poids des dépenses de personnel

Ce ratio permet d'indiquer le degré de "rigidité" du budget lié à la part des dépenses destinées à la rémunération des personnels. Il se calcule à l'appui du tableau 2 des annexes réglementaires : dépenses de personnel / dépenses totales hors investissement.

2018	2019	2020	BI 2021	BR 2021	2021
78,3%	76,6%	76,8%	75,1%	75,3%	77,5%

Le transfert des CDSN depuis 2018 (importante charge de fonctionnement) fait baisser le poids des dépenses de personnel par rapport à l'ensemble des dépenses de l'établissement.

#### 4.3.2. Poids relatif des recettes propres

Cet indicateur mesure le degré de dépendance de l'établissement vis-à-vis des financements publics. Il se calcule à l'appui du tableau 2 des annexes réglementaires : recettes propres / total des recettes.

2018	2019	2020	BI 2021	BR 2021	2021
6,4%	6,3%	5,6%	5,7%	6,1%	4,9%

La SCSP est la principale ressource de l'établissement, ce qui explique logiquement une dépendance élevée aux financements publics. En 2021, les recettes propres fléchées générées par l'établissement ont été inférieures à la prévision du budget rectificatif, et la SCSP définitive s'est révélée plus élevée qu'au BR. Ce qui explique que le poids relatif des recettes propres 2021 soit inférieur à la prévision du budget rectificatif.

#### 4.3.3. Poids des crédits de paiement issus d'engagements pris antérieurement

Cet indicateur permet de préciser les hypothèses de budgétisation retenues pour déterminer le volume de crédits de paiement de l'année. Il permet également de mesurer le poids des décaissements "inévitables", car liés à des engagements déjà pris qu'il conviendra d'honorer quoiqu'il arrive, par rapport aux décaissements sur lesquels des marges de manœuvre

existent davantage. Le calcul est : montant des CP relatifs à des AE consommées sur exercices antérieurs / montant total des CP de l'année issu du tableau 2.

2018	2019	2020	BI 2021	BR 2021	2021
5,9%	6,2%	6,7%	5,6%	5,6%	5,7%

En 2021 le poids des crédits de paiement issus d'engagements antérieurs est conforme à la prévision du budget rectificatif. En 2021, l'Ecole avait moins d'engagements à dénouer liés aux années antérieures.

#### 4.3.4. Poids relatif des restes à payer

Ce ratio permet de mesurer le degré de rigidité de la dépense (hors dépenses de personnel) et l'inertie générée par les engagements pris au cours de l'exercice et des exercices précédents. Il se calcule comme tel : restes-à-payer (tous exercices confondus) issus du tableau de synthèse budgétaire et comptable / montant des CP de l'année hors personnel issu du tableau 2 en annexe.

2018	2019	2020	BI 2021	BR 2021	2021
126,5%	114,4%	117,8%	113,3%	98,9%	107,7%

Les restes à payer de notre établissement concernent majoritairement les engagements pris pour de nombreuses années, c'est le cas par exemple du loyer versé dans le cadre du contrat de partenariat qui s'étend sur plus de 25 ans ou encore les versements CDSN qui s'échelonnent sur trois exercices budgétaires pour chacune des promotions.

#### 4.3.5. Poids des charges à payer au sein des restes à payer

Il permet de mesurer le poids des charges à payer les plus imminents. Si le pourcentage est élevé, il doit attirer l'attention sur la capacité ou non de l'établissement à faire face à cette sortie de trésorerie à venir. Il se calcule ainsi : charges à payer issues de la balance de comptabilité générale / restes-à-payer issus du tableau de synthèse budgétaire et comptable.

2018	2019	2020	BI 2021	BR 2021	2021
8,8%	8,2%	6,4%	7,8%	6,3%	14,1%

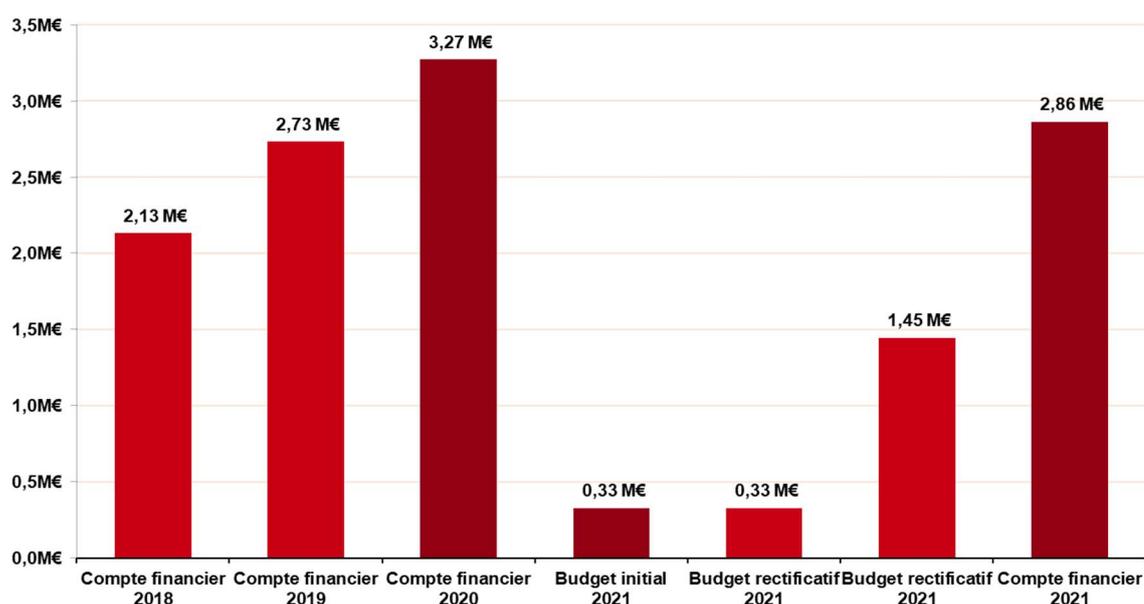
Le poids des charges à payer au sein des restes à payer 2021 est plus important que prévu en budget rectificatif, cela s'explique principalement par le fait que les dépenses liées à la promotion de CDSN 2021-2024 ont été inscrites en charges à payer. En effet, l'Ecole a été dans l'impossibilité de signer les conventions de versements avec les établissements partenaires (le nouveau montant relatif à la revalorisation des salaires des doctorants ayant été connu tardivement).

## 4.4. Le résultat

### De quoi parle-t-on ?

Le **résultat net comptable** correspond à la différence entre les produits et les charges (au sens comptable) de l'exercice. Il mesure les ressources nettes restant à l'établissement à l'issue de l'exercice.

**Calcul :** Montant des recettes de fonctionnement (classe 7) – Montant des dépenses de fonctionnement (classe 6)



Le résultat de l'ENS de Lyon est en diminution en 2021 par rapport à 2020 (-0,41M€). Il se rapproche de celui observé en 2019 et se maintient donc à un niveau élevé.

Lors du budget rectificatif, le résultat prévisionnel avait été évalué à 1,45M€. Il est finalement supérieur de 1,41M€ à cette prévision. Cet écart entre prévision et réalisation s'explique par divers facteurs.

Parmi les produits de fonctionnement ayant un impact sur le niveau du résultat, l'établissement a perçu 1,4M€ de SCSP qui n'avaient pas pu être prévus au budget rectificatif faute d'informations. De plus, une régularisation des cotisations UdL suite à un jugement du tribunal administratif a généré 0,5M€ de produits supplémentaires. En parallèle, quelques produits prévus au BR ne se sont pas totalement réalisés en exécution comme les droits d'inscription (-108k€) ou encore les loyers des résidences étudiantes (-64k€) par exemple.

En charges de personnel, la sous-exécution de la masse salariale Etat a entraîné un apport de 240k€ au résultat en 2021.

Quant aux charges de fonctionnement, la sous-exécution constatée pour environ 500k€ a été en partie compensée en 2021 par d'autres charges non prévues au BR en droits constatés, ce qui limite ainsi l'apport au résultat généré par la sous-exécution récurrente. Il s'agit notamment des charges du loyer du contrat de partenariat pour +214k€ (prise en compte de l'impact des FTM des années antérieures) ou encore des fluides pour +129k€. De plus, les reversements CDSN aux partenaires non réalisés ont été pour la première fois inscrits en charges à payer à comptabiliser (CAPAC) d'où des charges supplémentaires de +530k€ par rapport à la prévision du BR.

Enfin, la charge d'amortissement non neutralisée ainsi que les provisions et reprises sont supérieures de +239k€ en comparaison du BR.

En résumé, la variation du résultat de +1,4M€ par rapport au budget rectificatif s'explique par :

- des produits supplémentaires pour 1,8M€ (augmentation du résultat)
- une sous-exécution de personnel et fonctionnement d'environ 0,7M€ (augmentation du résultat)
- des charges supplémentaires à hauteur de 0,9M€ (diminution du résultat)
- une variation des amortissements et provisions de 0,2M€ (diminution du résultat)

## 4.5. La capacité d'autofinancement

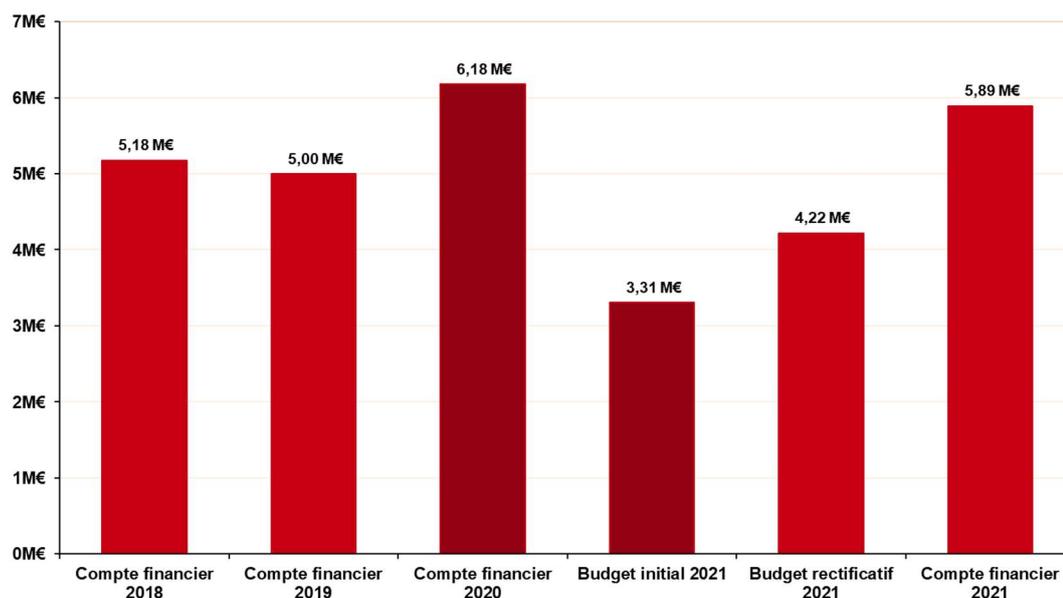
### De quoi parle-t-on ?

La **capacité d'autofinancement (CAF)** correspond à l'ensemble des ressources financières générées par les opérations de gestion de l'établissement et dont il pourrait disposer pour couvrir ses autres besoins. Elle mesure donc la capacité de ce dernier à financer, sur ses propres ressources, les besoins liés à son existence, tels que les investissements ou les remboursements de dettes.

### Calcul (méthode additive) :

Résultat net comptable

- + Charges calculées (amortissements et provisions)
- Reprise sur charges calculées (reprises sur amortissements - dotation sur amortissements)
- + Valeur nette comptable d'éléments d'actifs cédés
- Produits de cession d'éléments d'actif
- Quote-part des subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice



La capacité d'autofinancement de l'ENS de Lyon s'établit à 5,89M€ pour l'exercice 2021, en diminution de 0,29M€ par rapport à 2020. Cette évolution s'explique par la diminution du résultat comptable d'une part pour 408k€, et également par l'écart entre les charges non décaissables et les produits non encaissables d'autres part (amortissements, provisions, reprises sur provisions, quote-part de subvention d'investissement) qui a augmenté de 0,12M€.

## 4.6. Le fonds de roulement

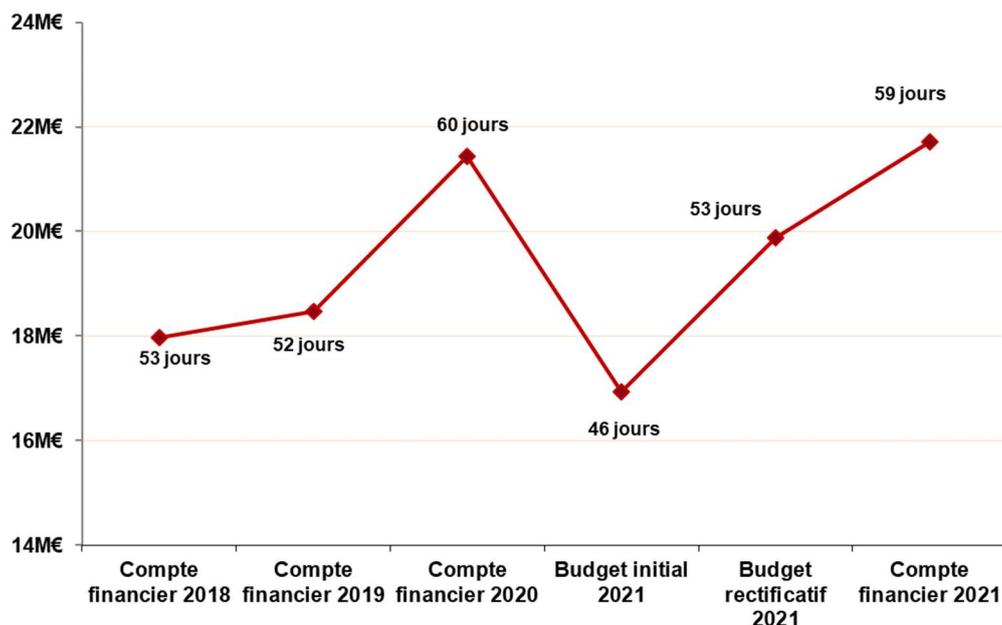
### De quoi parle-t-on ?

Le **fonds de roulement** constitue un excédent de ressources stables qui va permettre de financer une partie des besoins à court terme de l'établissement appelés autrement besoins en fonds de roulement.

En comptabilité budgétaire, il correspond à la somme des excédents que l'établissement a dégagé au cours du temps.

**Calcul** = Ressources stables (capitaux propres et provisions) – Actifs stables (actif immobilisé)

Si le fonds de roulement est positif, l'équilibre financier est donc respecté et l'établissement dispose grâce au fonds de roulement d'un excédent de ressources stables qui lui permettra de financer ses autres besoins de financement à court terme.



Le fonds de roulement de l'Ecole s'élève à 21,7M€ et couvre 59 jours de dépenses décaissables de fonctionnement, masse salariale comprise. Ce niveau est rassurant quant à la santé financière de l'établissement. L'ENS de Lyon est ainsi en mesure d'investir pour les exercices à venir et de faire ainsi face aux projets prévus sur les prochaines années.

L'ensemble de ces indicateurs pourraient être actualisés lors d'un budget rectificatif de reprogrammation en fin d'année.

## 4.7. Les ratios en comptabilité générale

Les ratios présentés sont des indicateurs d'analyse dont le ministère de l'action et des comptes publics recommande l'usage dans la circulaire des opérateurs transmise à chaque ministère. Le rectorat de l'académie de Lyon s'appuie également sur ces ratios afin d'apprécier la trajectoire financière et budgétaire de notre établissement.

Pour précision, certains de ces ratios sont déjà intégrés dans le corps de ce rapport et n'apparaissent donc pas dans ce paragraphe, comme le fonds de roulement en nombre de jours par exemple.

Les données utilisées pour calculer ces ratios sont celles issues du tableau 6 de situation patrimoniale, qui se trouve parmi les annexes réglementaires de ce rapport.

### 4.7.1. Poids des charges décaissables de fonctionnement général

Ce ratio mesure l'évolution dans le temps du poids relatif des charges de fonctionnement décaissables, hors charges de masse salariale. Il se calcule de la manière suivante : charges décaissables de fonctionnement / produits encaissables.

2018	2019	2020	BI 2021	BR 2021	2021
21,6%	22,5%	22,4%	25,3%	24,9%	23,9%

Depuis 2018, le poids des charges de fonctionnement augmente. Cela s'explique principalement par le transfert de l'Etat des financements relatifs aux CDSN, dont une grande partie est reversée en fonctionnement par l'ENS de Lyon aux établissements dans lesquels les doctorants vont effectuer leur thèse.

### 4.7.2. Dépendance aux financements de l'État

Cet indicateur mesure la dépendance de l'établissement à la subvention pour charges de service public et aux éventuelles autres subventions de l'État. Il se calcule de la manière suivante : ressources propres encaissables / produits encaissables. Une vigilance est à avoir si ce taux se situe entre 13% et 15%, et une alerte s'il est inférieur à 13%.

2018	2019	2020	BI 2021	BR 2021	2021
14,4%	15,9%	15,4%	17,1%	18,0%	16,3%

En 2021, les ressources propres encaissables représentent 16,3% des produits encaissables et sont donc en hausse en comparaison des exercices précédents. La dépendance de notre établissement aux financements de l'Etat est élevée, la subvention pour charges de service public (SCSP) étant la principale recette de l'Ecole.

### 4.7.3. Taux de déficit

Ce ratio éclaire sur l'envergure du résultat de l'établissement. Le mode de calcul pour déterminer cet indicateur est le suivant : résultat / total des recettes de la classe 7.

2018	2019	2020	BI 2021	BR 2021	2021
1,6%	2,0%	2,3%	0,2%	1,0%	2,0%

En 2021, cet indicateur est stable par rapport aux exercices précédents. Le résultat a un poids qui reste important par rapport à l'ensemble des produits de fonctionnement de l'établissement.

#### 4.7.4. Poids des charges de personnel

Ce ratio, appelé aussi taux de saturation, permet de mesurer le poids des charges de personnel par rapport à l'ensemble des produits encaissables de l'établissement. Une vigilance est à avoir si ce taux se situe entre 82% et 83%, et une alerte s'il dépasse 83%.

2018	2019	2020	BI 2021	BR 2021	2021
74,4%	73,7%	73,0%	72,3%	72,1%	71,8%

La tendance du poids des charges de personnel est à la baisse depuis 2018. Cet indicateur est toutefois à analyser avec précaution. En effet, le transfert des financements des CDSN par l'Etat augmente les produits de l'établissement, mais les dépenses de masse salariale n'augmentent pas en miroir puisque les versements aux établissements partenaires sont réalisés en fonctionnement. Hors CDSN le poids des charges de personnel est de 78% en 2021.

#### 4.7.5. Taux d'autofinancement

Ce ratio permet de mesurer l'amélioration ou la dégradation de la capacité d'autofinancement (CAF) par rapport à l'ensemble des produits encaissables. Une vigilance est à avoir si ce taux se situe entre 0,5% et 1%, et une alerte s'il est en dessous de 0,5%.

2018	2019	2020	BI 2021	BR 2021	2021
4,1%	3,8%	4,6%	2,4%	3,0%	4,3%

Le taux d'autofinancement 2021 est en-dessous des seuils de vigilance et d'alerte.

## 5. Annexes réglementaires

### 5.1. Annexe 1 : tableau des emplois

TABLEAU DES EMPLOIS - EXÉCUTION 2021					
CATEGORIES D'EMPLOIS	NATURE DES EMPLOIS		EMPLOIS - ARTICLE L7129		NOMBRE D'EMPLOIS
			EN ETPT	AUTRES EMPLOIS	EN ETPT
ENSEIGNANTS, ENSEIGNANTS-CHERCHEURS, CHERCHEURS	PERMANENTS	TITULAIRES	223,3		223,3
		CDI	1,0		1,0
	NON PERMANENTS	CDD	199,2	96,3	295,5
<b>SOUS TOTAL EC</b>			<b>423,5</b>	<b>96,3</b>	<b>519,8</b>
ELEVES FONCTIONNAIRES STAGIAIRES	PERMANENTS	TITULAIRES	885,6		885,6
		CDI	418,9		418,9
	NON PERMANENTS	CDD	74,0	49,8	74,0
<b>SOUS TOTAL BIATSS</b>			<b>515,2</b>	<b>49,8</b>	<b>565,0</b>
<b>TOTAL</b>			<b>1 824,3</b>	<b>146,1</b>	<b>1 970,4</b>
<b>PLAFOND DES EMPLOIS FIXÉS PAR L'ÉTAT</b>			<b>1 975</b>		
<b>AUTRES EMPLOIS</b>			<b>146,1</b>		
<b>PLAFOND GLOBAL DES EMPLOIS PROPOSÉ AU CONSEIL D'ADMINISTRATION</b>					<b>1 970,4</b>

## 5.2. Annexe 2 : tableau des autorisations budgétaires

### 5.2.1. Tableau des autorisations budgétaires établissement

Tableau 2 : Tableau des autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions de recettes et solde budgétaire Etablissement (ENS de Lyon + BDL)

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

	Dépenses						Recettes					
	Exécution 2020		BI 2021		BR 2021		Exécution 2021		BR 2021	Exécution 2021	TOTAL DES RECETTES	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP				
Personnel	88 851 977 €	96 897 740 €	100 376 237 €	100 376 237 €	100 891 619 €	100 891 619 €	99 974 022 €	99 986 473 €		128 867 192 €	128 867 192 €	Recettes globalisées
dont contributions employeur au CAS Pension	30 033 146 €	29 963 146 €	29 963 820 €	29 963 820 €	29 886 197 €	29 886 197 €	29 858 873 €	29 858 873 €		119 839 800 €	119 839 800 €	Subvention pour charges de service public
Infra-annuel	94 423 943 €	94 369 706 €	95 461 977 €	95 461 977 €	95 138 862 €	95 138 862 €	94 882 175 €	94 884 526 €		38 950 €	38 950 €	Autres financements de l'Etat
Pluri-annuel	4 528 034 €	4 528 034 €	4 894 260 €	4 894 260 €	5 752 757 €	5 752 757 €	5 091 847 €	5 091 847 €	130 000 €	141 081 €	141 081 €	Fiscalité affectée
Fonctionnement	28 230 688 €	28 798 156 €	32 759 588 €	33 282 029 €	34 050 531 €	33 030 126 €	25 754 983 €	29 041 730 €	2 927 416 €	3 241 714 €	3 241 714 €	Autres financements publics
Infra-annuel	15 699 405 €	15 532 723 €	17 546 241 €	17 228 569 €	18 156 636 €	17 603 901 €	17 030 776 €	16 896 530 €				Ressources propres
Pluri-annuel	12 540 284 €	14 265 433 €	15 213 347 €	16 053 460 €	15 894 673 €	15 426 225 €	8 724 208 €	13 145 440 €				
dont versements CDSN	8 345 232 €	11 128 668 €	10 636 060 €	11 054 208 €	12 231 622 €	10 745 788 €	4 254 432 €	10 058 681 €				
Investissement	5 354 737 €	5 071 859 €	5 805 149 €	5 911 484 €	8 092 467 €	8 813 221 €	7 695 016 €	6 832 808 €	13 941 756 €	10 945 374 €	10 945 374 €	Ressources fléchées
Infra-annuel	3 006 873 €	2 712 785 €	4 273 066 €	4 454 656 €	5 685 741 €	6 401 890 €	5 473 256 €	5 160 642 €	443 221 €	164 500 €	164 500 €	Financements de l'Etat fléchés
Pluri-annuel	2 347 864 €	2 359 074 €	1 532 081 €	1 456 828 €	2 206 726 €	2 411 241 €	2 221 762 €	1 652 166 €	11 996 582 €	9 589 218 €	9 589 218 €	Autres financements publics fléchés
TOTAL DES DEPENSES	132 657 403 €	133 767 755 €	138 940 974 €	139 569 750 €	143 034 617 €	142 734 966 €	133 424 021 €	135 861 012 €	142 593 904 €	139 912 566 €	139 912 566 €	TOTAL DES RECETTES
Solde budgétaire (excédent)		3 556 685 €						4 051 555 €	-2 199 241 €	-151 162 €		Solde budgétaire (déficit)

## 5.2.2. Tableau des autorisations budgétaires ENS de Lyon

Tableau 2 : Tableau des autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions de recettes et solde budgétaire ENS de Lyon

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

	Dépenses										Recettes			
	Exécution 2020		BI 2021		BR 2021		Exécution 2021		Exécution 2021	BR 2021	BI 2021	Exécution 2020	TOTAL DES RECETTES	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP						
Personnel	98 928 905 €	98 874 667 €	100 331 237 €	100 331 237 €	100 845 619 €	100 845 619 €	99 931 030 €	99 943 481 €	127 581 987 €	127 581 987 €	127 581 987 €	127 903 401 €	Recettes globalisées	
dont contributions employeur au CAS Pension	30 033 146 €	30 033 146 €	29 963 820 €	29 963 820 €	29 886 197 €	29 886 197 €	29 868 873 €	29 868 873 €	117 435 164 €	117 435 164 €	117 435 164 €	118 875 881 €		Subvention pour charges de service public
Infra-annuel	94 420 085 €	94 365 847 €	95 446 977 €	95 446 977 €	95 092 862 €	95 092 862 €	94 839 183 €	94 851 634 €	9 950 €	9 950 €	9 950 €	38 950 €	Autres financements de l'Etat	
Pluri-annuel	4 508 820 €	4 508 820 €	4 884 260 €	4 884 260 €	5 752 757 €	5 752 757 €	5 091 847 €	5 091 847 €	130 000 €	140 000 €	140 000 €	141 081 €	Fiscalité affectée	
Fonctionnement	27 254 838 €	28 826 934 €	31 757 914 €	32 280 355 €	33 044 510 €	32 018 648 €	24 751 802 €	28 063 651 €	2 514 576 €	2 837 613 €	2 837 613 €	3 152 968 €	Autres financements publics	
Infra-annuel	14 714 554 €	14 561 500 €	16 554 567 €	16 236 695 €	17 153 209 €	16 595 795 €	16 030 969 €	14 911 893 €	6 423 301 €	7 159 260 €	7 159 260 €	5 694 521 €	Ressources propres	
Pluri-annuel	12 540 284 €	14 265 433 €	15 203 347 €	16 043 660 €	15 891 301 €	15 422 853 €	8 720 833 €	13 142 068 €						
dont reversements CDSN	8 945 232 €	11 128 568 €	10 636 080 €	11 054 209 €	12 231 492 €	10 745 788 €	4 254 432 €	10 058 681 €	9 983 797 €	13 941 756 €	13 941 756 €	10 945 374 €	Ressources flechées	
Investissement	5 345 959 €	5 049 043 €	5 768 149 €	5 874 484 €	8 038 718 €	8 759 472 €	7 644 877 €	6 785 325 €	359 381 €	443 221 €	443 221 €	164 500 €	Financements de l'Etat flechés	
Infra-annuel	2 998 095 €	2 689 869 €	4 236 868 €	4 417 656 €	5 831 992 €	6 348 231 €	5 423 115 €	5 133 159 €	8 179 086 €	11 996 582 €	11 996 582 €	9 589 218 €	Autres financements publics flechés	
Pluri-annuel	2 347 864 €	2 359 074 €	1 532 081 €	1 456 828 €	2 206 726 €	2 411 241 €	2 221 762 €	1 652 166 €	1 445 330 €	1 501 953 €	1 501 953 €	1 191 657 €	Autres recettes flechées	
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>	<b>131 529 701 €</b>	<b>132 750 643 €</b>	<b>137 857 300 €</b>	<b>138 486 076 €</b>	<b>141 928 847 €</b>	<b>141 623 738 €</b>	<b>132 327 709 €</b>	<b>134 782 457 €</b>	<b>136 329 389 €</b>	<b>141 623 779 €</b>	<b>141 623 779 €</b>	<b>138 848 776 €</b>	<b>TOTAL DES RECETTES</b>	
<b>Solde budgétaire (excédent)</b>		<b>3 578 746 €</b>						<b>4 066 319 €</b>	<b>-2 146 297 €</b>	<b>-99 996 €</b>			<b>Solde budgétaire (déficit)</b>	

### 5.2.3. Tableau des autorisations budgétaires BDL

Tableau 2 : Tableau des autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions de recettes et solde budgétaire BDL.

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Dépenses	Exécution 2020										BI 2021				BR 2021				Exécution 2021				Recettes									
	AE		CP		AE		CP		AE		CP		AE		CP		AE		CP		AE		CP		Exécution 2021		TOTAL DES RECETTES					
Personnel	23 072 €	23 072 €			45 000 €	45 000 €			46 000 €	46 000 €			46 000 €	46 000 €			42 992 €	42 992 €			1 030 730 €	1 060 061 €			1 060 061 €	1 063 791 €			Recettes globalisées			
dont contributions employeur CAS Pension																					936 930 €	957 458 €			963 919 €				Subvention pour charges de service public			
Infra-annuel	3 858 €	3 858 €			35 000 €	35 000 €			46 000 €	46 000 €			46 000 €	46 000 €			42 992 €	42 992 €												Autres financements de l'Etat		
Pluri-annuel	19 214 €	19 214 €			10 000 €	10 000 €			0 €	0 €			0 €	0 €			0 €	0 €												Fiscalité affectée		
Fonctionnement	976 851 €	971 223 €			1 001 674 €	1 001 674 €			1 006 021 €	1 011 478 €			1 011 478 €	1 003 181 €			988 079 €	988 079 €			12 800 €	12 800 €			11 126 €					Autres financements publics		
Infra-annuel	976 851 €	971 223 €			991 674 €	991 674 €			1 002 649 €	1 008 106 €			1 008 106 €	998 809 €			984 707 €	984 707 €													Ressources propres	
Pluri-annuel	0 €	0 €			10 000 €	10 000 €			3 372 €	3 372 €			3 372 €	3 372 €			3 372 €	3 372 €														
Investissement	8 779 €	22 816 €			37 000 €	37 000 €			53 749 €	53 749 €			53 749 €	50 139 €			47 483 €	47 483 €														Ressources fléchées
Infra-annuel	8 779 €	22 816 €			37 000 €	37 000 €			53 749 €	53 749 €			53 749 €	50 139 €			47 483 €	47 483 €														Financements de l'Etat fléchés
Pluri-annuel					0 €	0 €			0 €	0 €			0 €	0 €			0 €	0 €														Autres financements publics fléchés
																																Autres recettes fléchées
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>	<b>1 007 701 €</b>	<b>1 017 111 €</b>			<b>1 083 674 €</b>	<b>1 083 674 €</b>			<b>1 105 770 €</b>	<b>1 111 227 €</b>			<b>1 111 227 €</b>	<b>1 096 313 €</b>			<b>1 078 655 €</b>	<b>1 078 655 €</b>			<b>1 030 730 €</b>	<b>1 060 061 €</b>			<b>1 063 791 €</b>					<b>TOTAL DES RECETTES</b>		
<b>Solde budgétaire (excédent)</b>																																<b>Solde budgétaire (déficit)</b>
																																<b>-44 764 €</b>
																																<b>-51 166 €</b>
																																<b>-52 944 €</b>
																																<b>-23 061 €</b>

## 5.3. Annexe 3 : tableau des dépenses par destination et des recettes par origine

### 5.3.1. Tableau des dépenses par destination et des recettes par origine établissement

Tableau 3 : Tableau des dépenses par destination établissement (ENS de Lyon + BDL)

POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
<b>Formation initiale et continue</b>	<b>21 478 807 €</b>	<b>5 352 129 €</b>	<b>10 485 366 €</b>	<b>10 416 153 €</b>	<b>10 416 153 €</b>	<b>26 935 089 €</b>	<b>32 068 554 €</b>	
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence	971 752 €	511 673 €	285 471 €	0 €	0 €	1 483 425 €	1 257 223 €	
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	15 039 497 €	669 872 €	650 767 €	104 153 €	104 153 €	15 813 522 €	15 794 417 €	
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat	5 467 558 €	4 170 584 €	9 549 127 €	0 €	0 €	9 638 142 €	15 016 914 €	
D105 - Bibliothèques et documentation	5 062 680 €	1 019 636 €	1 004 534 €	50 139 €	47 483 €	6 132 456 €	6 114 698 €	
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	3 148 975 €	1 740 728 €	1 680 438 €	1 418 349 €	865 612 €	6 308 053 €	5 895 025 €	
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	2 599 004 €	229 374 €	213 488 €	111 887 €	107 985 €	2 940 264 €	2 920 477 €	
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	4 342 771 €	985 105 €	936 084 €	1 380 641 €	1 246 049 €	6 708 517 €	6 524 904 €	
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	1 765 282 €	305 385 €	291 838 €	324 632 €	319 205 €	2 395 279 €	2 376 328 €	
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	7 390 350 €	767 767 €	714 829 €	126 888 €	126 902 €	8 285 005 €	8 232 080 €	
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transverse	2 841 118 €	1 838 607 €	1 531 455 €	1 316 735 €	1 303 246 €	6 096 460 €	5 675 819 €	
D113 - Diffusion des savoirs et musées	2 481 113 €	201 280 €	236 820 €	162 552 €	108 247 €	2 844 945 €	2 826 180 €	
D114 - Immobilier	1 269 812 €	7 228 654 €	5 729 648 €	1 532 957 €	1 514 443 €	10 031 623 €	8 513 903 €	
D115 - Pilotage et support	46 777 924 €	5 478 321 €	5 708 894 €	1 122 407 €	1 043 115 €	53 378 652 €	53 541 756 €	
<b>Étudiants</b>	<b>816 185 €</b>	<b>507 817 €</b>	<b>508 338 €</b>	<b>43 675 €</b>	<b>46 365 €</b>	<b>1 367 677 €</b>	<b>1 371 287 €</b>	
D201 - Aides directes aux étudiants	33 515 €	363 776 €	364 466 €	0 €	0 €	397 291 €	398 381 €	
D202 - Aides indirectes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	782 670 €	144 041 €	143 872 €	43 675 €	46 365 €	970 387 €	972 906 €	
<b>Total</b>	<b>99 974 022 €</b>	<b>25 754 983 €</b>	<b>29 041 730 €</b>	<b>7 695 016 €</b>	<b>6 632 808 €</b>	<b>133 424 021 €</b>	<b>135 861 012 €</b>	
						<b>SOLDE BUDGETAIRE (excédent)</b>	<b>4 051 585 €</b>	

Tableau 3 : Tableau des recettes par origine établissement (ENS de Lyon + BDL)

## POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

	Recettes globalisées					Recettes fléchées			Total
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
Subvention pour charges de service public	119 839 800 €					120 000 €			119 959 800 €
Droits d'inscription					651 561 €	0 €	0 €	0 €	651 561 €
Formation continue, diplômes propres et VAE					95 332 €	0 €	0 €	0 €	95 332 €
Taxe d'apprentissage					15 695 €	0 €	0 €	0 €	15 695 €
Contrats et prestations de recherche hors ANR					902 188 €	0 €	0 €	76 604 €	978 792 €
Valorisation					61 274 €	0 €	0 €	0 €	61 274 €
ANR investissements d'avenir				69 000 €		0 €	1 248 736 €	0 €	1 317 736 €
ANR hors investissements d'avenir				741 685 €		0 €	3 338 117 €	0 €	4 079 802 €
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région				0 €		0 €	137 381 €	0 €	137 381 €
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne				0 €		0 €	3 614 204 €	0 €	3 614 204 €
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres		38 950 €		2 431 029 €	0 €	44 500 €	1 115 910 €	0 €	3 630 389 €
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs		0 €		0 €	5 000 €	0 €	0 €	900 012 €	905 012 €
Autres recettes			141 081 €	0 €	3 974 597 €	0 €	134 870 €	215 041 €	4 465 588 €
<b>Total</b>	<b>119 839 800 €</b>	<b>38 950 €</b>	<b>141 081 €</b>	<b>3 241 714 €</b>	<b>5 705 647 €</b>	<b>164 500 €</b>	<b>9 589 218 €</b>	<b>1 191 657 €</b>	<b>139 912 566 €</b>

### 5.3.2. Tableau des dépenses par destination et des recettes par origine ENS de Lyon

Tableau 3 : Tableau des dépenses par destination ENS de Lyon

POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE = CP	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
<b>Formation initiale et continue</b>	<b>21 478 807 €</b>	<b>21 479 035 €</b>	<b>5 352 129 €</b>	<b>10 485 366 €</b>	<b>104 153 €</b>	<b>104 153 €</b>	<b>26 935 089 €</b>	<b>32 068 554 €</b>
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence	971 752 €	971 752 €	511 673 €	285 471 €			1 483 425 €	1 257 223 €
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	15 039 497 €	15 039 497 €	669 872 €	650 767 €	104 153 €	104 153 €	15 813 522 €	15 794 417 €
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat	5 467 558 €	5 467 786 €	4 170 584 €	9 549 127 €			9 638 142 €	15 016 914 €
D105 - Bibliothèques et documentation	5 019 688 €	5 019 688 €	16 455 €	16 455 €			5 036 143 €	5 036 143 €
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	3 148 975 €	3 148 975 €	1 740 728 €	1 680 438 €	1 418 349 €	865 612 €	6 308 053 €	5 695 025 €
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	2 599 004 €	2 599 004 €	229 374 €	213 488 €	111 887 €	107 986 €	2 940 264 €	2 920 477 €
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	4 342 771 €	4 342 771 €	985 105 €	936 084 €	1 380 641 €	1 246 049 €	6 708 517 €	6 524 904 €
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies								
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	1 765 282 €	1 765 282 €	305 365 €	291 838 €	324 632 €	319 208 €	2 395 279 €	2 376 328 €
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	7 390 350 €	7 390 350 €	767 767 €	714 829 €	126 888 €	126 902 €	8 285 005 €	8 232 080 €
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	2 841 118 €	2 841 118 €	1 938 607 €	1 531 455 €	1 316 735 €	1 303 246 €	6 096 460 €	5 675 819 €
D113 - Diffusion des savoirs et musées	2 481 113 €	2 481 113 €	201 280 €	236 820 €	162 552 €	108 247 €	2 844 945 €	2 826 180 €
D114 - Immobilier	1 269 812 €	1 269 812 €	7 228 854 €	5 729 648 €	1 532 957 €	1 514 443 €	10 031 623 €	8 513 903 €
D115 - Pilotage et support	46 777 924 €	46 789 747 €	5 478 321 €	5 708 894 €	1 122 407 €	1 043 115 €	53 378 652 €	53 541 756 €
<b>Étudiants</b>	<b>816 185 €</b>	<b>816 585 €</b>	<b>507 817 €</b>	<b>508 338 €</b>	<b>43 675 €</b>	<b>46 365 €</b>	<b>1 367 677 €</b>	<b>1 371 287 €</b>
D201 - Aides directes aux étudiants	33 515 €	33 915 €	363 776 €	364 466 €			397 291 €	398 381 €
D202 - Aides indirectes							0 €	0 €
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	782 670 €	782 670 €	144 041 €	143 872 €	43 675 €	46 365 €	970 387 €	972 906 €
<b>Total</b>	<b>99 931 030 €</b>	<b>99 943 481 €</b>	<b>24 751 802 €</b>	<b>28 053 651 €</b>	<b>7 644 877 €</b>	<b>6 785 325 €</b>	<b>132 327 709 €</b>	<b>134 782 457 €</b>
							<b>SOLDE BUDGETAIRE (excédent)</b>	<b>4 066 319 €</b>

Tableau 3 : Tableau des recettes par origine ENS de Lyon

## POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

	Recettes globalisées						Recettes fléchées				Total
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées			
Subvention pour charges de service public	118 875 881 €					120 000 €					118 995 881 €
Droits d'inscription					651 561 €						651 561 €
Formation continue, diplômes propres et VAE					95 332 €						95 332 €
Taxe d'apprentissage					15 695 €						15 695 €
Contrats et prestations de recherche hors ANR					902 188 €				76 604 €		978 792 €
Valorisation					61 274 €						61 274 €
ANR investissements d'avenir				69 000 €					1 248 736 €		1 317 736 €
ANR hors investissements d'avenir				741 685 €					3 338 117 €		4 079 802 €
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région									137 381 €		137 381 €
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne									3 614 204 €		3 614 204 €
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres		38 950 €		2 342 283 €		44 500 €			1 115 910 €		3 541 643 €
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs					5 000 €				900 012 €		905 012 €
Autres recettes			141 081 €		3 963 471 €				134 870 €	215 041 €	4 454 462 €
<b>Total</b>	<b>118 875 881 €</b>	<b>38 950 €</b>	<b>141 081 €</b>	<b>3 152 968 €</b>	<b>5 694 521 €</b>	<b>164 500 €</b>	<b>9 589 218 €</b>	<b>1 191 657 €</b>	<b>138 948 776 €</b>		

## 5.3.3. Tableau des dépenses par destination et des recettes par origine BDL

Tableau 3 : Tableau des dépenses par destination BDL

POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE = CP	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Formation initiale et continue	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence								
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master								
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat								
D105 - Bibliothèques et documentation	42 992 €	42 992 €	1 003 181 €	988 079 €	50 139 €	47 483 €	1 096 313 €	1 078 555 €
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé								
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies								
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur								
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies								
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement								
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société								
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale								
D113 - Diffusion des savoirs et musées								
D114 - Immobilier								
D115 - Pilotage et support								
Étudiants	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
D201 - Aides directes aux étudiants								
D202 - Aides indirectes								
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives								
<b>Total</b>	<b>42 992 €</b>	<b>42 992 €</b>	<b>1 003 181 €</b>	<b>988 079 €</b>	<b>50 139 €</b>	<b>47 483 €</b>	<b>1 096 313 €</b>	<b>1 078 555 €</b>
							<b>SOLDE BUDGETAIRE (déficit)</b>	<b>-14 764 €</b>

Tableau 3 : Tableau des recettes par origine BDL

**POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

	Recettes globalisées							Recettes fléchées			Total
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées			
Subvention pour charges de service public	963 919 €										963 919 €
Droits d'inscription											0 €
Formation continue, diplômes propres et VAE											0 €
Taxe d'apprentissage											0 €
Contrats et prestations de recherche hors ANR											0 €
Valorisation											0 €
ANR investissements d'avenir											0 €
ANR hors investissements d'avenir											0 €
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région											0 €
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne											0 €
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres				88 746 €							88 746 €
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs											0 €
Autres recettes					11 126 €						11 126 €
<b>Total</b>	<b>963 919 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>88 746 €</b>	<b>11 126 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>1 063 791 €</b>



## 5.4.2. Tableau d'équilibre financier ENS de Lyon

Tableau 4 : Tableau d'équilibre financier ENS de Lyon

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

	Besoins (utilisation des financements)				Financements (couverture des besoins)			
	Exécution 2020	BI 2021	BR 2021	Exécution 2021	Exécution 2020	BI 2021	BR 2021	Exécution 2021
Solde budgétaire (déficit) *		2 146 297 €	99 996 €		3 578 746 €			4 066 319 €
<i>dont solde budgétaire budget principal</i>								<i>dont solde budgétaire budget principal</i>
<i>dont solde budgétaire budget du SAIC</i>								<i>dont solde budgétaire budget du SAIC</i>
<i>dont solde budgétaire FU</i>								<i>dont solde budgétaire FU</i>
<i>dont solde budgétaire BAI</i>								<i>dont solde budgétaire BAI</i>
<i>dont solde budgétaire SIE (BDL)</i>								<i>dont solde budgétaire SIE (BDL)</i>
Remboursements d'emprunts - Cautions résidences étudiantes	192 356 €	195 000 €	195 000 €	180 028 €	181 270 €	195 000 €	195 000 €	178 649 €
Opérations au nom et pour le compte de tiers (décaissements de l'exercice)	4 115 054 €	3 566 254 €	3 890 858 €	4 267 545 €	3 596 712 €	3 113 925 €	3 515 257 €	3 676 144 €
Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)	-48 469 €			-111 265 €	-3 217 €			647 852 €
<b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme</b>	<b>4 258 941 €</b>	<b>5 907 551 €</b>	<b>4 185 854 €</b>	<b>4 336 308 €</b>	<b>7 353 511 €</b>	<b>3 308 925 €</b>	<b>3 710 257 €</b>	<b>8 568 964 €</b>
<b>Variation de trésorerie</b>	<b>3 094 570 €</b>			<b>4 232 656 €</b>		<b>2 598 626 €</b>	<b>475 597 €</b>	
<i>dont Abondement de la trésorerie fléchée</i>	1 846 686 €		2 424 345 €	2 387 122 €		71 543 €		<i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée</i>
<i>dont Abondement de la trésorerie disponible (non fléchée)</i>	1 247 884 €			1 845 534 €		2 527 083 €	2 899 942 €	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie disponible (non fléchée)</i>
<b>TOTAL DES BESOINS</b>	<b>7 353 511 €</b>	<b>5 907 551 €</b>	<b>4 185 854 €</b>	<b>8 568 964 €</b>	<b>7 353 511 €</b>	<b>5 907 551 €</b>	<b>4 185 854 €</b>	<b>8 568 964 €</b>
<b>TOTAL DES FINANCEMENTS</b>								

## 5.4.3. Tableau d'équilibre financier BDL

Tableau 4 : Tableau d'équilibre financier BDL

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Besoins (utilisation des financements)					Financements (couverture des besoins)				
	Exécution 2020	BI 2021	BR 2021	Exécution 2021	Exécution 2020	BI 2021	BR 2021	Exécution 2021	
Solde budgétaire (déficit)	23 061 €	52 944 €	51 166 €	14 764 €					Solde budgétaire (excédent)
dont solde budgétaire budget principal									dont solde budgétaire budget principal
dont solde budgétaire budget du SAIC									dont solde budgétaire budget du SAIC
dont solde budgétaire FU									dont solde budgétaire FU
dont solde budgétaire BAI									dont solde budgétaire BAI
dont solde budgétaire SIE									dont solde budgétaire SIE (BDL)
Remboursements d'emprunts									Nouveaux emprunts
Opérations au nom et pour le compte de tiers (décaissements de l'exercice)	79 124 €	90 000 €	90 000 €	82 628 €	66 597 €	100 000 €	100 000 €	65 186 €	Opérations au nom et pour le compte de tiers (encaissements de l'exercice)
Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)	-32 485 €			-34 478 €					Autres encaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)
<b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme</b>	<b>69 700 €</b>	<b>142 944 €</b>	<b>141 166 €</b>	<b>62 914 €</b>	<b>66 597 €</b>	<b>100 000 €</b>	<b>100 000 €</b>	<b>65 186 €</b>	<b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme</b>
<b>Variation de trésorerie</b>				<b>2 272 €</b>	<b>3 103 €</b>	<b>42 944 €</b>	<b>41 166 €</b>		<b>Variation de trésorerie</b>
dont Abondement de la trésorerie fléchée					19 214 €	20 000 €	3 372 €	3 372 €	dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée
dont Abondement de la trésorerie disponible (non fléchée)	16 111 €			5 644 €		22 944 €	37 794 €		dont Prélèvement sur la trésorerie disponible (non fléchée)
<b>TOTAL DES BESOINS</b>	<b>69 700 €</b>	<b>142 944 €</b>	<b>141 166 €</b>	<b>65 186 €</b>	<b>69 700 €</b>	<b>142 944 €</b>	<b>141 166 €</b>	<b>65 186 €</b>	<b>TOTAL DES FINANCEMENTS</b>

## 5.5. Annexe 5 : tableau des opérations pour compte de tiers

### 5.5.1. Tableau des opérations pour compte de tiers établissement

**Tableau 5 : Tableau des opérations pour le compte de tiers Établissement (ENS de Lyon et BDL)**

**POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Suivi des opérations au nom et pour le compte de tiers Établissement (ENS de Lyon et BDL)

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Décaissements	Encaissements
Bourses Aide à la mobilité internationale	C 46711	AMI	16 400 €	51 200 €
TVA	C 445	TVA	2 902 353 €	2 326 804 €
Inscriptions banque d'épreuves littéraires	C47312	BEL	588 903 €	588 903 €
Retraite additionnelle de la fonction publique	C47311	RAFP	12 314 €	11 831 €
Reversements partenaires - contrats de recherche	C4675/4434	Reversements	830 203 €	762 592 €
<b>TOTAL</b>			<b>4 350 179 €</b>	<b>3 741 330 €</b>

Nous constatons un décalage entre les encaissements et les décaissements sur les opérations suivantes :

- Bourses AMI : les versements de bourses mobilité ont été moindres en 2021 par rapport aux encaissements, en raison de la crise sanitaire.
- TVA : La TVA décaissée est plus importante que la TVA encaissée ; elle correspond à la TVA déductible sur dépenses qui est plus importante que la TVA collectée.
- Retraite additionnelle de la fonction publique : les décaissements sont liés aux déclarations de cotisations RAFP et des encaissements sont postérieurs aux déclarations.
- Reversements partenaires - contrats de recherche : il s'agit de contrats pluriannuels et le décalage est lié aux modalités de reversement prévues par les financeurs et la mise en place des conventions de reversements

## 5.5.2. Tableau des opérations pour compte de tiers ENS de Lyon

Tableau 5 : Tableau des opérations pour le compte de tiers ENS de Lyon

## POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Suivi des opérations au nom et pour le compte de tiers - ENS de Lyon

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Décaissements	Encaissements
Bourses Aide à la mobilité internationale	C 46711	AMI	16 400 €	51 200 €
TVA	C 445	TVA	2 819 725 €	2 261 618 €
Inscriptions banque d'épreuves littéraires	C47312	BEL	588 903 €	588 903 €
Retraite supplémentaire de la fonction publique	C47311	RAFP	12 314 €	11 831 €
Reversements partenaires - contrats de recherche	C4675/4434	Reversements	830 203 €	762 592 €
<b>TOTAL</b>			<b>4 267 545 €</b>	<b>3 676 144 €</b>

## 5.5.3. Tableau des opérations pour compte de tiers BDL

Tableau 5 : Tableau des opérations pour le compte de tiers BDL

## POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Suivi des opérations au nom et pour le compte de tiers - BDL

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Décaissements	Encaissements
Bourses Aide à la mobilité internationale	C 46711	AMI		
TVA	C 445	TVA	82 628 €	65 186 €
Inscriptions banque d'épreuves littéraires	C47312	BEL		
Reversements partenaires - contrats de recherche	C4675/4434	Reversements		
<b>TOTAL</b>			<b>82 628 €</b>	<b>65 186 €</b>

## 5.6. Annexe 6 : tableau de situation patrimoniale

### 5.6.1. Tableau de situation patrimoniale établissement

Tableau 6 : Tableau de situation patrimoniale Etablissement (EN6 de Lyon-BDU)

Compte de résultat	CHARGES		Evolution 2020		Evolution 2021		Evolution 2021		Evolution 2021	
	Evolution 2020	BI 2021	BR 2021	Evolution 2021	Evolution 2021	Evolution 2021	Evolution 2021	Evolution 2021	Evolution 2021	
Personnel	98 174 208 €	96 181 323 €	99 806 449 €	98 704 666 €	118 962 196 €	118 354 556 €	118 518 622 €	120 123 173 €		
dont charges de pensions civiles*	30 033 146 €	29 969 820 €	29 986 191 €	29 869 873 €	136 758 €	130 000 €	140 000 €	141 031 €		
Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention	38 336 669 €	42 491 532 €	42 331 649 €	41 048 748 €	9 291 803 €	10 025 136 €	11 813 695 €	10 700 207 €		
<b>TOTAL DES CHARGES (1)</b>	<b>136 510 877 €</b>	<b>141 672 855 €</b>	<b>142 140 098 €</b>	<b>139 753 404 €</b>	<b>139 783 481 €</b>	<b>142 000 978 €</b>	<b>143 585 351 €</b>	<b>142 617 663 €</b>		
Résultat prévisionnel / bénéfice (3) = (2) - (1)	3 272 574 €	328 123 €	1 445 253 €	2 864 259 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3)</b>	<b>139 783 481 €</b>	<b>142 000 978 €</b>	<b>143 585 351 €</b>	<b>142 617 663 €</b>	<b>139 783 481 €</b>	<b>142 000 978 €</b>	<b>143 585 351 €</b>	<b>142 617 663 €</b>		

\* il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

Calcul de la capacité d'auto-financement (CAF)

	Evolution 2020	Evolution 2021	Evolution 2021	Evolution 2021
Résultat prévisionnel de l'exercice	3 272 574 €	328 123 €	1 445 253 €	2 864 259 €
+ bénéfices (3)				
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	8 252 926 €	7 768 907 €	7 900 348 €	8 165 650 €
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	5 336 663 €	4 790 100 €	5 126 450 €	5 136 340 €
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	38 950 €	0 €	0 €	0 €
- produits de cession d'éléments d'actifs	49 200 €	0 €	0 €	0 €
- rattachement des subventions d'investissement versées au résultat de l'exercice	0 €	0 €	0 €	0 €
<b>= CAF**</b>	<b>6 178 587 €</b>	<b>3 306 930 €</b>	<b>4 220 151 €</b>	<b>5 893 570 €</b>

\*\* capacité d'auto-financement ou insuffisance d'auto-financement

Evolution de la situation patrimoniale en droits constatés

	Evolution 2020	Evolution 2021	Evolution 2021	Evolution 2021
<b>EMPLOIS</b>				
Insuffisance d'auto-financement*	0 €	0 €	0 €	0 €
Investissements	5 177 988 €	6 011 484 €	8 307 951 €	7 055 061 €
Remboursement des dettes financières	192 366 €	195 000 €	195 000 €	182 936 €
Augmentation des dettes financières				
Augmentation des dettes financières				
Variation des stocks (comptes 39 et 49)	104 843 €	0 €	0 €	-39 109 €
Variation dépréciation de créances	55 783 €			-33 624 €
Produits divers de gestion courante	49 200 €			0 €
<b>TOTAL DES EMPLOIS (6)</b>	<b>5 370 344 €</b>	<b>6 206 484 €</b>	<b>8 502 951 €</b>	<b>7 238 696 €</b>
Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)	<b>2 955 858 €</b>			<b>280 709 €</b>
<b>RESSOURCES</b>				
Capacité d'auto-financement*	6 178 587 €	3 306 930 €	4 220 151 €	5 893 570 €
Financement de l'actif par l'Etat	242 000 €	0 €	0 €	1 291 €
Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	1 174 516 €	1 083 815 €	2 068 642 €	1 486 241 €
Autres ressources	340 023 €	508 082 €	468 470 €	29 420 €
Augmentation des dettes financières	181 270 €	195 000 €	195 000 €	181 557 €
Variation des stocks (comptes 39 et 49)	104 843 €	0 €	0 €	-39 109 €
Variation dépréciation de créances	55 783 €			-33 624 €
Produits divers de gestion courante	49 200 €			0 €
<b>TOTAL DES RESSOURCES (8)</b>	<b>8 926 202 €</b>	<b>6 093 827 €</b>	<b>6 959 263 €</b>	<b>7 919 305 €</b>
Diminution du fonds de roulement (8) = (8)-(7)		<b>1 112 657 €</b>	<b>1 556 888 €</b>	

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

	Evolution 2020	Evolution 2021	Evolution 2021	Evolution 2021
<b>VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : Augmentation (8)</b>	<b>2 865 858 €</b>	<b>-1 112 657 €</b>	<b>-1 562 688 €</b>	<b>280 709 €</b>
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	-135 009 €	1 528 913 €	-1 035 925 €	-3 954 219 €
Variation de la TRESORERIE : Augmentation	3 091 466 €	-2 641 570 €	-516 783 €	4 234 928 €
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	21 435 333 €	16 830 489 €	16 802 645 €	21 716 042 €
Niveau du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	-7 515 893 €	-2 282 610 €	-8 551 818 €	-11 470 112 €
Niveau de la TRESORERIE	28 951 228 €	21 193 090 €	28 434 463 €	33 186 154 €

\*\* montant issu du tableau "équilibre financier"

### 5.6.2. Tableau de situation patrimoniale ENS de Lyon

Tableau 6 : Tableau de situation patrimoniale ENS de Lyon

**POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Compte de résultat

	Exécution 2020	BI 2021	BR 2021	Exécution 2021	PRODUITS	Exécution 2020	BI 2021	BR 2021	Exécution 2021
<b>CHARGES</b>									
Personnel	98 145 741 €	99 136 323 €	99 762 449 €	98 668 157 €	Subventions de l'Etat	118 074 618 €	117 416 605 €	117 561 364 €	119 169 254 €
dont charges de pensions civiles*	30 033 146 €	29 893 820 €	29 886 197 €	29 858 873 €	Fiscalité affectée	136 758 €	130 000 €	140 000 €	141 031 €
Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention	37 345 850 €	41 460 621 €	41 289 035 €	40 019 281 €	Autres subventions	9 174 831 €	9 904 136 €	11 689 510 €	10 611 461 €
<b>TOTAL DES CHARGES (1)</b>	<b>135 491 592 €</b>	<b>140 696 944 €</b>	<b>141 051 484 €</b>	<b>138 686 447 €</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS (2)</b>	<b>138 764 165 €</b>	<b>140 925 607 €</b>	<b>142 498 737 €</b>	<b>141 580 706 €</b>
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	3 272 574 €	328 123 €	1 442 253 €	2 864 259 €	Résultat prévisionnel : déficit (3) = (2) - (1)				
<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3)</b>	<b>138 764 165 €</b>	<b>140 925 067 €</b>	<b>142 496 737 €</b>	<b>141 550 706 €</b>	<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3)</b>	<b>138 764 165 €</b>	<b>140 925 067 €</b>	<b>142 496 737 €</b>	<b>141 580 706 €</b>

\* Il s'agit des sous-catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	Exécution 2020	BI 2021	BR 2021	Exécution 2021
<b>Résultat prévisionnel de l'exercice</b>	3 272 574 €	328 123 €	1 442 253 €	2 864 259 €
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	8 221 731 €	7 739 970 €	7 689 212 €	8 137 221 €
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	5 339 608 €	4 786 919 €	5 122 289 €	5 133 159 €
+ valeur nette comptable des éléments d'actif cédés	38 950 €			
- produits de cession d'éléments d'actifs	49 200 €			
- quote-part des subventions d'investissement versées au résultat de l'exercice				
<b>= CAF*</b>	<b>6 153 447 €</b>	<b>3 280 874 €</b>	<b>4 192 196 €</b>	<b>5 868 321 €</b>

\* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

Evolution de la situation patrimoniale en droits constatés

	Exécution 2020	BI 2021	BR 2021	Exécution 2021
<b>EMPLOIS</b>				
Insuffisance d'autofinancement*				
Investissements	5 155 172 €	5 974 464 €	8 294 202 €	7 065 176 €
Remboursement des dettes financières	192 356 €	195 000 €	195 000 €	182 936 €
<b>TOTAL DES EMPLOIS (5)</b>	<b>5 347 528 €</b>	<b>6 169 464 €</b>	<b>8 449 202 €</b>	<b>7 191 113 €</b>
<b>Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)</b>	<b>2 955 534 €</b>			<b>285 477 €</b>
<b>RESSOURCES</b>				
Capacité d'autofinancement*	6 153 447 €	3 280 874 €	4 192 196 €	5 868 321 €
Financement de l'actif par l'Etat	242 000 €	0 €	0 €	1 251 €
Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	1 174 516 €	1 083 815 €	2 066 042 €	1 486 241 €
Autres ressources	340 023 €	508 882 €	468 470 €	29 420 €
Augmentation des dettes financières	181 270 €	195 000 €	195 000 €	181 557 €
Variation des stocks	104 843 €			539 109 €
Variation dépréciation de créances	55 763 €			533 624 €
Produits divers de gestion courante	49 200 €			-17 487 €
<b>TOTAL DES RESSOURCES (6)</b>	<b>8 301 062 €</b>	<b>5 067 771 €</b>	<b>6 922 308 €</b>	<b>7 476 580 €</b>
<b>Diminution du fonds de roulement (8) = (6)-(7)</b>		<b>1 101 715 €</b>		<b>1 588 894 €</b>

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

	Exécution 2020	BI 2021	BR 2021	Exécution 2021
<b>VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : Augmentation (8)</b>	2 955 534 €	-1 101 715 €	-1 528 894 €	285 477 €
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	-141 036 €	1 406 913 €	-1 051 207 €	-3 947 179 €
Variation de la TRESORERIE : Augmentation	3 094 570 €	-2 506 626 €	-475 597 €	4 232 656 €
Niveau de FONDS DE ROULEMENT	21 187 782 €	16 694 642 €	19 660 888 €	21 473 259 €
Niveau de BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	-7 522 023 €	-4 288 739 €	-8 573 320 €	-11 469 202 €
Niveau de la TRESORERIE	28 709 805 €	20 983 381 €	28 234 208 €	32 942 461 €

### 5.6.3. Tableau de situation patrimoniale BDL

Tableau 6 : Tableau de situation patrimoniale BDL

**POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Compte de résultat

	Exécution 2020	BI 2021	BR 2021	Exécution 2021	PRODUITS	Exécution 2020	BI 2021	BR 2021	Exécution 2021
<b>CHARGES</b>									
Personnel	28 467 €	45 000 €	46 000 €	36 500 €	Subventions de l'Etat	887 578 €	938 800 €	957 458 €	963 919 €
dont charges de pensions civiles*					Facilités affectées				
Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention	980 819 €	1 030 911 €	1 042 614 €	1 030 458 €	Autres subventions	117 072 €	121 000 €	115 175 €	88 746 €
<b>TOTAL DES CHARGES (1)</b>	<b>1 019 286 €</b>	<b>1 075 911 €</b>	<b>1 088 614 €</b>	<b>1 066 957 €</b>	Autres produits	14 836 €	15 981 €	15 981 €	14 292 €
Résultat prévisionnel : bénéfice (2) = (2) - (1)	0 €	0 €	0 €	0 €	<b>TOTAL DES PRODUITS (2)</b>	<b>1 019 286 €</b>	<b>1 075 911 €</b>	<b>1 088 614 €</b>	<b>1 066 957 €</b>
<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	<b>1 019 286 €</b>	<b>1 075 911 €</b>	<b>1 088 614 €</b>	<b>1 066 957 €</b>	Résultat prévisionnel : déficit (3) = (2) - (1)	0 €	0 €	0 €	0 €
					<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3)</b>	<b>1 019 286 €</b>	<b>1 075 911 €</b>	<b>1 088 614 €</b>	<b>1 066 957 €</b>

\* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributeurs employeur au CAS Pensions.

**Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)**

	Exécution 2020	BI 2021	BR 2021	Exécution 2021
<b>Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))</b>	0 €	0 €	0 €	0 €
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	31 195 €	20 237 €	31 136 €	28 420 €
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	6 065 €	3 181 €	3 181 €	3 181 €
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés				
- produits de cession d'éléments d'actifs				
- quote-part des subventions d'investissement versée au résultat de l'exercice				
<b>= CAF ou IAF*</b>	<b>25 140 €</b>	<b>26 056 €</b>	<b>27 955 €</b>	<b>25 248 €</b>
<b>* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement</b>				

**Évolution de la situation patrimoniale en droits constatés**

	Exécution 2020	BI 2021	BR 2021	Exécution 2021
<b>EMPLOIS</b>				
Insuffisance d'autofinancement				
Investissements	22 816 €	37 000 €	53 749 €	47 483 €
<b>TOTAL DES EMPLOIS (5)</b>	<b>22 816 €</b>	<b>37 000 €</b>	<b>53 749 €</b>	<b>47 483 €</b>
<b>Augmentation du fonds de roulement (7) = (6) / (5)</b>	<b>2 324 €</b>			
<b>RESSOURCES</b>				
Capacité d'autofinancement*	25 140 €	26 056 €	27 955 €	25 248 €
Financement de l'Etat				
Financement de l'Etat par l'Etat				
Autres ressources				
Augmentation des dettes financières				
Variation des stocks (comptes 39 et 49)				
Variation d'apport de créances				
Produits divers de gestion courante				
<b>TOTAL DES RESSOURCES (6)</b>	<b>25 140 €</b>	<b>26 056 €</b>	<b>27 955 €</b>	<b>25 248 €</b>
<b>Diminution du fonds de roulement (8) = (5) / (6)</b>		<b>10 944 €</b>	<b>25 794 €</b>	<b>4 768 €</b>

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

	Exécution 2020	BI 2021	BR 2021	Exécution 2021
<b>VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : Diminution (8)</b>	2 324 €	-10 944 €	-25 794 €	-4 768 €
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	5 427 €	32 000 €	15 372 €	-7 040 €
Variation de la TRESORERIE : Augmentation	-3 103 €	-42 944 €	-41 166 €	2 272 €
Niveau de FONDS DE ROULEMENT	247 551 €	235 638 €	221 757 €	242 783 €
Niveau de BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	6 130 €	26 126 €	21 502 €	-910 €
Niveau de la TRESORERIE	241 421 €	209 709 €	200 255 €	243 693 €

\* : montant issu du tableau "équilibre financier"

## 5.7. Annexe 7 : tableau présentant le plan de trésorerie

Tableau présentant le plan de trésorerie

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de la trésorerie annuelle
<b>POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION</b>													
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	28 951 226 €	50 398 326 €	41 127 559 €	32 878 630 €	23 503 923 €	45 117 909 €	34 956 659 €	72 960 079 €	57 438 287 €	47 374 046 €	55 262 003 €	53 551 496 €	
<i>dont placements</i>	0												
<b>ENCAISSEMENTS</b>													
<b>A1. Recettes budgétaires globales</b>	0 €	596 585 €	30 946 537 €	665 280 €	30 457 505 €	1 397 268 €	41 908 586 €	365 956 €	794 313 €	18 912 879 €	1 099 962 €	1 822 321 €	128 967 192 €
Subvention pour charges de service public	0 €	0 €	29 441 035 €	0 €	29 304 724 €	555 000 €	41 205 465 €	0 €	0 €	18 409 941 €	0 €	923 635 €	119 839 800 €
Autres financements de l'Etat	0 €	0 €	9 950 €	0 €	0 €	0 €	3 500 €	0 €	25 500 €	0 €	0 €	0 €	38 950 €
Fiscalité affectée	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	102 105 €	0 €	0 €	38 976 €	0 €	0 €	141 081 €
Autres financements publics	0 €	0 €	1 004 597 €	118 746 €	689 818 €	428 242 €	290 206 €	127 659 €	15 568 €	104 600 €	121 370 €	340 908 €	3 241 714 €
Recettes propres	0 €	596 585 €	490 955 €	546 534 €	462 963 €	414 026 €	307 310 €	238 297 €	753 245 €	359 362 €	978 592 €	567 779 €	5 705 647 €
<b>A2. Recettes budgétaires flechées</b>	0 €	440 293 €	1 087 340 €	123 732 €	561 216 €	1 643 949 €	917 250 €	658 057 €	864 640 €	1 871 390 €	381 277 €	2 416 332 €	10 945 374 €
Financements de l'Etat flechés	0 €	0 €	0 €	0 €	116 250 €	0 €	0 €	0 €	44 500 €	0 €	0 €	3 750 €	164 500 €
Autres financements publics flechés	0 €	288 148 €	818 370 €	57 408 €	303 116 €	1 562 284 €	913 465 €	658 057 €	722 349 €	1 792 425 €	221 957 €	2 251 641 €	9 589 218 €
Recettes propres flechées	0 €	152 145 €	248 971 €	66 324 €	141 850 €	81 564 €	3 785 €	0 €	97 791 €	78 966 €	159 320 €	160 941 €	1 191 657 €
<b>A3. Opérations non budgétaires</b>	30 897 296 €	455 605 €	-29 319 900 €	873 104 €	472 137 €	-941 000 €	129 750 €	752 312 €	1 412 481 €	-668 692 €	751 824 €	-247 088 €	4 567 631 €
Nouveaux emprunts - cautions des résidences étudiantes	2 801 €	2 735 €	2 225 €	0 €	342 €	0 €	0 €	101 745 €	60 373 €	6 648 €	1 425 €	355 €	178 649 €
Opérations gérées en compte de tiers	591 232 €	878 €	50 170 €	21 843 €	32 252 €	3 968 €	-1 307 €	359 €	514 €	12 208 €	130 €	701 980 €	1 414 526 €
TVA encasée	0 €	761 147 €	41 999 €	48 120 €	336 900 €	34 912 €	18 631 €	412 272 €	27 349 €	26 283 €	26 635 €	592 556 €	2 326 804 €
Autres encaissements sur comptes de tiers	30 303 263 €	-309 155 €	-29 414 294 €	803 141 €	102 643 €	-979 880 €	112 426 €	237 937 €	1 324 245 €	-714 131 €	723 635 €	-1 541 978 €	647 852 €
<b>A. TOTAL</b>	30 897 296 €	1 492 483 €	2 693 978 €	1 662 116 €	31 490 859 €	2 100 116 €	42 855 586 €	1 776 325 €	3 071 433 €	20 115 577 €	2 233 083 €	3 991 566 €	144 480 397 €
<b>DECAISSEMENTS</b>													
<b>B1. Enveloppes hors recettes flechées</b>	1 089 367 €	2 376 414 €	17 710 847 €	10 220 662 €	1 412 662 €	17 824 058 €	12 273 187 €	921 111 €	19 452 737 €	11 018 014 €	11 385 162 €	21 615 176 €	127 299 388 €
Personnel	2 829 €	14 722 €	15 402 579 €	7 775 698 €	9 187 €	15 452 401 €	8 048 605 €	4 417 €	15 473 641 €	7 802 501 €	8 023 313 €	16 883 732 €	94 894 626 €
Fonctionnement	910 166 €	2 288 630 €	1 941 860 €	2 271 115 €	1 040 803 €	2 529 529 €	3 397 409 €	915 642 €	3 603 374 €	2 151 953 €	2 357 214 €	3 476 760 €	26 884 455 €
Intervention	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Investissement	176 372 €	73 061 €	366 408 €	173 850 €	362 862 €	-157 872 €	826 172 €	1 052 €	375 722 €	1 063 561 €	1 004 636 €	1 264 684 €	5 520 307 €
<b>B2. Dépenses sur recettes flechées</b>	49 730 €	129 551 €	895 580 €	801 951 €	153 185 €	1 432 296 €	670 529 €	37 539 €	1 553 887 €	640 029 €	672 791 €	1 524 556 €	8 561 624 €
Personnel	0 €	0 €	922 162 €	427 843 €	0 €	843 808 €	439 350 €	0 €	828 630 €	392 925 €	339 802 €	897 327 €	5 091 847 €
Fonctionnement	36 651 €	103 395 €	113 902 €	292 235 €	123 040 €	204 786 €	222 450 €	31 196 €	225 769 €	186 918 €	222 462 €	384 762 €	2 157 275 €
Intervention	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Investissement	13 080 €	26 156 €	-140 484 €	81 873 €	30 145 €	383 692 €	8 729 €	6 343 €	499 488 €	60 486 €	110 527 €	232 467 €	1 312 502 €
<b>B3. Opérations non budgétaires</b>	8 311 098 €	8 257 265 €	-7 663 520 €	14 210 €	8 311 035 €	-6 994 988 €	-7 991 550 €	16 339 466 €	-7 870 950 €	569 578 €	-8 114 382 €	1 217 176 €	4 384 458 €
Nouveaux emprunts - cautions des résidences étudiantes	4 991 €	8 635 €	4 046 €	7 526 €	18 685 €	46 018 €	81 789 €	4 465 €	1 025 €	1 407 €	1 441 €	0 €	180 028 €
Opérations gérées en compte de tiers	0 €	1 600 €	117 929 €	1 040 €	10 000 €	592 966 €	11 847 €	0 €	3 045 €	0 €	3 526 €	705 877 €	1 447 620 €
TVA décaissée	135 736 €	132 940 €	142 429 €	214 288 €	161 692 €	155 321 €	321 732 €	36 569 €	383 232 €	272 351 €	399 419 €	536 645 €	2 902 353 €
Autres décaissements sur comptes de tiers	8 170 371 €	8 114 109 €	-7 927 924 €	-208 644 €	8 120 661 €	-7 789 289 €	-8 406 918 €	16 298 431 €	-8 268 252 €	295 919 €	-8 518 768 €	-25 945 €	-145 743 €
<b>B. TOTAL</b>	9 450 196 €	10 763 250 €	10 942 907 €	11 036 823 €	9 876 872 €	12 261 366 €	4 952 166 €	17 298 117 €	13 135 674 €	12 227 621 €	3 943 570 €	24 356 908 €	140 245 469 €
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	21 447 100 €	-9 270 767 €	-8 248 929 €	-9 374 707 €	21 613 986 €	-10 161 250 €	38 003 420 €	-15 521 792 €	-10 064 241 €	7 887 956 €	-1 710 507 €	-20 366 342 €	4 234 928 €
<b>SOLDE CUMULE (1) + (2)</b>	50 398 326 €	41 127 559 €	32 878 630 €	23 503 923 €	45 117 909 €	34 956 659 €	72 960 079 €	57 438 287 €	47 374 046 €	55 262 003 €	53 551 496 €	53 551 496 €	33 186 154 €
													2 383 750 €
													185 373 €
													dont trésorerie sur op. non budgétaires = A3-B3
													dont trésorerie flechée = A2 - B2

## 5.8. Annexe 8 : tableau des opérations liées aux recettes fléchées

Tableau 8 - EPSCP  
Opérations liées aux recettes fléchées

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi des opérations liées aux recettes fléchées \*

Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)	Antérieures à N non dénouées	N	N+1	N+2	N+3
		4 995 989 €	2 383 750 €	-3 637 004 €	-2 856 310 €
<b>Recettes fléchées (b)</b>	<b>24 144 656 €</b>	<b>10 945 374 €</b>	<b>9 457 851 €</b>	<b>7 966 347 €</b>	<b>3 946 017 €</b>
Financements de l'État fléchés	928 174 €	164 500 €	324 699 €	120 150 €	70 200 €
Autres financements publics fléchés	19 323 329 €	9 899 216 €	8 343 168 €	7 132 202 €	3 646 817 €
Recettes propres fléchées	3 893 154 €	1 091 657 €	769 984 €	704 998 €	228 000 €
<b>Dépenses sur recettes fléchées (c)</b>	<b>19 148 667 €</b>	<b>8 561 624 €</b>	<b>13 094 855 €</b>	<b>10 822 657 €</b>	<b>4 219 288 €</b>
Personnel					
AE=CP	10 252 731 €	5 091 847 €	5 798 596 €	4 391 284 €	2 184 737 €
Fonctionnement et intervention					
AE	6 836 358 €	2 251 249 €	3 435 075 €	3 350 331 €	2 008 411 €
CP	5 724 222 €	2 197 275 €	3 665 980 €	3 352 217 €	2 015 581 €
Investissement					
AE	3 193 817 €	2 084 231 €	5 598 912 €	1 060 223 €	18 000 €
CP	3 171 714 €	1 312 502 €	3 630 309 €	3 079 156 €	18 000 €
<b>Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)</b>	<b>4 995 989 €</b>	<b>2 383 750 €</b>	<b>-3 637 004 €</b>	<b>-2 856 310 €</b>	<b>-272 271 €</b>

X repris au tableau "Equilibre financier" en (a)

# 5.9. Annexe 9 : tableau agrégé des opérations pluriannuelles

Tableau 9 - EPS-CP  
Tableau agrégé des opérations pluriannuelles

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

A - Dépenses

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement				Crédits de paiement				Restes		
		AE consommées au titre des années antérieures	AE nouvelles ouvertes en année n	AE reprises ou reprogrammées en année n	Total des AE consommées en Famille n	CP consommés au titre des années antérieures	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reprises ou reprogrammées en année n	CP nouveaux ouverts en année n	Total des CP consommés en Famille n	Restes à engager en fin d'exercice en Famille n (AE)
Contrats ANR commençaient en 2012	164 296 €	146 081 €	0 €	18 215 €	164 296 €	146 081 €	0 €	18 215 €	0 €	146 081 €	18 215 €	0 €
Contrats ANR commençaient en 2014	642 427 €	642 427 €	0 €	0 €	1 304 854 €	642 427 €	0 €	662 427 €	0 €	1 304 854 €	642 427 €	0 €
Contrats ANR commençaient en 2015	1 503 201 €	1 403 201 €	0 €	100 000 €	3 006 402 €	1 503 201 €	0 €	1 503 201 €	0 €	3 006 402 €	1 503 201 €	0 €
Contrats ANR commençaient en 2017	971 935 €	511 699 €	0 €	460 236 €	1 943 870 €	511 699 €	0 €	1 432 171 €	0 €	1 943 870 €	511 699 €	0 €
Contrats ANR commençaient en 2018	2 899 798 €	1 270 050 €	0 €	1 629 748 €	5 849 596 €	1 270 050 €	0 €	4 579 540 €	0 €	5 849 596 €	1 270 050 €	0 €
Contrats ANR commençaient en 2019	1 501 000 €	1 079 500 €	0 €	421 500 €	3 079 500 €	1 079 500 €	0 €	2 000 000 €	0 €	3 079 500 €	1 079 500 €	0 €
Contrats ANR commençaient en 2020	4 031 844 €	1 000 000 €	0 €	3 031 844 €	8 063 688 €	1 000 000 €	0 €	7 063 688 €	0 €	8 063 688 €	1 000 000 €	0 €
Contrats ANR commençaient en 2021	200 000 €	0 €	0 €	200 000 €	400 000 €	0 €	0 €	400 000 €	0 €	400 000 €	0 €	0 €
Contrats ANR commençaient en 2022	1 970 000 €	538 238 €	0 €	1 431 762 €	3 941 738 €	538 238 €	0 €	3 403 500 €	0 €	3 941 738 €	538 238 €	0 €
Contrats Investissement Avenir commençaient en 2018	9 647 799 €	230 056 €	0 €	9 417 743 €	19 265 598 €	230 056 €	0 €	18 995 542 €	0 €	19 265 598 €	230 056 €	0 €
Contrats Investissement Avenir commençaient en 2020	7 199 359 €	0 €	0 €	7 199 359 €	14 398 718 €	0 €	0 €	14 398 718 €	0 €	14 398 718 €	0 €	0 €
Contrats Investissement Avenir commençaient en 2021	530 174 €	231 744 €	0 €	298 430 €	231 744 €	0 €	827 604 €	0 €	1 059 348 €	231 744 €	0 €	
Contrats Européens commençaient en 2016	211 000 €	207 426 €	0 €	3 574 €	418 426 €	207 426 €	0 €	211 000 €	0 €	418 426 €	207 426 €	0 €
Contrats Européens commençaient en 2017	2 782 249 €	1 075 191 €	0 €	1 707 058 €	4 564 440 €	1 075 191 €	0 €	3 489 249 €	0 €	4 564 440 €	1 075 191 €	0 €
Contrats Européens commençaient en 2018	1 428 249 €	262 124 €	0 €	1 166 125 €	2 594 374 €	262 124 €	0 €	1 332 250 €	0 €	2 594 374 €	262 124 €	0 €
Contrats Européens commençaient en 2019	1 008 370 €	37 340 €	0 €	971 030 €	2 008 710 €	37 340 €	0 €	1 971 370 €	0 €	2 008 710 €	37 340 €	0 €
Contrats Européens commençaient en 2020	4 187 269 €	0 €	0 €	4 187 269 €	8 374 538 €	0 €	0 €	8 374 538 €	0 €	8 374 538 €	0 €	0 €
Contrats Région commençaient en 2017	220 000 €	114 201 €	0 €	105 799 €	225 999 €	114 201 €	0 €	111 798 €	0 €	225 999 €	114 201 €	0 €
Contrats Région commençaient en 2018	645 535 €	262 204 €	0 €	383 331 €	1 028 866 €	262 204 €	0 €	766 662 €	0 €	1 028 866 €	262 204 €	0 €
Contrats Région commençaient en 2019	1 070 117 €	234 252 €	0 €	835 865 €	1 539 234 €	234 252 €	0 €	1 304 982 €	0 €	1 539 234 €	234 252 €	0 €
Contrats Région commençaient en 2020	1 829 974 €	0 €	0 €	1 829 974 €	3 659 948 €	0 €	0 €	3 659 948 €	0 €	3 659 948 €	0 €	0 €
Contrats Région commençaient en 2021	152 900 €	0 €	0 €	152 900 €	305 800 €	0 €	0 €	305 800 €	0 €	305 800 €	0 €	0 €
Contrats Fondations commençaient en 2019	2 359 472 €	945 649 €	0 €	1 413 823 €	4 773 321 €	945 649 €	0 €	3 827 672 €	0 €	4 773 321 €	945 649 €	0 €
Contrats Fondations commençaient en 2018	1 428 569 €	327 622 €	0 €	1 100 947 €	2 529 116 €	327 622 €	0 €	2 201 494 €	0 €	2 529 116 €	327 622 €	0 €
Contrats Fondations commençaient en 2017	567 300 €	30 925 €	0 €	536 375 €	1 103 675 €	30 925 €	0 €	1 072 750 €	0 €	1 103 675 €	30 925 €	0 €
Contrats Fondations commençaient en 2022	204 934 €	0 €	0 €	204 934 €	409 868 €	0 €	0 €	409 868 €	0 €	409 868 €	0 €	0 €
Contrats LEI - IEP	751 250 €	171 024 €	0 €	580 226 €	1 322 276 €	171 024 €	0 €	1 151 252 €	0 €	1 322 276 €	171 024 €	0 €
Autres subventions publiques, organismes et collectifs	5 173 000 €	2 137 582 €	0 €	3 035 418 €	10 308 418 €	2 137 582 €	0 €	8 170 836 €	0 €	10 308 418 €	2 137 582 €	0 €
Autofinancement	662 234 €	380 815 €	0 €	281 419 €	1 324 468 €	380 815 €	0 €	943 653 €	0 €	1 324 468 €	380 815 €	0 €
<b>Total contrats de recherche</b>	<b>69 948 968 €</b>	<b>17 319 779 €</b>	<b>0 €</b>	<b>52 629 189 €</b>	<b>117 568 968 €</b>	<b>17 319 779 €</b>	<b>0 €</b>	<b>100 249 189 €</b>	<b>0 €</b>	<b>117 568 968 €</b>	<b>17 319 779 €</b>	<b>0 €</b>
CRSN 2018-2021	10 220 997 €	10 720 997 €	0 €	0 €	20 941 994 €	10 720 997 €	0 €	10 220 997 €	0 €	20 941 994 €	10 720 997 €	0 €
CRSN 2019-2022	11 372 424 €	11 372 424 €	0 €	0 €	22 744 848 €	11 372 424 €	0 €	11 372 424 €	0 €	22 744 848 €	11 372 424 €	0 €
CRSN 2020-2023	1 425 341 €	914 242 €	0 €	511 099 €	2 850 682 €	914 242 €	0 €	1 936 440 €	0 €	2 850 682 €	914 242 €	0 €
CRSN 2021-2024	14 273 241 €	0 €	0 €	14 273 241 €	28 546 482 €	0 €	0 €	28 546 482 €	0 €	28 546 482 €	0 €	0 €
Contrats Investissement Avenir commençaient en 2017	49 000 €	36 072 €	0 €	12 928 €	85 972 €	36 072 €	0 €	49 000 €	0 €	85 972 €	36 072 €	0 €
Contrats Investissement Avenir commençaient en 2018	153 972 €	36 499 €	0 €	117 473 €	270 471 €	36 499 €	0 €	233 972 €	0 €	270 471 €	36 499 €	0 €
Contrats Investissement Avenir commençaient en 2019	1 428 569 €	30 012 €	0 €	1 398 557 €	2 827 126 €	30 012 €	0 €	2 797 114 €	0 €	2 827 126 €	30 012 €	0 €
Contrats Investissement Avenir commençaient en 2020	150 000 €	4 626 €	0 €	145 374 €	305 776 €	4 626 €	0 €	301 150 €	0 €	305 776 €	4 626 €	0 €
Contrats Région commençaient en 2017	65 000 €	20 852 €	0 €	44 148 €	109 148 €	20 852 €	0 €	88 296 €	0 €	109 148 €	20 852 €	0 €
Contrats Région commençaient en 2018	40 000 €	16 856 €	0 €	23 144 €	56 856 €	16 856 €	0 €	40 000 €	0 €	56 856 €	16 856 €	0 €
Contrats Région commençaient en 2019	80 000 €	32 728 €	0 €	47 272 €	92 728 €	32 728 €	0 €	60 000 €	0 €	92 728 €	32 728 €	0 €
Contrats Région commençaient en 2020	80 000 €	32 728 €	0 €	47 272 €	92 728 €	32 728 €	0 €	60 000 €	0 €	92 728 €	32 728 €	0 €
Contrats Région commençaient en 2021	70 000 €	11 000 €	0 €	59 000 €	111 000 €	11 000 €	0 €	100 000 €	0 €	111 000 €	11 000 €	0 €
Contrats Européens commençaient en 2012	10 000 €	10 000 €	0 €	0 €	20 000 €	10 000 €	0 €	10 000 €	0 €	20 000 €	10 000 €	0 €
Contrats Européens commençaient en 2013	40 000 €	40 000 €	0 €	0 €	80 000 €	40 000 €	0 €	40 000 €	0 €	80 000 €	40 000 €	0 €
Contrats Européens commençaient en 2014	40 000 €	40 000 €	0 €	0 €	80 000 €	40 000 €	0 €	40 000 €	0 €	80 000 €	40 000 €	0 €
Contrats LEI	24 500 €	39 728 €	0 €	15 228 €	64 228 €	39 728 €	0 €	24 500 €	0 €	64 228 €	39 728 €	0 €
Autres subventions publiques, organismes et collectifs	31 000 €	130 584 €	0 €	199 584 €	370 584 €	130 584 €	0 €	240 000 €	0 €	370 584 €	130 584 €	0 €
<b>Total crédits d'engagement</b>	<b>44 249 998 €</b>	<b>30 362 970 €</b>	<b>0 €</b>	<b>13 887 028 €</b>	<b>84 636 998 €</b>	<b>30 362 970 €</b>	<b>0 €</b>	<b>54 274 028 €</b>	<b>0 €</b>	<b>84 636 998 €</b>	<b>13 887 028 €</b>	<b>0 €</b>
Plan Campus DESORATES	3 947 000 €	3 947 000 €	0 €	0 €	7 894 000 €	3 947 000 €	0 €	3 947 000 €	0 €	7 894 000 €	3 947 000 €	0 €
Restaurateur DEL	366 581 €	427 549 €	0 €	60 968 €	854 670 €	427 549 €	0 €	427 549 €	0 €	854 670 €	427 549 €	0 €
<b>Total programmes pluriannuels d'investissement</b>	<b>4 414 581 €</b>	<b>4 274 549 €</b>	<b>0 €</b>	<b>130 536 €</b>	<b>8 748 670 €</b>	<b>4 274 549 €</b>	<b>0 €</b>	<b>4 174 598 €</b>	<b>0 €</b>	<b>8 748 670 €</b>	<b>4 274 549 €</b>	<b>0 €</b>
Loyer contrat de par en par	26 639 593 €	27 415 441 €	0 €	2 215 152 €	56 270 186 €	27 415 441 €	0 €	28 854 739 €	0 €	56 270 186 €	27 415 441 €	0 €
<b>Contrats de partenariat public-privé</b>	<b>26 666 186 €</b>	<b>27 415 441 €</b>	<b>0 €</b>	<b>2 215 152 €</b>	<b>56 296 782 €</b>	<b>27 415 441 €</b>	<b>0 €</b>	<b>29 069 477 €</b>	<b>0 €</b>	<b>56 296 782 €</b>	<b>27 415 441 €</b>	<b>0 €</b>
<b>Total</b>	<b>152 311 467 €</b>	<b>79 371 939 €</b>	<b>0 €</b>	<b>73 939 528 €</b>	<b>301 022 934 €</b>	<b>79 371 939 €</b>	<b>0 €</b>	<b>221 650 995 €</b>	<b>0 €</b>	<b>301 022 934 €</b>	<b>79 371 939 €</b>	<b>0 €</b>

pour information, répartition des opérations pluriannuelles par enveloppe :

31 024 personnel	10 220 997 €
31 025 matériel	10 220 997 €
31 026 matériel	10 220 997 €
31 028 matériel	10 220 997 €
31 029 matériel	10 220 997 €
31 024 non personnel	7 488 165 €

**B - Recettes**

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Montant	Financements extérieurs		Restes à encaisser
				Encaissements au titre des années antérieures	Encaissements pour l'année n	
Contrats ANR commençant en 2012	(1)	(14)	(15)-(1)-(14)	(16)	(17)	(18)-(15)-(16)-(17)
Contrats ANR commençant en 2013	164 298 €	0 €	164 298 €	131 436 €	20 488 €	12 374 €
Contrats ANR commençant en 2014	670 764 €	0 €	670 764 €	541 826 €	56 882 €	72 256 €
Contrats ANR commençant en 2015	1 500 342 €	0 €	1 500 342 €	1 221 985 €	175 856 €	102 501 €
Contrats ANR commençant en 2016	1 398 811 €	0 €	1 398 811 €	1 119 049 €	154 421 €	154 421 €
Contrats ANR commençant en 2017	971 395 €	0 €	971 395 €	638 087 €	139 026 €	194 282 €
Contrats ANR commençant en 2018	2 399 738 €	0 €	2 399 738 €	1 775 412 €	272 981 €	351 345 €
Contrats ANR commençant en 2019	1 712 845 €	0 €	1 712 845 €	905 102 €	483 208 €	327 535 €
Contrats ANR commençant en 2020	3 313 038 €	0 €	3 313 038 €	1 819 501 €	1 024 479 €	1 469 059 €
Contrats ANR commençant en 2021	6 031 844 €	0 €	6 031 844 €	4 754 154 €	1 268 689 €	4 288 001 €
Contrats ANR commençant en 2022	200 000 €	0 €	200 000 €	0 €	0 €	200 000 €
Contrats investissement Avenir commençant en 2018	4 312 389 €	0 €	4 312 389 €	2 307 470 €	783 872 €	1 221 026 €
Contrats investissement Avenir commençant en 2019	1 376 468 €	0 €	1 376 468 €	919 237 €	91 897 €	465 332 €
Contrats investissement Avenir commençant en 2020	948 395 €	0 €	948 395 €	578 040 €	163 737 €	306 959 €
Contrats investissement Avenir commençant en 2021	784 322 €	0 €	784 322 €	204 488 €	204 488 €	375 346 €
Contrats investissement Avenir commençant en 2022	284 072 €	0 €	284 072 €	0 €	0 €	284 072 €
Contrats Européens commençant en 2015	332 379 €	0 €	332 379 €	162 313 €	167 504 €	2 157 €
Contrats Européens commençant en 2016	211 900 €	0 €	211 900 €	105 980 €	64 758 €	41 162 €
Contrats Européens commençant en 2017	2 766 243 €	0 €	2 766 243 €	2 274 269 €	1 484 €	490 490 €
Contrats Européens commençant en 2018	7 823 457 €	0 €	7 823 457 €	924 357 €	68 848 €	6 417 540 €
Contrats Européens commençant en 2019	772 083 €	0 €	772 083 €	355 566 €	88 848 €	347 669 €
Contrats Européens commençant en 2020	1 908 370 €	0 €	1 908 370 €	723 342 €	242 922 €	942 106 €
Contrats Européens commençant en 2021	6 161 265 €	0 €	6 161 265 €	0 €	2 515 949 €	3 645 316 €
Contrats Européens commençant en 2022	277 082 €	0 €	277 082 €	0 €	0 €	277 082 €
Contrats Région commençant en 2017	229 000 €	0 €	229 000 €	46 500 €	0 €	182 500 €
Contrats Région commençant en 2018	843 533 €	0 €	843 533 €	161 407 €	0 €	676 741 €
Contrats Région commençant en 2019	1 070 117 €	0 €	1 070 117 €	45 384 €	5 385 €	931 886 €
Contrats Région commençant en 2020	266 809 €	0 €	266 809 €	0 €	92 847 €	263 438 €
Contrats Région commençant en 2021	192 973 €	0 €	192 973 €	0 €	3 371 €	192 973 €
Contrats Région commençant en 2022	15 000 €	0 €	15 000 €	0 €	0 €	15 000 €
Contrats Fondations commençant en 2016	399 422 €	0 €	399 422 €	359 479 €	7 963 €	15 000 €
Contrats Fondations commençant en 2017	170 000 €	0 €	170 000 €	85 000 €	33 824 €	51 176 €
Contrats Fondations commençant en 2018	2 359 472 €	0 €	2 359 472 €	1 393 328 €	240 810 €	725 334 €
Contrats Fondations commençant en 2019	1 429 560 €	0 €	1 429 560 €	606 961 €	156 168 €	666 731 €
Contrats Fondations commençant en 2020	1 837 162 €	0 €	1 837 162 €	1 184 739 €	397 798 €	254 625 €
Contrats Fondations commençant en 2021	597 300 €	0 €	597 300 €	0 €	347 100 €	250 200 €
Contrats Fondations commençant en 2022	209 650 €	0 €	209 650 €	0 €	0 €	209 650 €
Contrats Etat : IJF	731 250 €	0 €	731 250 €	311 250 €	120 000 €	300 000 €
Autres : contrats de prestation de recherche	813 699 €	0 €	813 699 €	327 947 €	327 947 €	358 036 €
Autres subventions publiques : organismes et collectivités	5 179 004 €	0 €	5 179 004 €	2 070 618 €	1 063 940 €	2 044 446 €
Autofinancement	959 238 €	959 238 €	0 €	0 €	0 €	0 €
<b>total contrats de recherche</b>	<b>69 948 995 €</b>	<b>959 238 €</b>	<b>68 989 757 €</b>	<b>21 970 500 €</b>	<b>10 788 439 €</b>	<b>36 230 820 €</b>
CDSN 2018-2021	10 726 987 €	0 €	10 726 987 €	8 345 232 €	2 381 755 €	0 €
CDSN 2019-2022	11 372 424 €	0 €	11 372 424 €	5 054 411 €	3 790 808 €	2 527 205 €
CDSN 2020-2023	10 554 264 €	0 €	10 554 264 €	1 172 686 €	3 518 088 €	5 863 480 €
CDSN 2021-2024	12 472 341 €	0 €	12 472 341 €	0 €	0 €	12 472 341 €
Contrats Investissement Avenir commençant en 2017	50 000 €	0 €	50 000 €	40 000 €	0 €	10 000 €
Contrats Investissement Avenir commençant en 2018	120 972 €	0 €	120 972 €	90 983 €	0 €	29 989 €
Contrats Investissement Avenir commençant en 2019	159 420 €	0 €	159 420 €	90 000 €	2 268 €	67 152 €
Contrats Investissement Avenir commençant en 2020	150 000 €	0 €	150 000 €	0 €	0 €	150 000 €
Contrats Région commençant en 2017	40 000 €	0 €	40 000 €	12 000 €	0 €	28 000 €
Contrats Région commençant en 2018	65 000 €	0 €	65 000 €	0 €	38 363 €	26 637 €
Contrats Région commençant en 2019	69 500 €	0 €	69 500 €	1 800 €	6 500 €	66 500 €
Contrats Région commençant en 2020	80 000 €	0 €	80 000 €	0 €	0 €	80 000 €
Contrats Région commençant en 2021	70 000 €	0 €	70 000 €	0 €	0 €	70 000 €
Contrats Européens commençant en 2012	1 703 860 €	0 €	1 703 860 €	1 703 860 €	0 €	0 €
Contrats Européens commençant en 2018	66 749 €	0 €	66 749 €	54 299 €	12 451 €	-1 €
Contrats Européens commençant en 2019	60 877 €	0 €	60 877 €	48 702 €	0 €	12 175 €
Contrats Européens commençant en 2020	82 009 €	0 €	82 009 €	65 607 €	0 €	16 402 €
Contrats Européens commençant en 2021	68 005 €	0 €	68 005 €	0 €	54 404 €	13 601 €
Contrats Etat	74 500 €	0 €	74 500 €	0 €	0 €	74 500 €
Autres subventions publiques : organismes et collectivités	313 091 €	0 €	313 091 €	187 841 €	48 250 €	77 000 €
<b>Total contrats d'enseignement</b>	<b>48 299 999 €</b>	<b>0 €</b>	<b>48 299 999 €</b>	<b>16 941 931 €</b>	<b>9 847 586 €</b>	<b>21 510 482 €</b>
Plan Campus DESCARTES	3 847 000 €	564 880 €	3 847 000 €	3 462 300 €	0 €	384 700 €
Restructuration BDL	564 880 €	564 880 €	0 €	0 €	0 €	0 €
<b>Total programmes pluriannuels d'investissement</b>	<b>4 411 880 €</b>	<b>564 880 €</b>	<b>3 847 000 €</b>	<b>3 462 300 €</b>	<b>0 €</b>	<b>384 700 €</b>
Loyer contrat de partenariat	29 630 593 €	0 €	29 630 593 €	4 494 933 €	926 112 €	24 209 548 €
<b>Total contrat partenariat public-privé</b>	<b>29 630 593 €</b>	<b>0 €</b>	<b>29 630 593 €</b>	<b>4 494 933 €</b>	<b>926 112 €</b>	<b>24 209 548 €</b>
<b>Total</b>	<b>152 291 487 €</b>	<b>1 524 116 €</b>	<b>150 767 371 €</b>	<b>46 869 664 €</b>	<b>21 562 137 €</b>	<b>82 335 550 €</b>



# 5.11. Annexe 10 : tableau détaillé des opérations pluriannuelles

Tableau 10 EPSCP  
Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation

POUR INFORMATION DE L'ORGANISATEUR  
Suivre par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

Opération	Prévision pluriannuelle		Prévision N+1 et suivantes																
	AE couvertes les années antérieures à N	AE nouvelles couvertes en N	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)
Opérations immobilières	4 274 349 €	0 €	4 274 349 €	0 €	4 051 333 €	4 051 333 €	0 €	339 664 €	339 664 €	0 €	20 883 €	20 883 €	0 €	0 €	20 883 €	0 €	0 €	0 €	0 €
<b>Total dépenses d'investissement<sup>1</sup></b>	<b>4 274 349 €</b>	<b>0 €</b>	<b>4 274 349 €</b>	<b>0 €</b>	<b>4 051 333 €</b>	<b>4 051 333 €</b>	<b>0 €</b>	<b>339 664 €</b>	<b>339 664 €</b>	<b>0 €</b>	<b>20 883 €</b>	<b>20 883 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>20 883 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>
Personnel	9 938 898 €	0 €	9 938 898 €	0 €	9 938 898 €	9 938 898 €	0 €	5 043 674 €	5 043 674 €	0 €	5 729 596 €	5 729 596 €	4 379 284 €	4 379 284 €	13 068 772 €	13 068 772 €	4 672 737 €	4 672 737 €	0 €
Contrats de recherche	4 241 572 €	0 €	4 241 572 €	0 €	4 137 646 €	4 137 646 €	0 €	1 957 811 €	1 957 811 €	0 €	3 140 981 €	3 140 981 €	3 295 331 €	3 295 331 €	3 297 217 €	3 297 217 €	3 979 411 €	3 979 411 €	13 358 476 €
Investissement	3 139 399 €	0 €	3 139 399 €	0 €	3 118 556 €	3 118 556 €	0 €	1 200 998 €	1 200 998 €	0 €	5 571 633 €	5 571 633 €	3 999 294 €	3 999 294 €	1 060 225 €	1 060 225 €	3 079 156 €	3 079 156 €	3 016 000 €
<b>Total contrat de recherche<sup>2</sup></b>	<b>7 380 971 €</b>	<b>0 €</b>	<b>7 380 971 €</b>	<b>0 €</b>	<b>7 256 202 €</b>	<b>7 256 202 €</b>	<b>0 €</b>	<b>3 158 819 €</b>	<b>3 158 819 €</b>	<b>0 €</b>	<b>11 142 614 €</b>	<b>11 142 614 €</b>	<b>8 374 628 €</b>	<b>8 374 628 €</b>	<b>10 356 697 €</b>	<b>10 356 697 €</b>	<b>20 333 183 €</b>	<b>20 333 183 €</b>	<b>21 049 213 €</b>
Contrats de formation continue	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
<b>Total contrat de formation continue<sup>3</sup></b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>
Personnel	313 929 €	0 €	313 929 €	0 €	313 929 €	313 929 €	0 €	49 173 €	49 173 €	0 €	76 000 €	76 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €	0 €	0 €	0 €
Contrats d'enseignement	29 994 029 €	0 €	29 994 029 €	0 €	29 994 029 €	29 994 029 €	0 €	15 410 832 €	15 410 832 €	0 €	12 786 455 €	12 786 455 €	11 481 826 €	11 481 826 €	55 000 €	55 000 €	8 400 392 €	8 400 392 €	4 182 231 €
Investissement	54 418 €	0 €	54 418 €	0 €	48 898 €	48 898 €	0 €	51 504 €	51 504 €	0 €	27 279 €	27 279 €	31 015 €	31 015 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
<b>Total contrat de formation<sup>4</sup></b>	<b>30 362 376 €</b>	<b>0 €</b>	<b>30 362 376 €</b>	<b>0 €</b>	<b>30 462 856 €</b>	<b>30 462 856 €</b>	<b>0 €</b>	<b>16 777 713 €</b>	<b>16 777 713 €</b>	<b>0 €</b>	<b>12 868 148 €</b>	<b>12 868 148 €</b>	<b>11 563 841 €</b>	<b>11 563 841 €</b>	<b>67 000 €</b>	<b>67 000 €</b>	<b>6 412 392 €</b>	<b>6 412 392 €</b>	<b>4 182 231 €</b>
Personnel	27 415 441 €	27 415 441 €	27 415 441 €	27 415 441 €	27 415 441 €	27 415 441 €	0 €	2 215 152 €	2 215 152 €	0 €	926 112 €	926 112 €	1 000 000 €	1 000 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	22 209 548 €
Contrats de prestation public privé	29 630 593 €	0 €	29 630 593 €	0 €	29 630 593 €	29 630 593 €	0 €	2 215 152 €	2 215 152 €	0 €	926 112 €	926 112 €	1 000 000 €	1 000 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	22 209 548 €
<b>Total contrat partenariat public-privé<sup>5</sup></b>	<b>29 630 593 €</b>	<b>0 €</b>	<b>29 630 593 €</b>	<b>0 €</b>	<b>29 630 593 €</b>	<b>29 630 593 €</b>	<b>0 €</b>	<b>2 215 152 €</b>	<b>2 215 152 €</b>	<b>0 €</b>	<b>926 112 €</b>	<b>926 112 €</b>	<b>1 000 000 €</b>	<b>1 000 000 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>22 209 548 €</b>
Personnel	10 282 731 €	10 282 731 €	10 282 731 €	10 282 731 €	10 282 731 €	10 282 731 €	0 €	6 091 847 €	6 091 847 €	0 €	5 091 847 €	5 091 847 €	4 391 284 €	4 391 284 €	13 068 772 €	13 068 772 €	4 672 737 €	4 672 737 €	0 €
Autres financements publics**	61 685 042 €	61 685 042 €	61 685 042 €	61 685 042 €	61 685 042 €	61 685 042 €	0 €	16 697 892 €	16 697 892 €	0 €	15 814 783 €	15 814 783 €	15 827 588 €	15 827 588 €	3 356 331 €	3 356 331 €	10 897 593 €	10 897 593 €	37 750 265 €
Autres financements***	7 488 186 €	7 488 186 €	7 488 186 €	7 488 186 €	7 488 186 €	7 488 186 €	0 €	2 221 847 €	2 221 847 €	0 €	1 655 166 €	1 655 166 €	1 662 166 €	1 662 166 €	0 €	0 €	3 288 000 €	3 288 000 €	3 016 000 €
<b>TOTAL</b>	<b>152 291 487 €</b>	<b>79 371 939 €</b>	<b>231 663 426 €</b>	<b>79 371 939 €</b>	<b>231 663 426 €</b>	<b>231 663 426 €</b>	<b>0 €</b>	<b>24 011 502 €</b>	<b>24 011 502 €</b>	<b>0 €</b>	<b>20 358 798 €</b>	<b>20 358 798 €</b>	<b>18 686 981 €</b>	<b>18 686 981 €</b>	<b>27 304 924 €</b>	<b>27 304 924 €</b>	<b>8 801 838 €</b>	<b>8 801 838 €</b>	<b>47 440 982 €</b>

A l'occasion du budget initial N, cette colonne englobe les reprogrammations en AE ou en CP de N+1 sur N. Lors du premier budget rectificatif N, cette colonne englobe les éventuels reports en AE et en CP.

<sup>1</sup> Dans les dépenses, ne sont pas comptabilisés les prélevements des contrats de service public. <sup>2</sup> Dans les dépenses, ne sont pas comptabilisés les dépenses infra-annuelles.

<sup>3</sup> B - Prévisions de recettes

Opération	Prévision		Prévisions en N+1 et suivantes	
	Financement de l'opération	Recettes	Encaissements des années antérieures à N	Encaissements des années N+1 et suivantes
Opérations immobilières	3 847 000 €	0 €	3 847 000 €	0 €
<b>Total PPI<sup>1</sup></b>	<b>3 847 000 €</b>	<b>0 €</b>	<b>3 847 000 €</b>	<b>0 €</b>
Financements de l'Etat	1 693 440 €	0 €	1 693 440 €	0 €
Autres financements publics**	59 490 054 €	0 €	59 490 054 €	0 €
Autres financements***	7 816 205 €	0 €	7 816 205 €	0 €
<b>Total contrat de recherche<sup>2</sup></b>	<b>68 999 749 €</b>	<b>0 €</b>	<b>68 999 749 €</b>	<b>0 €</b>
Financements de l'Etat	0 €	0 €	0 €	0 €
Autres financements publics**	0 €	0 €	0 €	0 €
Autres financements***	0 €	0 €	0 €	0 €
<b>Total contrat de formation continue<sup>3</sup></b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>
Financements de l'Etat	45 416 418 €	0 €	45 416 418 €	0 €
Autres financements publics**	2 885 353 €	0 €	2 885 353 €	0 €
Autres financements***	0 €	0 €	0 €	0 €
<b>Total contrat de formation<sup>4</sup></b>	<b>48 301 771 €</b>	<b>0 €</b>	<b>48 301 771 €</b>	<b>0 €</b>
Financements de l'Etat	29 630 593 €	0 €	29 630 593 €	0 €
Autres financements publics**	20 671 178 €	0 €	20 671 178 €	0 €
Autres financements***	0 €	0 €	0 €	0 €
<b>Total contrat partenariat public-privé<sup>5</sup></b>	<b>50 301 771 €</b>	<b>0 €</b>	<b>50 301 771 €</b>	<b>0 €</b>
Financements de l'Etat	29 630 593 €	0 €	29 630 593 €	0 €
Autres financements publics**	20 671 178 €	0 €	20 671 178 €	0 €
Autres financements***	0 €	0 €	0 €	0 €
<b>Total</b>	<b>152 291 487 €</b>	<b>79 371 939 €</b>	<b>231 663 426 €</b>	<b>79 371 939 €</b>

<sup>1</sup> Subvention pour charges de service public, autres financements de l'Etat, fiscalité affectée, financement de l'Etat, fonds de

\*\* Autres financements publics (globales ou liées)

\*\*\* Recettes propres et recettes propres filiales



## 5.13. Tableau de synthèse budgétaire et comptable

Tableau de synthèse budgétaire et comptable Etablissement

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT			Exécution 2021	
Stocks initiaux	1	Niveau initial de restes à payer	41 072 023 €	
	2	Niveau initial du fonds de roulement	21 435 333 €	
	3	Niveau initial du besoin en fonds de roulement	-7 515 893 €	
	4	Niveau initial de la trésorerie	28 951 226 €	
	4.a	dont niveau initial de la trésorerie fléchée		
4.b	dont niveau initial de la trésorerie non fléchée			
Flux de l'année	5	Autorisations d'engagement	133 424 021 €	
	6	Résultat patrimonial	2 864 259 €	
	7	Capacité d'autofinancement (CAF)	5 893 570 €	
	8	Variation du fonds de roulement	280 709 €	
	9	Opérations bilanciales non budgétaires	SENS	-1 379 €
		Nouvel emprunt / remboursement de prêt	+ / -	
		Remboursement d'emprunt / prêt accordé	+	
		Cautionnements et dépôts	-	-1 379 €
	10	Opérations comptables non retraitées par la CAF, non budgétaires	SENS	-72 733 €
		Variation des stocks	-	-39 109 €
		variation dépréciation de créances	-	-33 624 €
		Charges sur créances irrécouvrables	-	
		Produits divers de gestion courante	-	
	11	Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires	SENS	-3 696 734 €
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	-	-914 331 €	
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -		
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+	2 782 403 €	
12	Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11		4 051 555 €	
12.a	Recettes budgétaires		139 912 566 €	
12.b	Crédits de paiement consommés		135 861 012 €	
13	Flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires		-183 373 €	
14	Variation de la trésorerie = 12 - 13		4 234 928 €	
14.a	dont variation de la trésorerie fléchée			
14.b	dont variation de la trésorerie non fléchée			
15	Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13		-3 954 219 €	
16	Restes à payer		-2 436 991 €	
Stocks finaux	17	Niveau final de restes à payer	38 635 032 €	
	18	Niveau final du fonds de roulement	21 716 042 €	
	19	Niveau final du besoin en fonds de roulement	-11 470 112 €	
	20	Niveau final de la trésorerie	33 186 154 €	
	20.a	dont niveau final de la trésorerie fléchée		
	20.b	dont niveau final de la trésorerie non fléchée		
		Comptabilité budgétaire		
		Comptabilité générale		







## 5.15. Projet annuel de performance (PAP)

**Données budgétaires**

Montant des budgets		Unité	BI 2021	BR 2021	Exécution 2021	Variation Exécution 2021 - BR 2021	Part des actions LOLF au sein du budget global de la recherche 2021
<b>Budget de l'établissement (en crédits de paiements)</b>		(k€)	139 570 k€	142 735 k€	135 861 k€	-4,8%	
Budget de fonctionnement de l'établissement (hors masse salariale)		(k€)	33 282 k€	33 030 k€	29 042 k€	-12,1%	
Budget de la masse salariale de l'établissement		(k€)	100 376 k€	100 802 k€	99 986 k€	-0,9%	
Budget d'investissement de l'établissement		(k€)	5 911 k€	8 903 k€	6 833 k€	-22,5%	
<b>Montant du budget de la recherche</b>		Unité	BI 2021	BR 2021	Exécution 2021	Variation Exécution 2021 - BR 2021	Part des actions LOLF au sein du budget global de la recherche 2021
<b>Budget global de la recherche (fonctionnement, investissement et personnel en crédits de paiement)</b>		(k€)	33 388 k€	35 168 k€	31 425 k€	-10,6%	
Budget de recherche (fonctionnement et investissement) de l'établissement		(k€)	11 143 k€	12 185 k€	9 337 k€	-23,4%	
Budget de recherche - Sciences de la vie, biotechnologie et santé (Code LOLF D 06) (fonctionnement et investissement)		(k€)	3 398 k€	3 149 k€	2 546 k€	-18,2%	8,1%
Budget de recherche - Mathématiques, sciences et techniques de l'information, micro et nano technologie (Code LOLF D107) (fonctionnement et investissement)		(k€)	534 k€	345 k€	321 k€	-6,8%	1,0%
Budget de recherche - Physique, chimie et sciences pour l'ingénieur (Code LOLF D108) (fonctionnement et investissement)		(k€)	2 605 k€	2 559 k€	2 182 k€	-14,7%	6,9%
Budget de recherche - Sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement (Code LOLF D110) (fonctionnement et investissement)		(k€)	529 k€	811 k€	611 k€	-24,7%	1,9%
Budget de recherche - Sciences humaines et sociales (Code LOLF D111) (fonctionnement et investissement)		(k€)	1 046 k€	1 074 k€	842 k€	-21,7%	2,7%
Budget de recherche interdisciplinaires & transversale (Code LOLF D112) (fonctionnement et investissement)		(k€)	3 031 k€	4 246 k€	2 835 k€	-33,2%	9,0%
<b>Montant du budget de la Formation, de la vie étudiante, santé des étudiants et rémunération de s élèves fonctionnaires stagiaires</b>		Unité	BI 2021	BR 2021	Exécution 2021	Variation Exécution 2021 - BR 2021	Part des actions LOLF au sein du budget global de la formation 2021
<b>Budget global de la Formation, de la vie étudiante, santé des étudiants et rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires (fonctionnement, investissement et personnel en crédits de paiement)</b>		(k€)	68 881 k€	69 750 k€	66 323 k€	-3,5%	
dont budget de la Formation, de la vie étudiante et santé des étudiants (fonctionnement et investissement)		(k€)	13 360 k€	13 093 k€	11 144 k€	-14,9%	
Budget Formation initiale et continue de baccalauréat à la licence (Code LOLF D101)		(k€)	439 k€	485 k€	285 k€	-42,3%	0,4%
Budget Formation initiale et continue de niveau master (Code LOLF D102)		(k€)	331 k€	380 k€	755 k€	95,8%	1,1%
Budget Formation initiale et continue de niveau doctorat (Code LOLF D103)		(k€)	11 054 k€	10 746 k€	9 549 k€	-11,1%	14,4%
Budget de la vie étudiante et santé des étudiants (Code LOLF D201, D202 et D203)		(k€)	1 544 k€	1 482 k€	555 k€	-62,1%	0,8%
Rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires		(k€)	32 921 k€	32 880 k€	32 884 k€	0,0%	
Part de la rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires sur le budget de la Formation, de la vie étudiante, santé des étudiants et rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires		%	48%	48%	50%		
<b>Montant du budget de la Diffusion des savoirs, Bibliothèque et documentation</b>		Unité	BI 2021	BR 2021	Exécution 2021	Variation Exécution 2021 - BR 2021	Part des actions LOLF au sein du budget global de la diffusion des savoirs
<b>Budget global de la Diffusion des savoirs, Bibliothèque et documentation (fonctionnement, investissement et personnel en crédits de paiement)</b>		(k€)	8 751 k€	8 601 k€	8 941 k€	4,0%	
dont budget de la Diffusion des savoirs, Bibliothèque et documentation (fonctionnement et investissement) de l'établissement		(k€)	1 329 k€	1 318 k€	1 397 k€	6,0%	
Budget Bibliothèque et documentation (Code LOLF D 05)		(k€)	1 039 k€	1 065 k€	1 052 k€	-1,2%	11,8%
Budget Diffusion des savoirs et musées (Code LOLF D113)		(k€)	290 k€	252 k€	345 k€	36,7%	3,9%
<b>Montant du budget, photage &amp; Immobilier</b>		Unité	BI 2021	BR 2021	Exécution 2021	Variation Exécution 2021 - BR 2021	Part des actions LOLF au sein du budget global du photage & Immobilier
<b>Budget global du photage et de l'immobilier de l'établissement (fonctionnement, investissement et personnel en crédits de paiement) - hors rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires</b>		(k€)	28 540 k€	30 216 k€	29 172 k€	5,9%	
dont budget du photage et de l'immobilier de l'établissement (fonctionnement et investissement) de l'établissement		(k€)	13 363 k€	15 248 k€	13 996 k€	14,1%	
Budget Photage (Code LOLF D115)		(k€)	5 427 k€	6 150 k€	6 752 k€	20,0%	21,9%
Budget Immobilier (Code LOLF D114)		(k€)	7 936 k€	8 739 k€	7 244 k€	10,1%	28,9%
<b>Part des dépenses de personnels sur le budget de fonctionnement</b>		Unité	BI 2021	BR 2021	Exécution 2021		
Part des dépenses de personnel sur le budget de fonctionnement		%	75,1%	75,3%	77,5%		
Part de la rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires sur les dépenses de personnel		%	32,8%	32,6%	32,9%		
<b>Part des dépenses de personnel dans le budget de l'établissement</b>		%	71,9%	70,7%	73,6%		
- Part des dépenses de personnel dans le budget global de la Formation, de la vie étudiante et rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires		%	80,6%	81,0%	83,2%		
- Part des dépenses de personnel dans le budget global de la Diffusion des savoirs, bibliothèque et documentation		%	84,8%	84,7%	84,4%		
- Part des dépenses de personnel dans le budget global de la Recherche		%	66,6%	66,4%	70,3%		
- Part des dépenses de personnel dans le budget global du Photage et de l'immobilier de l'établissement		%	53,2%	49,5%	52,0%		

**OBJECTIF : Développer l'autonomie financière**

Taux d'exécution budgétaire		Budget Exécuté 2019 (BR) de l'ENS de Lyon	Budget Exécuté 2020 (BR) de l'ENS de Lyon	Budget Exécuté 2021 (BR) de l'ENS de Lyon
	Unité			
<b>Taux d'exécution des dépenses</b>	%	<b>95,7%</b>	<b>96,8%</b>	<b>95,2%</b>
Taux d'exécution des dépenses fonctionnement (hors masse salariale)	%	91,6%	90,5%	87,9%
Taux d'exécution des dépenses masse salariale	%	98,7%	99,2%	98,1%
Taux d'exécution des dépenses investissement	%	77,5%	92,2%	77,5%
Taux d'exécution des recettes	%	97,7%	100,2%	98,1%

Sources des données : Rapports de gestion ENS de Lyon

Montants des ressources (en encaissements)		BI 2021	BR 2021	Exécution 2021	Variation Exécution 2021 - BR 2021
	Unité				
<b>Montant total des ressources</b>	(k€)	<b>137 371 k€</b>	<b>142 584 k€</b>	<b>139 913 k€</b>	<b>-1,9%</b>
<b>Montant total des ressources publiques (fonctionnement + investissement)</b>	(k€)	<b>126 520 k€</b>	<b>130 311 k€</b>	<b>129 192 k€</b>	<b>-0,9%</b>
- Crédits Etat (y compris masse salariale si responsabilités et compétences élargies) issus du système de répartition annuelle des moyens et du contrat quinquennal	(k€)	118 586 k€	118 846 k€	120 043 k€	1,0%
- Crédits issus des agences de moyens nationales, européennes et internationales	(k€)	6 976 k€	10 781 k€	9 012 k€	-16,4%
- Montant des ressources issues des collectivités locales et territoriales (hors immobilier)	(k€)	958 k€	684 k€	137 k€	-79,9%
- Crédits immobiliers consommés, plan campus et CPER	(k€)	0 k€	0 k€	0 k€	
<b>Montant total des ressources propres</b>	(k€)	<b>10 850 k€</b>	<b>12 273 k€</b>	<b>10 915 k€</b>	<b>-11,1%</b>
- Montant des droits d'inscription	(k€)	540 k€	760 k€	652 k€	-14,3%
- Montant de la taxe d'apprentissage	(k€)	30 k€	30 k€	16 k€	-47,7%
- Montant des ressources issues de la formation continue	(k€)	75 k€	75 k€	95 k€	27,1%
- Montant des ressources issues des activités partenariales avec le secteur socio-économique (€)	(k€)	449 k€	1 147 k€	979 k€	-14,7%
- Montant des ressources issues de la propriété intellectuelle (€)	(k€)	108 k€	0 k€	61 k€	
- Montant des ressources issues des fondations, des dons et autres financements	(k€)	9 453 k€	10 065 k€	8 918 k€	-11,4%
- Montant des autres ressources propres (Prod. Except., cautions...)	(k€)	195 k€	195 k€	195 k€	0,0%

Part des recettes propres sur le total des recettes		BI 2021	BR 2021	Exécution 2021
	Unité			
<b>Part des recettes propres sur le total des recettes</b>	%	<b>8%</b>	<b>9%</b>	<b>8%</b>

## Glossaire

<b>AE</b>	Autorisation d'engagement
<b>ANR</b>	Agence nationale de la recherche
<b>BDL</b>	Bibliothèque Diderot de Lyon
<b>BIATSS</b>	Personnels de Bibliothèque, Ingénieurs, Administratifs, Techniques, Sociaux et de Santé
<b>BI</b>	Budget initial
<b>BR</b>	Budget rectificatif
<b>CAF</b>	Capacité d'autofinancement
<b>CDSN</b>	Contrat doctoral spécifique normaliens
<b>CP</b>	Crédit de paiement
<b>CRB</b>	Centre de responsabilité budgétaire
<b>DAI</b>	Direction des affaires internationales
<b>DGS</b>	Direction générale des services
<b>DRFIP</b>	Direction régionale des finances publiques
<b>DSG</b>	Dialogue stratégique et de gestion
<b>DSI</b>	Direction des Systèmes d'information
<b>EJ</b>	Engagement juridique
<b>EPST</b>	Établissement Public à Caractère Scientifique et Technologique
<b>GBCP</b>	Gestion budgétaire et comptable publique
<b>GPEEC</b>	Gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences
<b>GVT</b>	Glissement Vieillesse Technicité
<b>IEA</b>	Institut d'études avancées
<b>Ifé</b>	Institut Français de l'Éducation
<b>MESRI</b>	Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation
<b>MSE</b>	Masse salariale État

<b>MOP</b>	Maîtrise d'ouvrage publique
<b>PIA</b>	Projet investissements d'avenir
<b>PPI</b>	Plan pluriannuel d'investissement
<b>PPI Ecole</b>	Plan prévisionnel d'investissement financé par les moyens établissement (annuel)
<b>PPP</b>	Partenariat public-privé
<b>RP</b>	Ressources propres
<b>SACD</b>	Service à comptabilité distincte
<b>SCSP</b>	Subvention pour charges de service public
<b>SO</b>	Service opérationnel
<b>UE</b>	Union Européenne
<b>VP</b>	Vice-Présidence
<b>VPE</b>	Vice-Présidence Etudes
<b>VPR</b>	Vice-Présidence Recherche

*\* Papier issu des forêts européennes*

**DIRECTION  
DES AFFAIRES FINANCIÈRES**

Février 2022

15 parvis René-Descartes  
BP 7000, 69342 Lyon cedex 07  
Tél. +33 (0)4 37 37 60 00  
Fax +33 (0)4 37 37 60 60  
**[www.ens-lyon.fr](http://www.ens-lyon.fr)**